

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DE LA GRANDE RÉCESSION À LA GRANDE TRANSFORMATION? L'ÉVOLUTION
IDÉOLOGIQUE DU PARTI DÉMOCRATE DES ÉTATS-UNIS DE 2007 À 2016

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

FRÉDÉRIQUE VERREAULT

OCTOBRE 2021

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Se consacrer à des études supérieures est un chemin sinueux, semé d'embûches et de moments gratifiants. Le soutien indéfectible de mon entourage a été déterminant dans ma réussite, en particulier depuis que nos vies ont changé du tout au tout en l'espace de quelques jours au mois de mars 2020. Malgré la distance des derniers mois, cette aventure aurait été bien différente sans vous.

Je remercie mes parents, pour l'amour qu'ils m'ont donné et l'éducation privilégiée qu'ils m'ont offert. Je vous dois beaucoup, car sans vous je ne serais pas la même personne. Un merci particulier à ma mère qui a – volontairement – mis un temps fou à relire pratiquement tous mes travaux universitaires, du baccalauréat à aujourd'hui. Tu m'as été d'une aide et d'un soutien incommensurable.

Je voudrais aussi remercier l'ensemble de mes collègues de la Chaire Raoul-Dandurand pour votre soutien et les opportunités hors du commun que vous m'avez offertes. Merci à Élisabeth Vallet à qui je dois ma place à la Chaire. Merci également à Frédérick Gagnon à qui je dois ma place à l'OSEU et qui a dirigé ce mémoire. Tes précieux commentaires et tes réflexions m'ont permis de mieux construire cet ambitieux projet. Pour leur soutien au quotidien, je voudrais remercier plus spécifiquement Daphné St-Louis Ventura, Thalia D'Aragon-Giguère, Mathilde Bourgeon, Julie-Pier Nadeau et Gabriel Lévesque. Tous les jours, vous m'avez aidé à me rapprocher de mes objectifs. Merci également à mes collègues et amis du programme de maîtrise en science politique. Même si nous ne partageons pas les mêmes intérêts de recherche, nous partageons un sens de la communauté et une solidarité indéfectible puisque nous traversons ensemble les étapes qui mènent à l'achèvement de la maîtrise.

Je voudrais aussi souligner le soutien que m'ont apporté mes collègues et amis de la microbrasserie qui m'ont accompagné durant ce parcours. Chaque quart de travail à vos côtés était un moment de joie rempli de rire et de péripéties. Merci également à tous les autres, qui sans même s'en douter, m'apportaient un soutien ou m'aidaient à décrocher après de longues journées de rédaction : Vic, Lou, Butch, Flore, Sam, Cath et tous les autres.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	v
RÉSUMÉ	vi
ABSTRACT	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 LA GRANDE RÉCESSION DE 2008 COMME ÉLÉMENT DÉCLENCHEUR DE LA « GAUCHISATION » DU PARTI DÉMOCRATE	10
1.1 Le paradigme néolibéral : construction par opposition au keynésianisme	10
1.2 De la crise financière à la Grande Récession.....	12
1.2.1 Les causes de la crise financière de 2008	13
1.2.2 L'éclatement de la bulle financière.....	16
1.3 La Grande Récession : appauvrissement, crise de confiance et remise en question	19
1.3.1 Des conséquences socio-économiques dévastatrices	19
1.3.2 Crise de confiance au sein de l'opinion publique	21
1.3.3 Remise en question et débat concernant le paradigme néolibéral.....	22
CHAPITRE 2 LA CONSOLIDATION D'UNE COALITION DOMINANTE : BERNIE SANDERS, LA COALITION PROGRESSISTE ET L'INVESTITURE DÉMOCRATE DE 2016	26
2.1 Bernie Sanders : un entrepreneur politique de l'aile progressiste du Parti démocrate	26
2.1.1 Cadrage des débats : de la Grande Récession à Occupy Wall Street	29
2.1.2 Occupy Wall Street	31
2.2 L'investiture démocrate de 2016 comme campagne de persuasion	33
2.2.1 Deux politiciens et deux visions opposées	33
2.2.2 Le salaire minimum fédéral : « from a starving wage to a living wage »	35
2.2.3 La réforme du système d'imposition : « a real tax reform ».....	38
2.3 La consolidation de la coalition progressiste.....	40
2.3.1 Les primaires et les caucus de 2016.....	40
2.3.2 La coalition progressiste : survol de l'électorat de Bernie Sanders	41
CHAPITRE 3 L'AMPLEUR DE LA COALITION PROGRESSISTE ET LES VARIABLES EXTERNES : QUEL CHANGEMENT POUR LE PARTI DÉMOCRATE?	45
3.1 Les variables de premier type.....	45
3.1.1 Distribution des ressources de campagne.....	46
3.1.2 Culture politique américaine.....	47
3.1.3 Règles et particularités du processus de nomination démocrate	49

3.2 Variables de deuxième type.....	52
3.2.1 Évolution des conditions socio-économiques.....	53
3.2.2 Évolution de l'opinion publique.....	54
3.2.3 Bipartisme, tiers parti et coalition dominante.....	56
3.3 De la grande transformation?	58
3.3.1 Les idées de politiques publiques : impact sur la plateforme démocrate de 2016.....	58
3.3.2 Les idées programmatiques : candidats et programmes progressistes.....	59
3.3.3 Les idées philosophiques : changement de paradigme?.....	61
CONCLUSION	64
ANNEXE A L'ÉVOLUTION IDÉOLOGIQUE DU PARTI DÉMOCRATE DU 111E AU 114E CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS	67
ANNEXE B LA NÉBULEUSE DU CHANGEMENT DE POLITIQUES PUBLIQUES	68
ANNEXE C TAUX ET PALIERS D'IMPOSITION DU PLAN FISCAL PROPOSÉ PAR HILLARY CLINTON EN 2016.....	69
ANNEXE D TAUX ET PALIERS D'IMPOSITION DU PLAN FISCAL PROPOSÉ PAR BERNIE SANDERS EN 2016.....	70
Annexe e TYPE DE SCRUTINS REMPORÉS PAR SANDERS ET CLINTON DURANT L'INVESTITURE DÉMOCRATE DE 2016.....	71
BIBLIOGRAPHIE.....	72

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ARRA	American Recovery Ad Reinvestment Act
FED	Federal Reserve (Réserve fédérale américaine)
GSE	Government-Sponsored Enterprises
OWS	Occupy Wall Street
SBO	Système bancaire de l'ombre
TARP	Trouble Asset Relief Program
TBTF	Too Big To Fail

RÉSUMÉ

La campagne de Bernie Sanders pour l'investiture démocrate de 2016 est considérée comme la principale force motrice de la gauchisation du Parti démocrate, autant par les médias, la classe politique que l'opinion publique. Cependant, les données du projet « Voteview » démontrent que cette gauchisation a débuté avant 2016, soit depuis le 111^e Congrès (2009-2011). Cette explication nous semble donc incomplète et simpliste puisqu'elle tend à surévaluer le rôle de Sanders et à occulter le contexte entourant cette évolution idéologique. Ce mémoire cherche donc à rendre compte des moments critiques et des facteurs explicatifs qui ont contribué à la « gauchisation » du Parti démocrate entre 2007 et 2016. Dans un premier temps, nous nous penchons sur le moment critique, et élément déclencheur, qu'a été la crise financière de 2008. Dans un deuxième temps, nous retraçons l'émergence du mouvement « Occupy Wall Street » (OWS) en 2011 et sa dénonciation des inégalités permettant de créer un climat politique favorable à la candidature progressiste de Sanders en 2016. Nous traitons ensuite de l'investiture démocrate de 2016 en soulignant les différences entre Sanders et sa concurrente, Hillary Clinton, quant à la conceptualisation des inégalités et aux solutions proposées – particulièrement en matière d'augmentation du salaire minimum fédéral et de réforme fiscale – et en analysant la consolidation des coalitions de chacun des candidats. Dans un troisième et dernier temps, nous mettons en exergue les variables externes ayant ralenti ou accéléré la gauchisation du Parti démocrate. Nous terminons par un bilan faisant état de la nature de ce changement – qu'il soit de l'ordre des idées de politique publique, programmatique ou philosophique. Ce mémoire souligne l'importance du contexte précédent la campagne de Sanders en 2016 pour expliquer le changement idéologique au sein du Parti démocrate. De plus, il démontre que ce changement concerne les idées de politique publique et, chez un segment progressiste du parti, les idées programmatiques. Quant aux idées philosophiques, le changement est moins perceptible, mais pourrait néanmoins devenir explicite à l'avenir.

Mots clés : Bernie Sanders; Changement idéologique; Coalitions électorales; Crise financière de 2008; États-Unis; Factions; Grande Récession; Inégalités; Occupy Wall Street; Parti démocrate; Progressisme; Réforme fiscale; Salaire minimum fédéral

ABSTRACT

The media, the political elite and the public has largely credited Bernie Sanders' 2016 campaign as the main driving force behind the leftward turn of the Democratic Party. However, data from the Voteview project shows that this ideological change was initiated before 2016, namely since the 111th Congress (2009-2011). Therefore, this explanation seems incomplete and simplistic, as it tends to overestimate Sanders' role and obscure the context surrounding this change. This master thesis seeks to account for the critical moments and explanatory factors that contributed to the leftward turn of the Democratic Party between 2007 and 2016. First, we look at the critical moment and the triggering element that the 2008 financial crisis represented for the party. We then trace the emergence of the Occupy Wall Street (OWS) movement in 2011 and its denunciation of economic inequalities which contributed to create a political climate favorable to Sanders' progressive candidacy 5 years later. We then discuss the 2016 Democratic nomination process, highlighting the differences between Sanders and his rival, Hillary Clinton, in terms of conceptualizing economic inequalities and the proposed solutions – particularly the federal minimum wage increase and tax reform - and analyzing the consolidation of each candidate's electoral coalition. In a third and final step, we highlight the external variables that have restrained or accelerated the transformation of the Democratic Party. We conclude with an assessment of the nature of this change – whether it constitute a public policy, programmatic or philosophical ideational change. This master thesis highlights the importance of the context preceding Sanders' 2016 campaign in explaining the ideological shift within the Democratic Party. Moreover, it demonstrates that this shift is about public policy ideas and, for the progressive faction of the party, programmatic ideas. As for the philosophical ideas, the change is less perceptible, but could nevertheless become more explicit in the future.

Keywords : Bernie Sanders; Democratic Party; Economic inequalities; Electoral coalitions; Factions; Federal minimum wage; Financial crisis (2008); Great Recession; Ideological change; Occupy Wall Street; Progressism; Tax reform; United States

INTRODUCTION

« This is not your father's
Democratic Party »
(Hook, 2019)

Le 30 avril 2015 à Washington D.C., un sénateur méconnu des Américains annonce la formation d'un comité exploratoire de campagne présidentielle malgré son statut d'indépendant, un financement modeste et une organisation de campagne limitée. À l'époque, l'investiture démocrate de 2016 est largement perçue comme un exercice symbolique puisqu'avant même le début officiel du processus de nomination, Hillary Clinton est déjà considérée comme gagnante (Bitecofer, 2018). Insatisfait par l'absence de concurrent progressiste et de l'inévitable nomination de la favorite de l'establishment (Sanders, 2016), Bernie Sanders se résout de défier Clinton afin de la sensibiliser à la faction progressiste du parti (Bitecofer, 2018). Perçue comme la candidate de Wall Street, Clinton est boudée par la gauche (Lenchner, 2015) expliquant pourquoi l'investiture démocrate de 2016 est finalement une course beaucoup plus longue et périlleuse qu'anticipée. Grâce à cette campagne nationale, Sanders réussit à galvaniser un mouvement politique et idéologique par la base en dénonçant notamment les inégalités de revenu et de richesse ainsi que l'économie défavorable aux moins fortunés. Malgré une inévitable défaite, Bernie Sanders triomphe en ayant un impact significatif sur le Parti démocrate : « (...) even if he falters, Sanders has triggered dynamics that could reshape his party for years » (Brownstein, 2016). Durant les primaires démocrates de 2016, il cadre les débats de manière à forcer Clinton à aborder des enjeux qu'elle aurait autrement ignorés et même à « gauchiser » certaines de ses positions (Bendle et al., 2018 ; Lenchner, 2015). Auparavant considéré comme une anomalie du fait de ses positions radicalement plus à gauche, le sénateur vermontois expose le mécontentement populaire à l'égard de l'establishment démocrate et la popularité de sa candidature lui permet d'être propulsé au rang de leader progressiste du Parti démocrate (Bitecofer, 2018 ; Gillies, 2018). En outre, la campagne de Bernie Sanders en 2016 a mis en exergue un schisme idéologique entre la faction modérée et la faction progressiste au sein du Parti démocrate (Holland, 2019), chacune d'elles tentant de se démarquer de l'autre, de prouver la viabilité électorale de son programme et d'imposer sa propre vision du parti. Pour plusieurs observateurs de la politique américaine, les élections de mi-mandat en 2018 et l'investiture démocrate de 2020 démontrent l'ampleur des forces progressistes catalysées en 2016 ainsi que le déplacement du centre de gravité idéologique du parti vers la gauche.

Depuis 2016, ce récit dominant concernant la gauchisation du parti est largement partagé par les médias (Bergengruen et Elliott, 2019 ; Harris, 2019; parmi d'autres), la classe politique ainsi que l'opinion publique

(Snow et Schwartz, 2019; parmi d'autres). L'engouement inattendu pour la campagne de Bernie Sanders donne l'impression qu'un changement idéologique s'opère au sein du Parti démocrate. Depuis, les articles de presse et les textes d'opinion proclamant l'évolution idéologique de cette formation politique vers la gauche foisonnent (Beauchamp, 2019 ; Bergengruen et Elliott, 2019 ; Bernstein, 2018 ; Blakeman, 2019 ; Brownstein, 2016 ; Chotiner, 2019, 2019 ; Galston, 2019 ; Harris, 2019 ; Hook, 2019 ; Peter, 2018 ; Reston, 2019 ; Wehner, 2019; parmi d'autres). Alors qu'on peut considérer que Bernie Sanders contribue à populariser plusieurs positions progressistes au sein de l'opinion publique (Waldman, 2015), certains auteurs vont jusqu'à décrire Bernie Sanders comme étant la principale force motrice de la « gauchisation » du Parti démocrate (Brownstein, 2016 ; Mahtesian, 2018 ; Schulman, 2016; parmi d'autres). Si l'influence de Sanders sur le Parti démocrate fait l'objet de nombreux débats, les données du projet « Voteview »¹ confirment empiriquement la réorientation idéologique de cette formation politique. Effectivement, depuis le 111^e Congrès (2009-2011), le Parti démocrate s'est gauchisé de 0,05 point, passant de -0,34 à -0,39 sur une période de 10 ans (Voteview, 2020) . Néanmoins, lorsqu'on observe attentivement ces données, on remarque que le parti s'est réorienté vers la gauche bien après l'arrivée de Sanders au Congrès en 1991 et avant sa campagne pour l'investiture démocrate de 2016. Autrement dit, la réorientation vers la gauche du Parti démocrate précède la popularisation de son message progressiste. Bien qu'il a joué un rôle dans ce changement idéologique, ce genre d'explication nous apparaît simpliste et incomplet puisque plusieurs facteurs – au-delà de la seule personne de Bernie Sanders - semblent s'être additionnés pour influencer la réorientation du parti. Le crédit qui lui est accordé nous semble exagéré tandis que le contexte y est occulté. Ce mémoire cherche donc à répondre aux questions suivantes; quels facteurs propres au contexte politique américain de 2007 à 2016 permettent d'expliquer la gauchisation du Parti démocrate (chapitre 1 et 2) et quelle est la nature de ce changement (chapitre 3)? L'objectif de ce mémoire est d'offrir une explication à ces questions de recherche en soulignant les facteurs et les événements qui mettent en lumière ce changement idéologique au sein du Parti démocrate depuis le 111^e Congrès². Étant donné que les données du projet « Voteview » (2020) révèlent que la « gauchisation » du Parti démocrate débute en 2009, les limites temporelles de notre étude sont étirées en amont pour mettre en exergue le contexte préalable à notre

¹ Fondé par Keith T. Poole et Howard Rosenthal, le projet « Voteview » est un outil permettant de visualiser, sur un cadran idéologique propre au contexte américain, les votes des membres du Congrès. Ces données permettent de positionner idéologiquement, à l'aide de l'indicateur « DW-Nominate », les membres du Congrès ainsi que les partis politiques au fil du temps. Sur cet échel, un libéralisme parfait équivaut donc à -1 tandis qu'un conservatisme parfait équivaut à 1. Voir l'annexe A pour visualiser cette évolution idéologique.

² Bien que les données empiriques du projet « Voteview » nous servent de base pour formuler notre problématique, ce mémoire ne se concentre pas exclusivement sur les membres du Parti démocrate au Congrès. Nous cherchons à expliquer la gauchisation du Parti démocrate dans son ensemble. En l'absence de données nous permettant d'évaluer de manière générale l'idéologie de cette formation politique, dont les ramifications sont multiples et complexes, le projet « Voteview » nous offre un aperçu satisfaisant de l'évolution idéologique du Parti démocrate.

objet d'étude. Ainsi, le cadre temporel directement étudié s'étend du 110e Congrès (2007-2009) jusqu'à 2016 (voir Annexe A).

Pour les fins de ce mémoire, nous circonscrivons notre étude à la question des inégalités économiques. Considérant la définition du libéralisme, cette problématique est utile pour démontrer les mécanismes du changement au sein du Parti démocrate. Nous étudions deux mesures plus spécifiques et concrètes pour illustrer le changement en matière de conceptualisations des inégalités : la hausse du salaire minimum et la réforme fiscale. Ces deux mesures redistributives visent à réduire les inégalités, mais elles diffèrent puisque le salaire minimum est une mesure en amont alors que la réforme fiscale est une mesure en aval³. En d'autres termes, le salaire minimum est une stratégie de réduction des inégalités par l'instauration – au préalable – d'un seuil minimal de revenu. La réforme fiscale redistributive est, quant à elle, une stratégie de réduction des inégalités – a posteriori – par le prélèvement de l'impôt en fonction du revenu.

Caractéristiques contextuelles et définition des concepts

Avant d'amorcer notre étude, certains éléments contextuels et inhérents à notre objet d'étude doivent être mis en évidence. Le Parti démocrate des États-Unis évolue au sein d'un environnement caractérisé par la culture politique américaine, le bipartisme et la polarisation partisane. Notre objet d'étude touche également au libéralisme et au progressisme, à la littérature sur les partis politiques ainsi que le changement au sein des partis.

La culture politique américaine est le produit de grandes expériences historiques et influence grandement le contexte et le développement politique américain. Elle est un système de croyances empiriques, de symboles et de valeurs qui définissent la manière dont devrait être menée la vie politique (Patterson, 1968 ; Pye et Verba, 2015). Malgré l'existence d'une culture nationale forte aux États-Unis, celle-ci est loin d'être monolithique en raison de la diversité régionale que l'on retrouve au pays (Corbo et Gagnon, 2016). Néanmoins, elle se caractérise par l'individualisme, la liberté, l'égalité, la religiosité, le consumérisme et une méfiance envers le pouvoir.

C'est dans un tel cadre culturel que le développement politique américain a mené à l'enracinement d'un bipartisme fort qui structure la vie politique du pays (Corbo et Gagnon, 2016). Ce système bipartisan s'accompagne d'une multitude d'organes complémentaires ayant leurs propres fonctions comme les comités

³ Ce mémoire ne cherche pas à déterminer si ces mesures redistributives sont réellement efficaces pour réduire les inégalités. Cette question n'est donc pas traitée.

nationaux de chaque parti, les partis d'État ou encore les comités électoraux (Corbo et Gagnon, 2016). Le Parti démocrate s'inscrit dans cette constellation d'institutions qui constitue l'environnement institutionnel. En son sein, la structure institutionnelle organise et régleme le fonctionnement du Parti, en plus de contraindre l'action des agents qui le composent (Koning, 2016).

Dans le cadre de ce bipartisme, les deux partis politiques dominants évoluent en tension. Si la polarisation partisane est toujours présente au fil de l'histoire politique américaine, elle atteint aujourd'hui un degré record et pénètre les instances de pouvoir étatique et fédéral, la sphère médiatique ainsi que l'opinion publique (Sides et Hopkins, 2015). Largement documenté, le phénomène de polarisation asymétrique se distingue par une orientation plus rapide du Parti républicain vers la droite que du Parti démocrate vers la gauche (Hacker et Pierson, 2006 ; Mann et Ornstein, 2016 ; McCarty et al., 2008). Ainsi, selon Mann et Ornstein (2016), le Parti républicain est un cas isolé d'insurrection idéologique extrême (« insurgent outlier »). Par conséquent, la gauchisation du Parti démocrate s'inscrit dans un contexte où le parti adverse s'est déjà déplacé vers la droite, ce qui peut inciter les démocrates à transformer leur formation politique de façon analogue, mais vers l'autre extrémité du spectre idéologique.

La polarisation partisane tend à homogénéiser les partis sur le plan idéologique, ce qui tend à réduire les chances de compromis bipartisans au sein des institutions politiques (Poole et Rosenthal, 2014). Néanmoins, les partis politiques abritent des politiciens ayant un degré idéologique variable. Entre 1968 et 1972, on entame la démocratisation du processus de nomination des candidats présidentiels (Kamarck, 2016 ; Polsby, 1983) ce qui affaiblit les contraintes institutionnelles des partis, laissant plus d'agentivité aux candidats pour se positionner sur les enjeux. Cette tendance – conjuguée à la culture de l'individualisme - consolide la nature « centrée sur le candidat » de la politique américaine (« candidate-centered politics ») (Wattenberg, 1991). Conséquemment, les positions adoptées par les élites donnent aux électeurs des repères idéologiques et programmatiques les poussant à s'aligner sur ces dernières (Zaller, 1992). Aujourd'hui, les politiciens libéraux et conservateurs sont plus fidèlement distribués au sein de leur parti – respectivement le Parti démocrate et le Parti républicain – ce qui tend à désavantager les politiciens plus modérés sur le plan idéologique (Campbell, 2018 ; Thomsen, 2014).

Le parti démocrate tend donc à abriter des politiciens libéraux. Le libéralisme se définit comme une idéologie qui, sur l'axe gauche-droite propre au contexte américain, couvre le centre jusqu'à la gauche. Ainsi, le libéralisme se construit par son opposition au conservatisme (Parenteau et Parenteau, 2008). L'enjeu des inégalités est la distinction fondamentale entre le libéralisme et le conservatisme. Les tenants du libéralisme ont comme objectif la réduction, voire la disparition des inégalités, tandis que les tenants du

conservatisme les considèrent comme inévitables, et dans certains cas souhaitables (Inglehart, 1990 ; Noël et Thérien, 2010). N'étant pas une idéologie monolithique, le libéralisme s'est considérablement transformé au fil du temps et les différentes familles se sont parfois entrechoquées dans les débats politiques (Freeden et Stears, 2013). Il n'y a pas de différence conceptuelle fondamentale entre le libéralisme et le progressisme. Néanmoins, l'histoire politique récente démontre que certains politiciens se sont revendiqués du progressisme pour se démarquer, par la gauche, de leurs pairs libéraux et plus modérés. Dans le cadre de ce mémoire, le progressisme se distingue du libéralisme par l'ambition des objectifs et la radicalité des solutions proposées en ce qui a trait aux inégalités.

En raison du bipartisme, les partis politiques sont des organisations rassemblant une vaste coalition hétérogène constituée de « communautés », de « groupes [ayant] des intérêts multiples et divers » (Corbo et Gagnon, 2016). Si le Parti démocrate a, épisodiquement, été dominé par des factions progressistes et par des factions modérées (DiSalvo, 2012), le changement de faction dominante à travers l'histoire met en évidence la malléabilité idéologique du Parti démocrate moderne (Baer, 2000 ; Birnbaum, 2010 ; Brady et al., 2008 ; DiSalvo, 2012 ; Frank, 2016 ; Gallagher, 2016 ; Galvin, 2008 ; Gerring, 2001 ; Howard, 2011 ; Karol, 2009 ; Kloppenberg T., 2016 ; Lenchner, 2015 ; Mayer et Polsby, 2018 ; Selfa, 2012). Les partis politiques sont considérés comme des institutions informelles définies comme des règles et procédures qui structurent les comportements des individus en les incitant à se conformer à des normes s'ils souhaitent recevoir des ressources dans l'environnement dans lequel ils évoluent (Valelly et al., 2014). Bien qu'ils possèdent des structures contraignantes, les partis sont aussi définis par les idées que leurs membres promeuvent (Zurnic, 2014). En somme, les partis politiques se définissent comme des institutions politiques non gouvernementales créées, maintenues et transformées par les politiciens, servant ultimement à structurer le raisonnement et le choix des électeurs et à organiser la compétition électorale comme des entreprises collectives (Aldrich, 1995). En ce sens, les partis sont des institutions essentiellement endogènes puisqu'ils sont les créatures des politiciens qui les utilisent pour atteindre leurs objectifs (Aldrich, 1995).

Le changement idéologique au sein des partis se définit comme toute variation, altération ou modification de leurs positions idéologiques ou des politiques qu'ils proposent sur des enjeux précis (Harmel et Janda, 1994). L'objet du changement peut relever de la « mise à l'agenda d'un nouveau problème social », d'une « décision différente pour un problème identique » ou encore d'une « mise en œuvre différente de celle qui existait par le passé » (Hoeffler et al., 2014). Le niveau de généralité des idées, tel que défini par Schmidt (2011), permet de déterminer le niveau idéal du changement : les idées de politique publique, les idées programmatiques et les idées philosophiques. Un changement d'idées de politique publique est généralement plus rapide, précis et fait partie du corps d'idées programmatiques. Par exemple, un tel

changement peut prendre la forme de la création d'un nouvel impôt sur la fortune patrimoniale. Un changement d'idées programmatiques fait référence à l'abandon d'un ensemble d'idées cohérentes pour un nouvel ensemble dans un secteur de politique publique donné. Un changement d'idées programmatiques peut prendre la forme d'une réforme fiscale substantielle, des paliers aux taux d'imposition, visant à augmenter les revenus de l'État et mieux redistribuer la richesse. Finalement, un changement d'idées philosophiques, plus profond et lent, relève d'un changement de valeurs et de principes moraux, de croyances ou encore d'idéologies, soit un ensemble profond d'idées structurantes. Un tel changement philosophique peut prendre la forme d'un changement de paradigme en ce qui concerne la manière dont les revenus de l'État issus de l'impôt sont utilisés, par exemple par la création d'une assurance de soins de santé universelle ou d'un système d'éducation gratuit (Schmidt, 2011).

Puisque les partis politiques et leurs membres n'évoluent pas en vase clos, ils sont réceptifs aux facteurs exogènes. Ces derniers peuvent prendre la forme d'une crise économique, d'un conflit militaire (Hall et Taylor, 1997) ou encore d'une crise sanitaire. Ces facteurs exogènes deviennent des moments critiques lorsqu'ils déclenchent une remise en question, par les membres, concernant les institutions ou les politiques publiques et engendrent le changement (Hogan et Doyle, 2007). Un moment critique se définit comme un événement exceptionnel et imprévisible caractérisé par son exogénéité et sa contingence. Les moments critiques sont souvent les éléments déclencheurs du changement (Koning, 2016) et représentent un facteur initial expliquant un changement d'idées important au sein d'un parti (Hogan et Doyle, 2007 ; Koning, 2016). Réduisant les contraintes structurelles (Soifer, 2012), ils permettent à de nouvelles idées d'entrer dans l'institution et offrent l'occasion d'entreprendre des modifications structurelles significatives (Hogan et Doyle, 2007). Les crises macro-économiques et les récessions économiques sont considérées comme des moments critiques par excellence parce que ces fluctuations économiques affectent directement les partis politiques et leurs politiques économiques. Ainsi, une instabilité économique peut déclencher une remise en question de certaines politiques publiques et mener au changement (Hogan et Doyle, 2007).

Les membres d'une institution doivent être en mesure de ressentir les conséquences d'un moment critique pour avoir un impact sur cette dernière. Ce sont eux qui ont la capacité de transformer significativement une institution (Harmel et C.tan, 2003). À cet effet, le concept « d'entrepreneur politique » permet de définir le rôle des élites politiques au sein des partis en mettant l'accent sur la manière dont ils tirent pleinement profit de leur place au sein d'une institution. Ayant le rôle de cadrer les enjeux et de façonner les termes du débat politique afin d'influencer la mise à l'agenda politique (Sheingate, 2003), l'entrepreneur politique agit comme porte-étendard et catalyseur d'une nouvelle idée qu'il tente d'imposer dans l'environnement

institutionnel. Ce faisant, il est l'acteur social le plus crucial lors d'un changement de politique publique (Hogan et Feeney, 2012).

Cadre théorique et hypothèses de recherche

Si les membres au sein d'une institution doivent ressentir les effets d'un moment critique pour avoir un impact sur cette dernière, le facteur le plus déterminant du changement reste le contexte temporel (Orren et Skowronek, 1994). Par conséquent, le cadre théorique mobilisé dans ce mémoire est élaboré de manière à prendre en compte tous ces facteurs. L'analogie de la nébuleuse développée par Hogan et Feeney (2012) (voir Annexe B) et des éléments empruntés à la théorie de la coalition plaidante (« advocacy coalition ») développée par Sabatier et Jenkins-Smith (1993) y sont combinés. Nous terminons par un bilan du changement en nous basant sur le niveau des généralités des idées tel que développé par Schmidt (2011). Suivant la structure ternaire de notre cadre théorique, ce mémoire est constitué de trois chapitres correspondant à chacune de nos trois hypothèses. Dans les deux premiers chapitres, nous déterminerons quels événements, de 2007 à 2016, permet d'expliquer la réorientation idéologique du Parti démocrate vers la gauche. Dans le troisième chapitre, nous tenterons de déterminer la nature de ce changement.

Notre cadre théorique se décline en trois étapes. Premièrement, un moment critique expose les lacunes d'une politique publique à l'égard d'un enjeu plus large (Hogan et Feeney, 2012). On assiste alors à l'introduction d'un débat où l'incertitude se traduit par une remise en question des politiques existantes ou du paradigme dominant, ouvrant dès lors la voie au changement (Hogan et Feeney, 2012). Deuxièmement, la remise en question des politiques publiques et du paradigme dominant mène l'entrepreneur politique – soutenu par une coalition plaidante (Sabatier et Jenkins-Smith, 1993) – à entamer une campagne de persuasion durant laquelle il cadre les enjeux, façonne les termes du débat politique et influence la mise à l'agenda des idées politiques (Sheingate, 2003). Ultimement, l'objectif de cette campagne est de consolider une coalition dominante afin d'institutionnaliser le changement (Hogan et Feeney, 2012). Finalement, au terme de la campagne de persuasion, le degré de l'institutionnalisation du changement dépend de l'ampleur de la coalition plaidante ainsi que des variables externes (Sabatier, 2014). Évoluant peu dans le temps, les variables externes de premier ordre relèvent de « la distribution des ressources naturelles, les valeurs culturelles fondamentales ou les règles constitutionnelles ». Plus changeantes, les variables externes de second ordre concernent les « conditions socio-économiques, l'opinion publique, les partis politiques dominants ou les productions des autres sous-systèmes » (Sabatier, 2014). Le niveau de généralité des idées, tel que défini par Schmidt (2011), permet de déterminer le niveau idéal du changement : les idées de politique publique, les idées programmatiques et les idées philosophiques.

Ce cadre théorique nous permet de développer trois hypothèses visant à répondre à nos questions de recherche. Dans le premier chapitre, il est question de notre première hypothèse : un moment critique introduit un débat concernant le paradigme dominant. Nous examinons le moment critique que représentent la crise financière de 2008 et la Grande Récession qui s'en est suivie. Nous nous penchons sur la remise en question des mesures mises en place en réaction à la crise en mettant l'accent sur la manière dont les idées de gauche ont cadré les enjeux, façonné les termes du débat politique et ultimement, influencé la mise à l'agenda politique. Dans le deuxième chapitre, nous traitons de notre seconde hypothèse : un entrepreneur politique – soutenu par sa coalition plaidante – met en œuvre une campagne de persuasion afin de consolider une coalition dominante. Nous nous penchons sur les nouvelles politiques de redistribution mises en évidence par l'investiture de 2016 menée par Bernie Sanders et soutenue par la coalition progressiste. Nous examinons la diffusion des idées progressistes en matière de redistribution et la consolidation de la coalition progressiste. Dans le troisième et dernier chapitre, il est question de notre troisième hypothèse : l'ampleur de la coalition plaidante et les variables externes déterminent le degré du changement. Nous nous penchons sur les variables externes pour comprendre comment le contexte a pu ralentir ou accélérer le changement. Nous terminons par un bilan visant à déterminer la nature du changement idéal, soit de politiques publiques, programmatiques ou philosophiques.

Méthodologie : Collecte, sources et techniques d'analyse des données

S'inscrivant dans une approche qualitative, notre mémoire s'inspire de la méthode du traçage de processus (« process tracing »). En optant pour une approche qualitative, nous sommes conscients des limites méthodologiques de notre mémoire. Néanmoins, il est impossible d'être totalement objectif. Nous reconnaissons donc que le choix de nos sources, le traitement des données, l'analyse narrative et, plus largement, le choix des événements traités sont inévitablement influencés par nos biais subjectifs.

Dans le cadre de notre recherche documentaire, nous récoltons des données textuelles à l'aide du moteur de recherche « Google Scholar » ainsi que des bases de données disponibles par l'entremise de la plateforme « Virtuose » des bibliothèques de l'UQAM. Elles nous permettent d'expliquer et de décrire la relation entre les variables mises en exergue par nos hypothèses. Ces données sont issues de sources diverses. Nos sources primaires se composent de documents officiels, de données de sondages ou de plateformes officielles de candidats. Plus nombreuses, nos sources secondaires sont constituées d'articles de presse, de documents biographiques ainsi que de publications et d'ouvrages scientifiques. Notre technique relève de l'analyse narrative et est « guidée par la théorie » (Falleti, 2016).

Nous sommes consciente qu'il est difficile, voire impossible, de prouver la causalité entre la candidature de Sanders en 2016 et la gauchisation du Parti démocrate. En effet, une vérification contre-factuelle – soit l'absence de la candidature de Sanders en 2016 – serait uniquement basée sur des spéculations. Cela dit, la pertinence de ce mémoire en science politique est multiple. D'abord, ce sujet de recherche est d'actualité et les articles de presse sur ce thème abondent. Néanmoins, ces derniers relèvent plutôt de l'observation subjective, du texte d'opinion ou de l'explication incomplète du phénomène. Ensuite, ce sujet n'a – à notre connaissance – pas encore fait l'objet de nombreuses publications scientifiques évaluées par les pairs. Finalement, cette recherche est une contribution à la science politique puisqu'elle cherche à offrir une explication qualitative à une dynamique observée empiriquement. Les méthodes quantitatives sont dominantes dans le monde scientifique anglo-saxon et permettent de révéler des phénomènes jusqu'alors énigmatiques. Toutefois, l'analyse qualitative proposée dans ce mémoire permet d'ajouter aux analyses quantitatives en exposant des éléments explicatifs cruciaux qui échappent parfois aux sondeurs et aux chercheurs qui se concentrent avant tout sur l'observation statistique.

CHAPITRE 1

LA GRANDE RÉCESSION DE 2008 COMME ÉLÉMENT DÉCLENCHEUR DE LA « GAUCHISATION » DU PARTI DÉMOCRATE

Le récit de la gauchisation du Parti démocrate débute en 2007, alors que l'économie financière des États-Unis menace de s'écrouler. Le moment critique que représentent la crise financière de 2008 et la Grande Récession qu'elle provoque à de lourdes conséquences sur l'économie réelle. Cette crise dévastatrice mène à une remise en cause du paradigme néolibéral, dont plusieurs postulats ont justifié des politiques publiques créant un climat favorable à une perte de contrôle de cette ampleur. Dans ce premier chapitre, il est question de l'élément déclencheur de la gauchisation du Parti démocrate, soit la crise financière et la Grande Récession, et la manière dont cet événement engendre une remise en question du paradigme néolibéral. Un bref retour historique s'impose pour définir ce paradigme, sa construction par opposition au paradigme keynésien et son assimilation au sein du Parti démocrate. Les causes de cette crise, l'éclatement de la bulle immobilière et la débâcle de Wall Street sont ensuite étayés. Les conséquences socio-économiques de la Grande Récession et son impact sur l'opinion publique sont expliqués et permettent de dresser un portrait des principales mesures gouvernementales mises en place des suites de la crise. Pour terminer, un survol des réactions de la gauche en ce qui concerne ces mesures dévoile le rejet, d'un segment de la gauche politique américaine, du paradigme néolibéral.

1.1 Le paradigme néolibéral : construction par opposition au keynésianisme

Le paradigme du néolibéralisme s'édifie, à partir des années 1970, pour devenir un système économique et financier très bien implanté aux États-Unis et dans le monde. Il est si bien intégré qu'il est aujourd'hui un mode de pensée et une idéologie conjuguée à un discours cohérent. Les théories keynésienne et néolibérale se construisent en opposition et sont devenues, l'une après l'autre, le courant de pensée dominant.

Dans les années 1930, John Maynard Keynes, un économiste anglais méfiant du monde de la finance, développe une théorie économique nouvelle qui repose sur l'intervention de l'État. Conformément au keynésianisme, le gouvernement doit combattre le chômage et la stagnation par l'emprunt, l'investissement et les dépenses publiques (Kaspi, 2012). Fervent critique du laissez-faire économique, il considère que l'absence d'intervention de l'État contribue à exacerber les inégalités économiques (Dostaler, 2009). À la même époque, Friedrich Hayek, un économiste autrichien, développe une pensée économique concurrente au keynésianisme. Selon lui, l'élargissement du rôle de l'État ne peut que mener au totalitarisme. En réponse à la crise, il faut plutôt de « la rigueur budgétaire, la diminution des dépenses publiques et [laisser] le

fonctionnement naturel du capitalisme » résoudre la crise (Kaspi, 2012). Néanmoins, la théorie keynésienne trouve écho aux États-Unis, permettant de raviver la tradition égalitaire américaine (Wilentz, 2017). Le président Franklin Delano Roosevelt met sur pied un ambitieux programme, le New Deal, qui est une série de mesures politiques et économiques idoines visant à répondre aux pires conséquences de la Grande Dépression⁴ (Milkis, 2014). S'en est suivi une période de croissance économique sans précédent, une baisse drastique des inégalités économiques, des taux de syndicalisation records ainsi que l'essor de l'État providence (Palley, 2005). Durant cette période, le paradigme keynésien domine la compréhension des phénomènes économiques (Palley, 2005) et est si bien implanté aux États-Unis qu'un consensus bipartisan — la coalition du New Deal — domine la politique américaine jusqu'à la fin des années 1960 (Palley, 2005 ; Wilentz, 2017). Toutefois, une série d'évènements politiques et économiques⁵ couplée à une « importante convergence idéologique » qui se construit en opposition au paradigme keynésien (Dostaler, 2009) affaiblissent le paradigme keynésien. Ultimement, l'élection de Reagan en 1980 marque la fin de l'ère keynésienne et le début de l'ère néolibérale (Kaspi, 2012 ; Palley, 2005).

En théorie, le néolibéralisme est un retour (d'où le préfixe « néo ») à un libéralisme authentique se revendiquant d'Adam Smith qui se développe en réaction au paradigme keynésien. Guidé par les principes de la propriété privée et les libertés individuelles, l'individu y est considéré comme « une sorte d'atome de l'organisation sociale ». En vertu de la primauté des libertés individuelles et du rejet du keynésianisme, l'intervention de l'État sur les marchés concurrentiels devrait être limitée et l'égalité est considérée comme une entrave à leurs bons fonctionnements. Autrement dit, le néolibéralisme justifie les inégalités économiques (Bihl, 2011). Suivant la doctrine néolibérale, les marchés autorégulateurs, les politiques publiques axées sur l'amélioration des marchés, le libre-échange et la discipline des travailleurs et des syndicats garantissent la stabilité économique et la prospérité (Albo et al., 2010 p.14). L'agenda néolibéral appelle à déréglementer les marchés financiers, aux privatisations, à un affaiblissement des programmes sociaux et de la syndicalisation, la réduction de la taille et de l'intervention de l'État, la réduction des impôts pour les plus riches (suivant le principe du ruissellement de la richesse) et la libéralisation des marchés à l'international⁶ (Palley, 2005).

⁴ Roosevelt développe plus tard l'assise philosophique du New Deal qu'il nomme la « seconde Déclaration des droits » (Milkis, 2014) en référence au « Bill of Rights » de 1791. Ces « droits économiques » qu'il tente d'instituer au pays sont formulés lors de son discours sur l'état de l'union en 1944.

⁵ Plusieurs raisons expliquent l'affaiblissement du paradigme keynésien comme l'impact économique et social de la guerre du Viêt Nam, les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ainsi que la période de stagflation des années 70. Voir Harvey (2011) ; Palley (2005), parmi d'autres.

⁶ En pratique, la théorie néolibérale pure n'a jamais été appliquée (Palley, 2005).

Durant les années 70 et 80, le Parti démocrate tente en vain de reconstruire le credo keynésien (Wilentz, 2017). Après la défaite électorale de Walter Mondale en 1984, la coalition des « New Democrats » émerge en affirmant qu'une recentralisation idéologique est la seule alternative électorale viable (DiSalvo, 2012). À cette époque, on constate une convergence néolibérale du Parti républicain et du Parti démocrate : « From the perspective of income and wealth inequality, the New Democrats' class program was hardly discernible from that of the GOP. » (Gautney, 2018) Sur le plan économique, les « New Democrats » adhèrent à plusieurs principes néolibéraux et s'éloignent de plusieurs postures traditionnellement démocrates. Ils prônent moins d'interventions étatiques au profit de solutions politiques basées sur les principes du marché. En ce sens, la mise en place d'un État providence n'est plus une priorité. Rompant l'alliance avec le milieu syndical, ils promeuvent le libre-échange et de la discipline fiscale comme moyens pour stimuler la croissance économique. En outre : « New Democrats were at their best when it came to advocating technocratic solutions to policy problems. » (DiSalvo, 2012) En 1992, Bill Clinton accède à la présidence en faisant campagne comme « New Democrat ». Bien que cette victoire suggère une évolution idéologique significative du Parti démocrate, sa gouvernance ne reflète pas toujours les principes guidant cette coalition (DiSalvo, 2012). Selon la typologie de DiSalvo (2012), la coalition des « New Democrats » a eu un ascendant important sur le Parti démocrate de 1984 à 2007. Durant cette période, le Parti démocrate accepte largement les principes néolibéraux.

Après un regain économique attribuable aux politiques néolibérales de Reagan, la croissance économique s'avère bien plus modeste que durant l'ère keynésienne (1945-1980) (Palley, 2005 ; Wilentz, 2017). L'État américain s'en retrouve considérablement affaibli (Sowels, 2016) et les services publics font l'objet de désinvestissement massif ou de privatisation (Gautney, 2018). Le pouvoir de négociation des travailleurs est réduit par l'affaiblissement des syndicats et des lois de protection des travailleurs⁷ (Dudzic et Reed Jr, 2015 ; Palley, 2005). Toutefois, l'une des plus grandes conséquences de l'application des principes néolibéraux est l'augmentation marquée des inégalités économiques (Jacobs et Myers, 2014 ; Palley, 2005 ; Sowels, 2016 ; Wilentz, 2017 ; parmi d'autres).

1.2 De la crise financière à la Grande Récession

S'amorçant à l'été 2007, la crise financière a des implications économiques, politiques et sociales (Albo et al., 2010) dont certaines se font encore sentir douze ans après. Si les économistes ne s'accordent pas sur les causes de la crise et les solutions à y apporter (Esposito, 2013), on constate néanmoins un consensus : elle

⁷ Selon Dudzic et Reed Jr (2015), le néolibéralisme peut être défini comme une forme de capitalisme où l'opposition de la classe laborieuse est réduite au minimum.

est le pire choc financier depuis la Grande Dépression de 1929 (Albo et al., 2010 ; Fraser et Chalier, 2018 ; Keeley et Love, 2011). Cette crise est « une série de séismes » frappant de plein fouet le système financier américain et mondial (Keeley et Love, 2011 p.20). Produit de l'évolution structurelle du paradigme néolibéral, elle est le résultat d'une conjoncture particulière qui se met en place pendant au moins deux décennies.

1.2.1 Les causes de la crise financière de 2008

Il existe deux récits dominants pour expliquer ce qui a mené à la crise de 2008. À droite, on affirme que les interventions de l'État en matière d'accès à la propriété immobilière ont normalisé l'octroi d'hypothèques risquées, gangrénant ultimement les marchés financiers. À gauche, on considère plutôt que la cupidité et le manque de responsabilités et d'éthique des agents de la finance ont mené à une perte de contrôle (McArthur et Edelman, 2017). Si ces deux explications sont simplistes, elles ne sont pas pour autant incompatibles puisqu'une combinaison de plusieurs facteurs a mené à ce choc financier et économique. Néanmoins, on peut souligner trois éléments principaux qui permettent d'expliquer la mise en place d'un environnement propice au gonflement à outrance de la bulle financière et de son éclatement.

L'accès à la propriété immobilière et le rêve américain

Au courant du 20^e siècle, l'avènement du rêve américain se concrétise par l'universalité de la propriété immobilière (Adams, 2009). Cette visée s'inscrit au cœur des principes sociaux et économiques du paradigme néolibéral (Béland, 2006) et justifie la mise en place de politiques publiques pour promouvoir la propriété immobilière par les administrations Clinton et W. Bush⁸ (Goodman et Mayer, 2018). L'importance accordée à la propriété immobilière se base sur quatre postulats : la consolidation de la sécurité financière, la responsabilisation sur l'environnement de vie, la stabilisation des communautés et la création d'emplois (soutenant la croissance économique) (United States Department of Housing and Urban Development, 1995). Dès lors, la propriété immobilière est perçue comme un gage de prospérité, aussi bien individuel que sociétal. Afin d'en faciliter l'accès, ces politiques publiques mènent à un « assouplissement généralisé des normes qui a pour conséquence d'accroître le crédit disponible pour tous les ménages et dans toutes les régions du pays. » (Fortin, 2012) L'octroi de ces prêts à haut risque se base sur l'idée quasi dogmatique que la valeur de l'immobilier ne peut qu'augmenter aux États-Unis puisque le marché immobilier n'a pas connu

⁸ Spécialement, la « National Homeownership Strategy » de 1995 (United States Department of Housing and Urban Development, 1995), les modifications apportées en 1994 et 1997 au « Community Reinvestment Act » de 1977 sous Clinton (Fortin, 2012 ; Wallison, 2009), le « American Dream Downpayment Act » de 2003 et la « Ownership Society » de W. Bush (Fortin, 2012).

de recul de prix depuis les années 1930 (Keeley et Love, 2011). Parallèlement, on utilise les entreprises mixtes (GSE) comme Fannie Mae et Freddie Mac⁹ pour favoriser l'accès hypothécaire aux ménages à faible revenu. Profitant d'un lien tacite avec le gouvernement et d'une garantie implicite de leur dette, elles sont tenues de « consacrer un certain pourcentage de leurs opérations aux besoins des ménages à revenu moyen ou bas » (Fortin, 2012). Tandis que les mises de fonds de 0 % deviennent de plus en plus courantes (Congressional Oversight Panel 111 th Congress, 2009), les GSE deviennent rapidement les plus importants créanciers hypothécaires aux États-Unis (Fortin, 2012). En outre, les politiques publiques à l'égard de l'accès à la propriété permettent d'accroître le taux de propriété de 64,1 % en 1990 à plus de 69,2 % en 2004 — le taux le plus élevé jamais enregistré. Or, en 2005, ce taux commence à faiblir jusqu'à ce qu'il chute entre 2006 et 2007 (Rudden, 2020).

Une faible réglementation financière et une éthique complaisante

Justifiée par la foi en l'autorégulation des marchés, la vague de déréglementation dans le secteur financier que l'on observe dans les années 1990 laisse place au bon vouloir des acteurs du milieu. Ces déréglementations sont alors largement soutenues par Alan Greenspan, directeur de la Réserve fédérale des États-Unis (FED) de 1987 à 2006¹⁰. Ce dernier fait foi d'une confiance invétérée envers les forces autorégulatrices du marché, ce qui se traduit par une « conception très molle de l'éthique » financière. Autrement dit, les droits et les intérêts des agents de la finance concordent avec leurs devoirs et leurs responsabilités à l'égard des marchés (Truffaut, 2017). Les règles institutionnelles ne sont donc ni souhaitables ni nécessaires puisqu'elles représentent une barrière à la croissance économique. Par conséquent, plusieurs lois mises en place après le Krash boursier de 1929 sont tout simplement supprimées. En 1994, le « McFadden Act » de 1927, qui limite les opérations interétatiques des banques, est abrogé¹¹. Les banques peuvent dorénavant offrir des services dans plusieurs États américains simultanément. En 1999, le « glass-steagall Act » de 1933, qui sépare les banques commerciales et les banques d'investissement, est abrogé¹² et permet le décroisement des institutions financières. Ces nouvelles lois reposant sur des

⁹ Respectivement créées par le gouvernement en 1938 et en 1970, Fannie Mae et Freddie Mac ont le mandat de développer un marché hypothécaire parallèle. Elles sont des entreprises mixtes (« government-sponsored enterprises »), c'est-à-dire des entreprises dont les capitaux sont privés et la mission est publique (Fortin, 2012)

¹⁰ Le président du conseil de la FED bénéficie d'un soutien bipartisan, comme le démontrent les archives relativement aux votes (1987, 1992, 1996, 2000 et 2004) de confirmation du Sénat.

¹¹ Le « Riegle-Neal Interstate Banking and Branching Efficiency Act » de 1994 abroge le « McFadden Act » de 1927.

¹² En 1933, cette loi est jugée nécessaire pour empêcher les banques de devenir trop puissantes et éviter de voir se répéter une crise de l'ampleur de celle de 1929. Le « glass-steagall Act » de 1933 est abrogé par le « Financial Services Modernization Act » de 1999 (Truffaut, 2017).

postulats néolibéraux permettent aux institutions financières de croître jusqu'à devenir « too big to fail » (TBTF) (Truffaut, 2017).

La déréglementation permet aussi le développement d'un système de finance parallèle — le système bancaire de l'ombre¹³ (SBO) (Jeffers et Plihon, 2013). Les banques, contraintes d'octroyer des hypothèques risquées, utilisent les forces intermédiaires du SBO pour regrouper le crédit octroyé et émettre des obligations adossées à ces actifs. Ce processus, nommé titrisation, transforme les hypothèques en produits dérivés fractionnés à de multiples reprises puis incorporés à un assemblage de produits financiers extrêmement complexes. Ces produits structurés sont ensuite revendus et permettent aux banques traditionnelles d'obtenir des liquidités plus rapidement (Jeffers et Plihon, 2013), d'avoir une relation à court terme avec l'emprunteur et de diffuser le risque (Keeley et Love, 2011). Plusieurs tenants du néolibéralisme considèrent que ces produits dérivés et structurés relèvent d'une catégorie distincte de produits financiers et ne doivent pas être réglementés de manière traditionnelle (Truffaut, 2017). Le « Commodity Futures Modernization Act » de 2000 institue formellement ce principe puisqu'il inclut une brèche législative permettant aux produits dérivés d'échapper à « toute contrainte de l'État ». Après l'adoption de cette loi, les agents de la finance sont libres de manipuler ces produits financiers à leur gré (Truffaut, 2017). Cependant, la titrisation à outrance a ses limites. Non seulement les acteurs du SBO spéculent sur la valeur de ses produits pour en accroître la profitabilité, leurs propagations deviennent « une source importante de risque systémique » (Jeffers et Plihon, 2013). De surcroît, en raison de conflits d'intérêts, l'efficacité des mécanismes d'évaluation du risque est réduite. En effet, les agences de notation qualifient ces produits structurés de très sécuritaires. Or, ces agences auscultent « les performances et les états financiers » des entreprises qui les rémunèrent et sous-estiment largement le risque que représentent ces produits financiers excessivement complexes (Truffaut, 2017) qui se répandent au sein du système financier. Tandis que l'environnement financier devient de plus en plus propice à une perte de contrôle, il ne manque alors qu'une étincelle à ce cocktail inflammable.

¹³ Le SBO réfère au « shadow banking system » et diffère du système traditionnel : « [Le système bancaire traditionnel] (...) correspond à un circuit court dans lequel les banques collectent des dépôts qu'elles transforment en crédit à long terme dont elles contrôlent et assument le risque. Le *shadow banking system* (...) correspond pour sa part à un circuit long et fait intervenir une chaîne d'intermédiaires non bancaires qui se substituent, et fonctionnent en parallèle aux banques traditionnelles, réduites à de simples courtiers et ne remplissant plus leur fonction de financement et de gestion des risques ». Les acteurs du système bancaire de l'ombre « ne sont pas soumis à la supervision prudentielle (...) » (Jeffers et Plihon, 2013 p.51-52-53).

La politique monétaire expansionniste de la Réserve fédérale américaine

La croissance immobilière des années 2000 coïncide avec une ère marquée par des taux d'intérêt excessivement bas. En réaction à la « bulle technologique », le taux directeur est maintenu très bas de 2001 à 2004 (Esposito, 2013 ; Keeley et Love, 2011). De cette façon, la FED cherche à stimuler l'emprunt, la croissance économique et la création d'emplois. Toutefois, en essayant de contrôler la « bulle technologique », une bulle immobilière, encore plus dévastatrice pour l'économie réelle, se développe. De surcroît, le style de gouvernance de la FED contribue à créer un environnement propice à la prise de risques excessifs puisque, par le passé, elle a fréquemment soutenu les institutions financières en difficulté : « (...) cela créait sur le marché le sentiment qu'en cas de coup dur on peut toujours compter sur la FED. » (Fortin, 2012 p.116) Cette garantie sous-entendue de la banque centrale des États-Unis permet de limiter les « risques de défaillance institutionnelle » et systémique. Paradoxalement, cette garantie réduit « implicitement la discipline de marché » et augmente « les risques de défaillance institutionnelle » (Moenninghoff et Wieandt, 2011).

En outre, les mesures étatiques pour faciliter l'accès à la propriété immobilière et la faiblesse des taux d'intérêt incitent les banques à octroyer des prêts plus risqués. Par la titrisation de ces hypothèques à haut risque, les banques peuvent « se refinancer à très bon compte et prêter toujours davantage » (Esposito, 2013). En plus d'être considérés comme très sécuritaires par les agences de notation, ces produits « titrisés » bénéficient d'une garantie — implicite et explicite — du gouvernement fédéral. Or, les emprunteurs à haut risque sont beaucoup plus susceptibles de se faire saisir leur bien immobilier. Cette création monétaire — jugée excessive par certains — alimente « la spéculation sur le marché de l'immobilier américain » (Esposito, 2013) et contribue à enfler la bulle immobilière. Pour tenter de reprendre le contrôle de la situation, la FED rehausse le taux directeur dès 2004, ce qui marque la fin de l'ère des taux d'intérêt très faibles. Cette manœuvre de la FED devient ainsi l'élément déclencheur de la plus grande crise financière du 21^e siècle.

1.2.2 L'éclatement de la bulle financière

Le rehaussement du taux directeur de la FED entre 2004 et 2006 — passant de 1 % à près de 5 % — affecte une part importante de ménages américains. Certains deviennent insolubles du jour au lendemain (Albo et al., 2010). Pour la première fois depuis la Grande Dépression, le prix des maisons baisse. Plusieurs indicateurs économiques suggèrent alors qu'une surchauffe financière se profile à l'horizon. Néanmoins, le 28 février 2007, Ben Bernanke (directeur de la FED depuis un peu plus d'un an) tente de rassurer certains membres du Congrès en affirmant que les marchés financiers fonctionnent normalement (s.a., 2007). Or, les signes d'une défaillance financière deviennent de plus en plus évidents à l'été 2007. À l'automne 2007,

plusieurs économistes ainsi que le président W. Bush soutiennent que les indicateurs économiques sont positifs (Jeffers et Plihon, 2013). Toutefois, au début de l'année 2008, les marchés financiers sont dangereusement fragiles et la croissance économique ralentit. En février, le « Economic Stimulus Act » de 2008 accorde un allègement fiscal aux particuliers et aux entreprises et tente de stimuler l'économie américaine. Toutefois, ce plan de relance n'est pas suffisant pour éviter le premier choc financier de la crise, annonciateur d'une série de séismes financiers.

Le premier choc sismique et la faillite des géants

Au mois de mars, des rumeurs au sujet d'actifs toxiques détenus par Bear Stearns — l'une des plus vieilles banques d'investissement de Wall Street — font chuter son action (Truffaut, 2017). Quelques jours plus tard, 46 milliards de \$¹⁴ en actifs toxiques sont découverts, créant une panique chez les investisseurs, engendrant une pénurie de liquidités et poussant l'institution à la faillite. En raison de l'interconnexion des marchés et la peur d'un effet domino au sein du système financier, la FED organise une réunion d'urgence avec les ténors de Wall Street. La FED octroie un prêt de trente milliards de \$ à la banque d'investissement JP Morgan afin de racheter les actifs de Bear Stearns (Truffaut, 2017). L'État cherche par tous les moyens — indirects — à reprendre le contrôle de la bulle immobilière.

Même si elle affirme le contraire, le sauvetage de Bear Stearns orchestré par la FED envoie un signal fort : « they would rescue a major financial institution that threatened to default on its obligations. » (Skeel, 2018) En effet, le risque qu'une institution financière plus grande que Bear Stearns se retrouve en difficulté suppose que la FED interviendrait. Autrement dit, ces institutions financières sont TBTF, ce qui signifie que leurs faillites peuvent causer « de graves dommages au système financier de nature à ébranler l'économie réelle et qui, dès lors, devraient bénéficier d'une aide de l'État pour empêcher leur faillite » (Moenninghoff et Wieandt, 2011). Face à la surchauffe du marché immobilier, Fannie Mae et Freddie Mac annoncent être en difficultés financières au mois de juillet 2008. Puisqu'elles détiennent plus de la moitié des hypothèques aux États-Unis, il est inconcevable de les laisser sombrer dans la faillite. En septembre 2008, un plan gouvernemental est mis sur pied pour reprendre le contrôle des GSE¹⁵ (Truffaut, 2017).

¹⁴ Les montants sont en \$ US tout au long de ce mémoire. Dans un souci de légèreté, le symbole \$ sera utilisé dans ce texte.

¹⁵ Le gouvernement utilise le terme « takeover » pour décrire le plan du gouvernement à l'égard des GSE. Si ce plan s'apparente beaucoup à une nationalisation, ce choix terminologique reflète la volonté du gouvernement de rendre cette mesure plus acceptable aux yeux de la population américaine.

Le 15 septembre, la banque d'investissement Lehman Brothers déclare faillite, ce qui sonne le glas de la plus grande secousse financière de la crise. Leurs investissements massifs en immobilier n'a pas été en mesure de résister à un recul de 3 % de la valeur immobilière (Truffaut, 2017). Le lendemain (lors d'une journée surnommée le « Black Monday »), la plus grande firme d'assurance aux États-Unis — American International Group — déclare aussi être en difficulté financière. Pour éviter une nouvelle faillite, le gouvernement fédéral approuve un prêt d'urgence de quinze milliards de \$ en échange de 80 % des actifs de la compagnie (Ydstie et Montagne, 2008). Le 19 septembre, Henry Paulson (alors secrétaire au trésor) invite le Congrès à approuver un plan de sauvetage pour diffuser la crise. Finalement approuvé le 3 octobre, le « Emergency Economic Stabilization Act » comprend, entre autres, un allègement fiscal de 149 milliards de \$ (Isidore, 2008) ainsi que le « Troubled Asset Relief Program » (TARP). En vertu de ce programme, le Congrès octroie 700 milliards de \$ au gouvernement fédéral afin d'acheter des actifs financiers toxiques et d'injecter des liquidités dans les institutions en difficulté¹⁶ (Isidore, 2008 ; Sowels, 2016). Plutôt que de s'atténuer, la crise se diffuse dans le monde. À la fin de l'année 2008 : « (...) les pertes bancaires [aux États-Unis] sont estimées à 700 milliards de dollars, les cours boursiers des principales places financières avaient chuté de 50 %. » (Jeffers et Plihon, 2013)

Certaines politiques publiques visant à faciliter l'accès à la propriété immobilière poussent les banques à octroyer des « prêts à haut risque » (d'où l'origine du nom de la crise des « subprimes »¹⁷). Ces dernières contribuent à propager ces hypothèques « titrisées » au sein d'un marché financier ayant fait l'objet d'une vague de dérèglementations dans les années 1990. Le rehaussement rapide du taux directeur par la FED entre 2004 et 2006 fait éclater la bulle immobilière, tandis que le nombre de saisies immobilières explose. Dès 2007, mais plus encore en 2008, des institutions financières devenues TBTF frôlent la faillite et menacent d'emporter les marchés financiers avec elles. Face à l'urgence, le Congrès américain s'empresse d'approuver un plan de sauvetage pour tenter de sauver le système financier de l'effondrement. Toutefois, la crise financière est intrinsèquement liée à l'économie réelle en raison de son origine dans le marché

¹⁶ Par contre, le trésor américain et les banques ne s'entendent pas sur la valeur d'achat de ces produits toxiques. En fin de compte, cet argent sert principalement à acheter des parts d'actions à taux préférentiels (Wolfson et al., 2013).

¹⁷ Le terme « subprimes » fait référence à « subprime mortgage » et se traduit par « prêt hypothécaire à haut risque ». La crise de 2008 est régulièrement appelée « crise des subprimes », car l'un des éléments déclencheurs est la prolifération de ces prêts risqués dans le système financier.

hypothécaire. Ce faisant, la crise se propage rapidement à l'économie réelle et menace d'avoir des conséquences dévastatrices dans la société américaine.

1.3 La Grande Récession : appauvrissement, crise de confiance et remise en question

La crise financière de 2008 représente un moment critique en ce qui concerne la montée des inégalités économiques aux États-Unis (Kuhn et al., 2018). Elle cause un grave ralentissement économique, communément appelé la Grande Récession, qui a officiellement duré de décembre 2007 à juin 2009. En plus de conséquences matérielles considérables, la crise financière et la Grande Récession minent la confiance de l'opinion publique envers les instances gouvernementales et les institutions financières. Ce moment critique induit aussi une remise en question du paradigme néolibéral — dont plusieurs postulats justifient des initiatives favorables à une perte de contrôle au sein des marchés financiers. À gauche, cette remise en question se manifeste parmi les nombreuses critiques proférées à l'égard des mesures gouvernementales mises en place en réaction au choc financier, spécialement le TARP, le « American Recovery and Reinvestment Act » (ARRA) ainsi que la réforme « Dodd-Frank ».

1.3.1 Des conséquences socio-économiques dévastatrices

Disposant d'un revenu médian en baisse depuis l'an 2000, le niveau de vie du ménage américain moyen stagne déjà avant la crise (Sowels, 2016). Dès lors, le crédit devient une option tentante. Avec le rehaussement du taux directeur entre 2004 et 2006, plusieurs ménages se retrouvent en situation de précarité financière. En 2007, 1,3 million de ménages américains perdent leur maison. L'année suivante, 2,3 millions de maisons sont saisies. Ce nombre continue de grimper jusqu'en 2010¹⁸ (Albo *et al.*, 2010), si bien que 21 % des ménages se retrouvent dans une situation précaire puisque la valeur de la maison est dorénavant inférieure à leur hypothèque (Pew Research Center, 2010). La perte de richesse de la classe moyenne, qui réside souvent dans les actifs immobiliers, est sans précédent (Danziger, 2013). De surcroît, les revenus de la classe moyenne diminuent tandis que le taux de pauvreté augmente drastiquement (Dufour et Orhangazi, 2014 ; Pew Research Center, 2010).

En parallèle, le taux de chômage explose, passant de 4,7 % en novembre 2007 à plus de 10 % en octobre 2009, touchant 15 millions d'Américains. Toutefois, la combinaison du chômage et du sous-emploi porte le taux de chômage réel à près de 16,6 % (Dufour et Orhangazi, 2014). Ces pertes d'emploi engendrent des

¹⁸ Pour une famille, la perte d'une maison représente souvent l'une des dernières solutions et mène parfois à l'itinérance. En 2009, 170 129 familles se retrouvent en situation d'itinérance, ce qui représente une augmentation de 30 % par rapport à 2007 (Sell *et al.*, 2010).

déficits importants pour les ménages américains et sont généralement de longue durée (Dufour et Orhangazi, 2014). Dans les années suivantes, la création d'emplois est 2,7 fois plus importante dans les occupations à faibles salaires : « the proportion of workers earning wages below poverty-level increased from 23,3 percent in 2006 to 28 percent by 2011 » (Dufour et Orhangazi, 2014). 55 % des Américains ayant été épargnés par le chômage ont vu leur qualité d'emploi décroître¹⁹ (Pew Research Center, 2010). Touchant de manière disproportionnée les communautés ethnoculturelles et les jeunes (Pew Research Center, 2010), les pertes d'emplois et les saisies immobilières engendrent une perte généralisée de revenus et de richesse chez les Américains.

Du côté de Wall Street, l'année 2009 s'avère profitable : « At the thirty-eight biggest companies, investors and executives earned a staggering \$140 billion in all – the highest number on record » (Hacker et Pierson, 2010). Tandis que le secteur financier retrouve rapidement le chemin de la croissance, le marché immobilier et l'économie réelle peinent à sortir du marasme. Cet écart entre le marché boursier et le marché immobilier est l'une des raisons qui expliquent la croissance sans précédent des inégalités après la crise de 2008. Puisque la richesse des classes populaires et moyennes provient majoritairement de la propriété immobilière alors que celle des plus nantis relève des actifs financiers. Autrement dit, les uns ont essuyé des pertes durables et les autres se sont rapidement relevés (Kuhn *et al.*, 2018) :

The consequence of substantial wealth losses at the bottom and in the middle of the distribution coupled with wealth gains at the top produced the largest spike in wealth inequality in postwar American history (Kuhn *et al.*, 2018).

Les classes populaires et moyennes subissent donc les conséquences de la crise de manière disproportionnée²⁰ (Dufour et Orhangazi, 2014). Dès 2013, l'économie financière retrouve son niveau pré-crise, contrairement à l'économie réelle qui peine encore à sortir de la récession (Danziger, 2013). Plutôt que de se stabiliser, les inégalités continuent de croître et représentent l'une des conséquences socio-économiques les plus profondes et globales de la crise financière de 2008.

¹⁹ Soit ils ont perdu des heures, ont dû accepter du temps partiel, ont perdu des revenus ou ont été forcés de prendre un congé sans salaire (Pew Research Center, 2010).

²⁰ Kuhn et al. (2018) font remarquer que l'augmentation des inégalités est encore plus marquée par la fracture raciale en matière de richesse : « Racial disparities in income today are as big as they were in the pre-civil rights era. » (Kuhn *et al.*, 2018).

1.3.2 Crise de confiance au sein de l'opinion publique

La situation socio-économique d'une majorité d'Américains est gravement affectée par la crise financière et la Grande Récession. Toutefois, ce moment critique engendre des conséquences moins tangibles et immédiates sur les mentalités. Le sauvetage des institutions financières et les conséquences socio-économiques de la crise marquent profondément l'opinion publique, notamment sur le plan de la confiance et de la perception de l'équité (Shiller, 2008). La crise financière mène à une perte de confiance envers le gouvernement²¹, l'élite politique et les institutions financières (Mukunda, 2018) beaucoup plus importante que lors des autres crises de la seconde moitié du 20e siècle (Kenworthy et Owens, 2012).

En octobre 2008, neuf Américains sur dix affirment que « les choses sont sérieusement sur la mauvaise voie ». Quant à la confiance envers le gouvernement, elle est à son plus bas : à peine 17 % de l'opinion publique a « toujours ou la plupart du temps confiance envers le gouvernement fédéral » (NYT/CBS Poll, 2008). La confiance envers les institutions politiques est en baisse et les mesures prises par le gouvernement ne font qu'aggraver cette tendance (Earle, 2009). Le sauvetage des banques est largement perçu comme injuste et laisse penser que la santé de « Wall Street » passe avant celle de « Main Street » (Mukunda, 2018). En réaction à la crise, la méfiance des Américains à l'égard des banques passe de 15 % à 45 % entre 2006 et 2010²² (Kenworthy et Owens, 2012). La perte de confiance provoquée par la Grande Récession est intimement liée à la faible croissance économique, les pertes d'emplois et l'inflation qui mène à une baisse du niveau de vie (Van der Meer, 2017). La foi envers les institutions de pouvoir et les institutions de surveillance des marchés financiers est ébranlée par une crise qui apporte son lot de conséquences matérielles (Earle, 2009). Puisque la confiance envers le gouvernement est corrélée à l'appui pour des programmes d'aide sociale (Heterington 2005), la Grande Récession engendre une perception négative à l'égard de ce genre de mesures (Pump, 2012). En fin de compte, cette perte de confiance se convertit rapidement en frustration en réaction à une situation perçue comme étant injuste (Kenworthy et Owens, 2012) et étrangère à la majorité de la population.

Sur le plan politique, la crise contribue à augmenter significativement la polarisation (Mukunda, 2018) qui mine l'efficacité de la réponse économique du gouvernement (Pump, 2012). Au sein du public, cette fracture partisane se traduit par un plus grand appui à l'intervention du gouvernement chez une majorité de

²¹ Cette perte de confiance du public américain n'est pas nouvelle et remonte aux années 1960 et 1970. Cette décennie est marquée par les assassinats de John F. Kennedy, Martin Luther King et Robert Kennedy ainsi que par la Guerre du Vietnam et le scandale du Watergate. D'abord structurelle, cette perte de confiance tend à être en réaction aux événements, et donc plus volatile, depuis la présidence Reagan (Van der Meer, 2017).

²² Déterminées à faire taire les critiques du plan de sauvetage et à restituer la confiance, les banques ayant bénéficié du TARP remboursent rapidement la majorité de l'aide gouvernementale (Wolfson *et al.*, 2013).

démocrates alors que les républicains tendent à s’y opposer (Brooks et Manza, 2013). Ces tendances créent un climat dysfonctionnel dans les instances de pouvoir : « Income inequality has fostered distrust in government and political polarization, which undermines support for social welfare programs and create institutional gridlock. » (Pump, 2012)

1.3.3 Remise en question et débat concernant le paradigme néolibéral

Se basant sur la théorie et la pratique, une majorité d’économistes se félicite de l’état de l’économie et de la convergence des politiques économiques vers une vision néolibérale commune avant 2008. La crise est exceptionnelle étant donné que l’élite gouvernante perd toute crédibilité (Albo et al., 2010). Greenspan lui-même reconnaît l’échec du paradigme néolibéral (Krugman, 2009b). Aveuglé par l’orthodoxie du libre marché, pratiquement aucun d’entre eux n’anticipe le choc financier de 2007 et 2008. Le paradigme néolibéral, qui oriente les politiques publiques et les mesures ayant causé la crise, fait l’objet d’une remise en question (Krugman, 2009b). C’est la première fois depuis son avènement dans les années 1980 que le néolibéralisme craque sous le poids de ses contradictions inhérentes (Albo et al., 2010). En raison des pertes d’emploi massives, des saisies immobilières et de l’inflation, le néolibéralisme n’est plus considéré comme un modèle viable par beaucoup d’Américains (Krugman, 2009b). À première vue, la Grande Récession offre l’occasion de complètement remettre en question ce paradigme et d’envisager une nouvelle direction politique et économique. Or, une restructuration plus radicale des marchés financiers ne semble pas possible du fait de l’implantation systémique des forces néolibérales (Sowels, 2016). Par conséquent, les solutions à la crise relèvent d’une « codification », d’une « institutionnalisation » et d’une « judiciarisation » plus profonde et complexe (Albo et al., 2010), dont les effets sont pratiquement imperceptibles pour la population en général.

« Troubled Asset Relief Program » : sauvetage public du milieu financier

En septembre 2008, une majorité d’Américains perçoit le TARP positivement (Pew Research Center, 2008). Deux mois plus tard, l’opinion publique est de plus en plus mitigée²³. Qualifiée par ses détracteurs de « Bank bailout », cette mesure est largement critiquée aux États-Unis²⁴ (Shiller, 2008) et 63 % des Américains déclarent que seulement « Wall Street » bénéficie de ce plan (NYT/CBS Poll, 2008). Puisque la confiance

²³ À partir de décembre 2008, 47 % des Américains considèrent le TARP comme une mauvaise chose contre 46 % qui le considèrent comme une bonne chose (Morales, 2008).

²⁴ Se traduisant par « sauvetage », le terme « bailout » signifie dans ce contexte : « a rescue by the government or another entity of an irresponsible person or entity arising from a failure to follow rules or take reasonable precautionary steps » (Shiller, 2008).

est pratiquement réduite à néant au sein du système financier, les banques sont toujours réticentes à octroyer du crédit. Joseph Stiglitz critique ouvertement le TARP et affirme que le gouvernement aurait dû nationaliser les banques (Stiglitz, 2009a) afin de s'assurer qu'elles jouent leur rôle économique vital (soit d'octroyer du crédit) (Wolfson et al., 2013). Paul Krugman affirme que le sauvetage des banques a été entrepris au détriment des Américains qui ont « donné trop et reçu trop peu » (Krugman, 2009a).

« American Recovery and Reinvestment Act » : relance économique

Après le sauvetage du milieu financier, la relance économique devient impérative. Approuvé par le Congrès et signé par le président Obama en février 2009, le « American Recovery and Reinvestment Act » de 2009 (ARRA) représente un investissement public de 831 milliards de \$ qui vise à « soutenir la consommation des ménages, le financement des États, l'industrie automobile et [entreprendre] des projets d'infrastructures » sur deux ans (Sowels, 2016). Bien qu'il est généralement accepté que ce plan a eu des retombées positives (Danziger, 2013), plusieurs réfractaires le qualifient de « failed stimulus »²⁵. À gauche, on considère que le ARRA ne va pas assez loin dans la logique keynésienne et est trop modeste (Bernstein, 2019 ; Krugman, 2009a ; Reid, 2012). L'aile progressiste du Parti démocrate propose plutôt une augmentation significative des dépenses publiques afin d'encourager la demande :

(...) a host of policies to address inequality in power, income and wealth, including greater social welfare spending, a more progressive tax system, increased support for unions, and electoral reforms to prevent the purchase of political power; regulation of financial and industrial markets; public service jobs creation; and programs to shore up home mortgages for average Americans. (Love et Mattern, 2011)

Les progressistes envisagent un tel programme comme une première étape vers un détachement du néolibéralisme et un retour vers le keynésianisme. Discutée jusqu'en 2010, cette solution est abandonnée en faveur de la réduction du déficit budgétaire fédéral — soutenue par les républicains et une majorité de démocrates (Love et Mattern, 2011).

La réforme « Dodd-Frank » : réglementation du système financier

²⁵ Ce plan a amoindri les conséquences économiques de la crise même si les objectifs — audacieux pour un plan de cette envergure — n'ont pas été atteints. Par exemple, les cibles en matière de chômage de l'administration Obama ne sont pas atteintes en décembre 2010 (Reid, 2012). Le ARRA a tout de même évité la perte d'un million d'emplois supplémentaires de février à août 2009 (Krugman, 2009a).

La réponse à la crise se solde finalement par de nouvelles réglementations dans le secteur de la finance. En raison des conséquences de la crise financière sur l'économie réelle et le niveau de vie des Américains, la remise en question du système financier justifie la mise en place d'une réforme pour colmater les pires fissures réglementaires. En juillet 2010, le Congrès approuve le « Wall Street Reform and Consumer Protection Act », communément appelé le « Dodd-Frank Act ». Comptant près de 850 pages, cette loi est vue comme un moyen de « pallier les failles du système financier américain par une meilleure réglementation »²⁶ (Sowels, 2016). À défaut de profondément réformer Wall Street, cette loi cherche à éviter une autre crise financière affligeant aussi fortement le système financier ainsi que des règlements plus stricts et une plus grande transparence pour éviter un autre sauvetage « in extremis » des banques (Wolfson et al., 2013). Par exemple, la règle Volcker restitue la séparation des banques commerciales et celles d'investissements (Wolfson et al., 2013). Or, certaines exceptions permettent aux banques commerciales d'investir dans des produits financiers à faible risque (Wolfson et al., 2013). De plus, cette réforme ne réglemente toujours pas les produits dérivés, qui restent aussi complexes et opaques qu'auparavant (Wolfson et al., 2013), et ne limite en rien les institutions financières TBTF (Stiglitz, 2009b). Si le gouvernement fédéral met en place des mesures pour encadrer le système financier ; « il est aujourd'hui assez communément admis que le fonctionnement structurel du système financier n'a guère changé » (Sowels, 2016).

À gauche, plusieurs critiques soulignent qu'Obama n'est pas assez audacieux puisque la crise représente une occasion de remettre en question le néolibéralisme et d'effectuer un retour vers un paradigme keynésien. En effet, il est largement admis qu'un tel choc économique peut engendrer de nouvelles politiques économiques et, plus fondamentalement, le paradigme qui sous-tend ces politiques (Shiller, 2008). Or, une telle transition n'est pas entreprise : « Obama aurait pu saisir l'occasion de mobiliser le soutien des masses pour se détourner clairement du néolibéralisme, et ce, en dépit de l'opposition du Congrès. Au lieu de cela, il confie l'économie aux forces de Wall Street (...). » (Fraser et Chalier, 2018) Pour Nancy Fraser (2018), cela s'explique par le fait qu'Obama est un représentant du néolibéralisme — avec une tendance progressiste concernant les enjeux identitaires²⁷. Obama entend les appels à une réforme fondamentale du système financier, mais il considère que « avec l'économie mondiale en chute libre [sa] mission première n'était pas de refondre l'ordre économique mondiale » (Obama, 2020). Se présentant comme le candidat du

²⁶ Elle met en place une meilleure coopération entre les agences fédérales de réglementation et de surveillance des marchés et oblige les institutions financières à mettre en place une marche à suivre en cas de faillite (Sowels, 2016).

²⁷ « Le bloc progressiste-néolibéral associe un programme économique d'expropriation et de ploutocratie à une politique progressiste-méritocratique de la reconnaissance. La composante distributive de cette alliance est néolibérale. » (Fraser et Chalier, 2018).

changement lors de la campagne présidentielle de 2008, Obama croit que la situation exige une dose de pragmatisme. Par conséquent, le président Obama (nouvellement en poste depuis janvier 2009) a la tâche de faire comprendre aux Américains que ces mesures leur sont bénéfiques (Earle, 2009). Néanmoins, l'efficacité des mesures mises en place par l'administration Obama est largement contestée.

Conclusion

La crise de 2008 et la Grande Récession ont des conséquences socio-économiques désastreuses pour les Américains. Entre 2007 et 2010, les saisies immobilières explosent alors que le revenu moyen et la richesse des ménages décroissent, en particulier au sein de la classe moyenne. Le taux de pauvreté augmente, tout comme le taux de chômage réel qui atteint son plus haut niveau : 16,6 %. Du côté financier, après avoir essuyé des pertes en 2007 et en 2008, Wall Street retrouve le chemin de la profitabilité dès 2009. Cet écart entre l'économie réelle et le secteur financier contribue à accroître drastiquement les inégalités. Les conséquences socio-économiques de la Grande Récession et les mesures mises en place par le gouvernement pèsent sur la confiance du public envers le gouvernement et la perception d'équité. Cette perte de confiance se traduit par une frustration populaire et un rejet massif des mesures sociales à droite. En outre, la crise de 2008 ainsi que la Grande Récession accentuent la polarisation, rendant encore plus difficile la mise en place de mesures cohérentes et efficaces par le gouvernement. Néanmoins, plusieurs mesures sont mises en place pour essayer d'endiguer la crise et d'amoindrir le ralentissement économique. L'efficacité et la légitimité du TARP, de l'ARRA et de la réforme « Dodd-Frank » sont discutables. Néanmoins, ces mesures sont perçues comme injustes, trop modestes et lacunaires. À gauche, une remise en question du paradigme néolibéral justifie un retour au paradigme keynésien. Plutôt que d'exploiter ce moment critique pour enclencher un virage paradigmatique, Obama et la majorité des démocrates tentent plutôt de colmater les pires excès du marché financier. Toutefois, avec du recul, plusieurs éléments problématiques du système financier ne sont pas corrigés. Tandis que l'économie réelle peine toujours à sortir du marasme plusieurs années après l'éclatement de la bulle immobilière, une partie de la population américaine est éprise d'un sentiment de colère à l'égard du gouvernement et du secteur financier. Dans un tel climat social, des mouvements de contestation populaire de part et d'autre du spectre idéologique émergent, tandis que des politiciens dénonçant l'establishment politique gagnent en popularité (Mukunda, 2018).

CHAPITRE 2

LA CONSOLIDATION D'UNE COALITION DOMINANTE : BERNIE SANDERS, LA COALITION PROGRESSISTE ET L'INVESTITURE DÉMOCRATE DE 2016

La crise financière de 2008 fait sombrer l'économie réelle dans une récession. Cette crise qui débute d'abord à Wall Street affecte une majorité d'Américains. Néanmoins, les marchés financiers et les plus riches retrouvent rapidement le chemin du profit, ce qui contribue à l'accroissement des inégalités. Malgré les mesures gouvernementales mises en place pour amoindrir les conséquences de la crise et écourter la Grande Récession, la situation reste laborieuse. Des voix provenant de tous les horizons idéologiques s'élèvent pour critiquer les mesures du gouvernement. À gauche, les critiques soulignent les limites économiques et législatives des mesures. Les signes de reprise tardent à se faire sentir et le marasme économique génère de plus en plus de mécontentement dans la population. Ce second chapitre traite de Bernie Sanders, en tant qu'entrepreneur politique, et de sa campagne pour l'investiture démocrate de 2016, comme campagne de persuasion, afin de consolider la coalition progressiste. Dès 2010, Sanders s'illustre comme un défenseur de la justice économique et devient une figure mieux connue de la gauche. Un an plus tard, un mouvement de gauche analogue au « Tea Party » émerge. Occupy Wall Street (OWS) dénonce l'ampleur des inégalités économiques, cadre cet enjeu de façon à édifier une devise pour l'aile progressiste du Parti démocrate et, par le fait même, revitalise la gauche américaine. Représentant la suite logique de ce mouvement et saisissant l'occasion qu'offre un tel contexte, Bernie Sanders devient un entrepreneur politique pour la gauche et l'aile progressiste du Parti démocrate grâce à sa campagne d'investiture du parti en 2016 et les idées progressistes qu'il promeut. Les cas de la hausse du salaire minimum fédéral ainsi que d'une réforme progressive du système d'imposition permettent d'illustrer les similarités et les différences des objectifs et stratégies de Clinton et Sanders en ce qui concerne les inégalités. Pour terminer, un retour sur le plan électoral des caucus et des primaires de 2016 s'impose pour comprendre en quoi la coalition progressiste de Sanders n'est pas parvenue à assurer une victoire électorale.

2.1 Bernie Sanders : un entrepreneur politique de l'aile progressiste du Parti démocrate

Le matin du 10 décembre 2010, Bernie Sanders, un sénateur méconnu du public américain, amorce un « filibuster » sur le parquet du Sénat. Cette technique d'obstruction législative est un moyen de dénoncer le sursis accordé aux réductions d'impôt offertes par le président W. Bush en 2001 et en 2003²⁸ (Sanders, 2010) puisqu'elles sont censées expirer en 2010 et profitent largement aux plus fortunés (Horton, 2017). Après un

²⁸ Pour plus d'informations sur les réductions d'impôt de W. Bush de 2001 et 2003 ainsi que leur impact sur le budget fédéral et les inégalités, voir Horton (2017).

discours de huit heures visant à retarder le vote final, Sanders achève son tour de parole en soulignant l'injustice que représente le prolongement de ces réductions d'impôt pour la classe moyenne :

If the American people stand up and say 'We can do better than this, that we don't need to drive up the national debt by giving tax breaks to millionaires and billionaires (...) I think we can come up with a better proposal which better reflects the needs of the middle class and working families of our country and, to me, most importantly, the children of our country. And with that, Madam President, I would yield the floor. (Sanders et al., 2015 p.330)

Ultimement, le Sénat approuve la proposition fiscale par quatre-vingt-une voix. Malgré l'échec de ce « filibuster », Sanders gagne en notoriété et véhicule sa critique au sujet des inégalités (Detrow, 2019) :

(...) outside the Capitol, Sanders' audience was immeasurably larger. By early evening, his name became the most popular term on Twitter both in America and worldwide. His Twitter account picked up 4,000 new followers. The phone lines at Sanders' office were jammed with calls. Sanders' office boasted that the Senate video servers had shut down after more than 12,000 people tried to tune in to his speech on their website. (Toeplitz, 2010).

Le même jour, le journaliste Micheal Tomasky affirme que ce discours représente un moment décisif pour la carrière de Sanders : « (...) it'll be enough to make Sanders a hero to the left » (Tomasky, 2010). En plus de permettre à Sanders de s'illustrer comme un défenseur des intérêts de la classe moyenne, ce discours démontre sa persévérance ainsi qu'un dévouement peu commun pour les enjeux de redistribution et l'avancement d'un programme progressiste.

Un politicien progressiste

Bernie Sanders débute sa carrière politique au Vermont dans les années 70 au sein du Parti de l'Union de la liberté. Il tente à plusieurs reprises de se faire élire comme sénateur ainsi que comme gouverneur de l'État, mais n'a que très peu de succès et quitte cette formation politique en 1977. Il fait un retour en politique dès 1980 en tant que candidat indépendant à la mairie de Burlington contre le maire sortant Gordon Paquette — un démocrate élu cinq fois et ayant une forte ascendance sur les affaires de la ville. Contre toute attente, Sanders remporte l'élection par dix voix, devenant le seul maire indépendant et se déclarant socialiste aux États-Unis (Sanders, 2016a). Sa première année de gouvernance s'avère peu productive en raison de la résistance envers son programme exercée par l'establishment burlingtonien :

As the year progressed, it became clear that the only way we could fully implement our agenda for the city was by electing a majority of progressives (...) — which meant the creation of a new political entity (...) the Progressive Coalition. (Sanders, 2016a)

Gagnant son pari, la nouvelle majorité progressiste élue en 1982 lui assure les appuis nécessaires pour garantir l'adoption de son programme politique municipal (Sanders, 2016a).

En 1986, Sanders défie la gouverneure sortante du Vermont, Madeleine Kunin. Malgré la défaite, il souligne très justement leur contraste idéologique : « That campaign differentiated what it meant to be a “liberal” as opposed to a “progressive”. Kunin and I mostly agreed on social issues. Our differences were on economic ones – where I stood more strongly with the workers of Vermont. » (Sanders, 2016a) En 1988, il fait campagne pour le seul siège vermontois à la Chambre des représentants, mais son adversaire républicain, Peter Smith, l'emporte. En 1990, il le défie à nouveau et gagne l'élection par 16 % des voix, devenant le premier candidat indépendant à être élu au Congrès des États-Unis depuis quarante ans. Sanders met sur pied le caucus progressiste — l'un des plus importants aujourd'hui — et se bat pour la justice économique²⁹ (Sanders, 2016a). Il est réélu comme représentant à six reprises avant de faire campagne pour devenir sénateur du Vermont en 2008. Malgré le statut d'indépendant de Sanders, aucun opposant démocrate ne peut véritablement le défier puisqu'il reçoit l'appui de Chuck Schumer, Harry Reid et Howard Dean³⁰ (Sanders, 2016a). Il remporte décisivement le siège. Au Sénat, il parraine 693 projets de loi et amendements dont 52 ont acquis force de loi (Congress.gov, s.d.) et l'électorat vermontois apprécie grandement son travail au Congrès (Jensen, 2011). Malgré tout, plusieurs individus soulignent que Sanders réussit rarement à faire aboutir ses idées par l'entremise de son travail législatif, pointant son inefficacité (Dovere, 2016). Faute de faire avancer son objectif progressiste par la mise en œuvre de grands projets de loi, il fait avancer ses principes graduellement par l'entremise d'amendements :

He has enacted his agenda piece by piece, in politically digestible chunks with few sweeping legislative achievements in a quarter-century in Congress. Over one 12-year stretch in the House, Mr. Sanders passed more amendments by roll call vote than any other member of Congress. (Steinhauer, 2016)

L'efficacité législative est fréquemment mesurée sur la base des projets ayant acquis force de loi. En ce sens, les amendements sont ignorés bien que plusieurs législateurs, comme Sanders, les utilisent dans le but de faire avancer leurs objectifs (Volden et Wiseman, 2018).

²⁹ Dans son livre « Our Revolution » (2016), Sanders décrit ainsi son travail à la Chambre des représentants : « Over the years, as a member of the House, I played an active role in fighting the deregulation of Wall Street and opposing corporate welfare and an unfair tax system. »

³⁰ À l'époque, Schumer est président du comité de campagne sénatorial démocrate, Harry Reid est chef de la minorité démocrate du Sénat et Howard Dean est président du comité national démocrate.

2.1.1 Cadrage des débats : de la Grande Récession à Occupy Wall Street

En réaction à la Grande Récession, le gouvernement fédéral met en place des mesures afin de limiter les conséquences économiques de la crise et stimuler l'économie. N'étant pas encore une figure connue à l'échelle nationale, Sanders apporte tout de même un point de vue différent en critiquant les mesures prises par la présidence Obama. Toutefois, c'est avec l'avènement du mouvement OWS que les inégalités sont véritablement mises à l'agenda. En militant contre les inégalités, OWS cadre, par le fait même, les débats sur cet enjeu. Ultimement, cela a un impact sur les primaires de 2016 et la candidature de Sanders, lui permettant de s'attaquer aux inégalités qu'il condamne déjà depuis longtemps.

Des critiques constructives à l'égard des mesures en réponse à la crise

Les mesures gouvernementales mises en place en réaction à la crise font l'objet de critiques de la part de Bernie Sanders. Sans s'y opposer de facto, il offre un point de vue différent et minoritaire à Washington. La seule mesure à laquelle il s'oppose catégoriquement est le « bank bailout » qu'il qualifie « d'exemple extrême de socialisme pour les riches et de libre entreprise pour les pauvres » (Sanders, 2008). Le 1^{er} octobre 2008, Sanders donne un discours au Sénat affirmant que les travailleurs américains ne doivent pas payer la note pour Wall Street : « Sanders stepped out, refusing to accept a consensus that he said neglected the real economic issues facing America » (Sanders *et al.*, 2015). Il propose plutôt d'instaurer un impôt spécial sur les revenus de plus d'un million de \$ afin de financer le TARP, mais ne réussit pas à convaincre beaucoup d'élus à Washington (Baumann, 2008). Il critique aussi le mutisme du TARP à l'égard des TBTF qu'il considère comme l'une des raisons fondamentales expliquant l'ampleur de la crise et un problème toujours en croissance (Sanders *et al.*, 2015). Sanders s'oppose à ces institutions financières et demande leur démantèlement en raison de leur dimension titanesque et de leur interconnexion à l'économie réelle : « We need to break up these institutions because they have done tremendous damage to our economy » (Sanders, 2009b). En novembre 2008, il introduit un projet de loi — le « Stop Greed on Wall Street Act » — afin de plafonner le salaire annuel à 400 000 \$³¹ pour les dirigeants d'institutions financières ayant bénéficié d'une aide financière du gouvernement fédéral. Un an plus tard, Sanders introduit le « Too Big to Fail, Too Big to Exist Act » au Sénat. N'ayant pas été accepté par la commission des affaires bancaires, du logement et des affaires urbaines du Sénat, le projet de loi n'est jamais soumis au vote (Sanders, 2009a). Malgré ces nombreuses critiques envers les programmes de relance, il souligne les mérites du ARRA, qui selon lui a sauvé près de 7000 emplois au Vermont et a réduit les conséquences de la crise sur l'emploi :

³¹ Le plafond salarial de 400 000 \$ est symbolique puisqu'il représente le même revenu annuel que celui du Président des États-Unis.

Let's not forget that in January, 2009, our country hemorrhaged 741,000 jobs in one month. Now, while job creation is much too low and while there have been ups and downs, nearly 600,000 private sector jobs were created during the first six months of this year. (Sanders, 2009b)

Lorsque vient le temps de se pencher sur la réglementation du secteur financier, Sanders appuie le « Dodd-Frank Act » démontrant qu'il est prêt à appuyer des lois nécessaires, bien qu'imparfaites et insuffisantes. En effet, il affirme que la loi ne met pas véritablement un terme « au jeu d'argent de type casino qui se déroule à Wall Street » (Sanders *et al.*, 2015). Néanmoins, le Sénat approuve unanimement un amendement rédigé et parrainé par Sanders afin d'obliger la FED à procéder à un audit. De cette manière, les législateurs tentent de comprendre les manipulations de la politique monétaire et les autres manœuvres ignorées du public mises au point par la FED³² (Fisher, 2010). Comprenant la nécessité et les avancées (minimes) que ces mesures représentent, Sanders appuie la majorité des initiatives d'Obama, mais ne se gêne pas pour en souligner publiquement les faiblesses et les éléments problématiques. De surcroît, Sanders souligne que la crise met en évidence la timidité des élus envers les élites économiques et la remise en question du paradigme néolibéral :

It was not just the economic system that was broken, (...) it was the political system that was broken – corrupted by the absolute refusal of official in Washington, even in a moment of crisis, to challenge economic elites. (Sanders *et al.*, 2015 p.324)

Beaucoup d'Américains considèrent que le gouvernement fédéral a promptement rescapé les institutions financières, bien qu'elles sont fautives, alors que des millions d'Américains ont perdu leur emploi ou leur maison.

Deux mouvements « d'authentique colère sociale » émergent des suites de la crise financière (Bujon, 2016). D'abord à droite, en février 2009, le « Tea Party » naît en réaction à de nouvelles mesures gouvernementales pour maîtriser la crise, spécialement le ARRA³³ (Williamson *et al.*, 2011). S'opposant avant tout à ce que l'argent public serve à renflouer des institutions financières et colportant un message « anti-impôts, anti-

³² Le Congrès oblige la FED à étayer publiquement la liste des bénéficiaires et le montant des prêts reçus dans la foulée du plan de sauvetage, démontrant explicitement que certains prêts cachés — surnommés le « shadow TARP » — ont été attribués en dehors du programme approuvé par le Congrès (Fisher, 2010). L'audit révèle aussi l'écart entre l'aide accordée aux institutions financières par rapport aux mesures d'austérité mises en place dans plusieurs États : « That audit is how we learned that while governors nationwide were firing public school teachers, canceling school bus services, and cutting vital services like Meals on Wheels, the FED provided \$176 trillion in virtually zero interest loans and other assistance to nearly every major bank in the country (...) » (Gautney, 2018).

³³ Les assises du « Tea Party » existent déjà avant la crise de 2008. Toutefois, les mesures du gouvernement fédéral, et spécifiquement le ARRA, contribuent largement à galvaniser le mouvement. À partir de 2010, le programme de réforme de l'assurance maladie d'Obama devient le bouc émissaire du mouvement (Bujon, 2016 ; Williamson *et al.*, 2011).

déficits et anti-dépenses sociales », ce mouvement dirige rapidement sa colère contre le gouvernement fédéral « accusé de collusion avec le secteur financier. » (Bujon, 2016) En outre, le « Tea Party » s'insurge contre plusieurs autres phénomènes : « Incompétence des élites, trahison du gouvernement, décadence morale du pays, renoncement à des valeurs fondatrices : c'est toujours le pouvoir central qui est visé, et son intrusion indue dans la vie des Américains ordinaires. » (Bujon, 2016) Anticipant un retour à des politiques publiques de gauche, la droite réagit en sautant sur l'occasion pour définir les termes du débat et en demandant une logique de libre marché encore plus radicale. Le « Tea party » monopolise le débat public à la suite de la crise financière et est en partie responsable des gains historiques républicains à la Chambre des représentants dès 2010 (Frank, 2012). Néanmoins, à l'opposé idéologique de ce mouvement conservateur, décentralisé et aux élans populistes, un soulèvement antagonique apparaît bientôt et prend la forme de manifestations populaires largement investies par de jeunes Américains.

2.1.2 Occupy Wall Street

Le 17 septembre 2011, au parc Zuccotti en plein cœur du district financier de Manhattan, le mouvement OWS se révèle publiquement³⁴. Des dizaines d'« occupants »³⁵ y installent un campement permanent. Dès la mi-octobre 2011, le mouvement se répand et compte près de 800 campements (Dimaggio et Street, 2011). Motivé par une anxiété économique, le mouvement s'oppose à l'establishment politique et financier, aux sauvetages des institutions financières (Dimaggio et Street, 2011) et au fait que les responsables de la crise sont restés largement impunis (Stewart, 2019). En outre, OWS souligne l'exacerbation des inégalités économiques et le traitement inéquitable des masses au profit du monde financier avec les slogans « nous sommes le 99 pour cent » et « les banques sont renflouées et nous, liquidés » (Gupta, 2016). Le message est simple : « the economic system is rigged for the very few while the majority continue to fall further behind » (Levitin, 2015). Bien que bigarrés, les objectifs du mouvement dépassent la politique électorale. Par conséquent, OWS met un point d'honneur à se dissocier de la politique partisane³⁶. Désillusionné par la présidence d'Obama, le mouvement cherche spécialement à ne pas être instrumentalisé par le Parti démocrate tant et aussi longtemps qu'il ne reconsidère pas ses tendances corporatistes et ses positions

³⁴ Le mouvement prend d'abord forme à partir du 13 juillet 2011 lorsque le magazine canadien « Abdusters » fait appel à l'occupation de Wall Street avec le mot-clic « #OccupyWallStreet ». Le message est ensuite relayé par le groupe « Anonymous » sur les réseaux sociaux (Stewart, 2019).

³⁵ Gupta (2016) classe les individus ayant pris part à OWS selon cinq catégories idéologiques : anticapitalistes, anti-corporatistes, capitalistes keynésiens, antigouvernementaux ainsi que partisans des théories du complot.

³⁶ Au sein du mouvement, un débat existe concernant l'utilité d'investir la politique électorale. Même si plusieurs membres s'y impliquent, plusieurs estiment que le mouvement est plus utile pour favoriser le changement s'il reste dans la rue : « Cependant, étant donné la primauté des élections dans l'univers politique et culturel des États-Unis, il était inévitable que ce seuil soit franchi » (Gupta, 2016).

favorables à Wall Street (Dimaggio et Street, 2011). Le 15 novembre, l'occupation prend drastiquement fin à New York des suites d'une répression policière déterminée à démanteler le campement. Malgré plusieurs tentatives, le mouvement ne réussit pas à se rétablir notamment en raison de plusieurs contradictions inhérentes le caractérisant³⁷.

En rétrospective, la majorité des observateurs s'accorde pour dire que le mouvement n'a pas réussi à produire de résultats concrets (Levitin, 2015 ; Stewart, 2019). Pourtant, OWS a eu un impact important sur la lutte pour l'augmentation du salaire minimum, particulièrement dans le milieu de la restauration rapide, l'une des industries les plus lucratives des États-Unis et employant des millions d'Américains au salaire minimum : « The Occupy protests motivated fast-food workers in New York City to walk off the job in November 2012, sparking a national worker-led movement to raise the minimum wage to 15\$ an hour » (Levitin, 2015). Sur le plan idéal, on attribue à OWS le mérite d'avoir insufflé une énergie nouvelle au sein de la gauche américaine. Plus efficace pour critiquer le système que pour proposer une liste de priorités politiques (Foner dans Stewart, 2019), OWS popularise la notion du 99 % contre le 1 % pour illustrer la gravité des inégalités qui devient un véritable cri de ralliement pour une gauche autrefois apathique (Stewart, 2019). OWS définit les termes du débat sur les inégalités de manière simple et manichéenne permettant à tous d'assimiler le message et démontrant l'existence d'une « gauche qui se définit plus par des idées, des mots d'ordre et un volontarisme que par des structures et des forces matérielles » (Gupta, 2016).

Malgré la volonté d'OWS d'être indépendant de la politique électorale, de nombreux groupes affiliés au Parti démocrate (Gupta, 2016) et plusieurs démocrates progressistes comme Elizabeth Warren et Bill de Blasio (Krieg, 2016) récupèrent l'énergie galvanisée par le mouvement. Qui plus est, OWS stimule la montée en influence de la faction progressiste au point de devenir une véritable « contre-culture au sein du Parti démocrate » (London Heart dans Sanders, 2020). À l'échelle nationale, OWS permet de créer un climat politique favorable au message économique sur lequel Sanders fait campagne en 2016. Plusieurs individus actifs au sein d'OWS et moins hostiles à la politique électorale vont même rejoindre l'effort de campagne de Sanders. Pour plusieurs, la candidature de Sanders représente la continuité logique du mouvement (Krieg, 2016).

Tandis que la droite monopolise les débats concernant la crise financière, Sanders se distingue discrètement en tant que figure de la gauche électorale américaine. Émergeant de manière tardive, OWS s'impose comme mouvement idéologique antagonique au « Tea Party ». Bien que le mouvement ne réussit pas à perdurer,

³⁷ Pour en savoir plus sur les raisons qui expliquent l'échec pratique du mouvement OWS consulter Gupta (2016) ; Levitin (2015) ; Stewart (2019).

OWS vulgarise le débat sur les inégalités en plus de contribuer à la revitalisation de la gauche ainsi que de l'aile progressiste au sein du Parti démocrate (Stewart, 2019). En bref, OWS stimule le débat public en mettant en évidence l'enjeu des inégalités économiques et en préparant le climat politique pour la candidature de Bernie Sanders en 2016. Plus efficace pour critiquer que pour offrir des solutions pratiques, Sanders devient la continuité électorale de ce mouvement en proposant un programme politique étoffé et en se présentant comme un candidat subversif.

2.2 L'investiture démocrate de 2016 comme campagne de persuasion

Dès 2013, Sanders commence à réfléchir à se présenter comme candidat présidentiel pour le Parti démocrate. Puisqu'il est de plus en plus évident que les inégalités seront un enjeu central du cycle électoral de 2016³⁸ (Judis, 2016), le bagage politique du sénateur lui donne une certaine crédibilité à sa candidature. Après avoir « testé les eaux », Bernie Sanders annonce son intention de briguer l'investiture démocrate le 26 mai 2015. Il affirme vouloir mener une campagne centrée sur les enjeux, et spécialement sur la question des inégalités économiques : « The issue of wealth and income inequality is the great moral issue of our time, it is the great economic issue of our time and it is the great political issue of our time. And we will address it. » (Sanders dans Klein, 2015) Dès l'annonce de sa campagne, mais plus encore avec le début des primaires, une dualité se manifeste : on constate un engouement chez la base progressiste alors que chez l'establishment démocrate (et une grande partie des médias de masse), on constate une hostilité à peine cachée à l'égard de la candidature de Sanders (Gautney, 2018). Les concepts d'« insider », « outsider », modéré et idéologue sont d'abord définis afin de mieux catégoriser les candidatures de Sanders et Clinton.

2.2.1 Deux politiciens et deux visions opposées

Les partis politiques sont souvent le lieu de tensions entre factions. On distingue souvent la faction « modérée » et la faction « radicale »³⁹. La différence entre ces deux factions relève de la constance idéologique, puisque les positions modérées sont généralement plus variables que les positions radicales. Autrement dit, la faction « radicale » est plus campée sur le plan idéologique que la faction « modérée » qui est plus encline à dévier de la rectitude idéologique sur certaines positions⁴⁰. Les élus de la faction

³⁸ La candidature incontestée d'Hillary Clinton et le mouvement « Ready for Warren » contribuent aussi à convaincre Sanders de faire campagne pour l'investiture démocrate (Sanders, 2016a).

³⁹ Noel (2016) utilise le terme « extrémiste » pour désigner les factions plus idéologiques au sein d'un parti politique. Nous avons choisi d'utiliser le terme « radical » puisque plus neutre que le terme « extrémiste » auquel on associe généralement une connotation négative.

⁴⁰ Noel (2016) propose quatre raisons pour expliquer que certains politiciens dévient du noyau idéologique : « 1. They might simply not be ideologically sophisticated. (...) 2. They might disagree with the ideology on one or

« modérée » sont souvent associés à l'establishment et réputés comme des pragmatistes favorables au compromis. À l'opposé, les élus de la faction « radicale » sont plutôt associés aux franges idéologiques et réputés comme étant intransigeants. Cette différence est observable chez Clinton et Sanders. Ils conçoivent le changement différemment : « Sanders is a revolutionary. Clinton is an incrementalist. » (Noel, 2016) La dichotomie « insiders » et « outsiders » est similaire. Les premiers sont des individus ayant du pouvoir au sein d'un parti alors que les seconds n'ont jamais été élus à un poste de pouvoir. Selon cette terminologie, Clinton est une « insider » modérée tandis que Sanders est un « insider » radical (Noel, 2016).

Deux conceptions concurrentes des inégalités

Sanders et Clinton considèrent tous deux l'accroissement des inégalités économiques comme un problème saillant. Toutefois, ils diffèrent sur la nature de l'enjeu et les solutions pour y remédier. Du côté modéré, Clinton se qualifie de progressiste pratique (US Presidential Debates, 2015, 22 m 19 s). Or, Fraser (2018) estime que son programme est plus justement défini comme étant progressiste-néolibéral puisqu'il associe des politiques « progressiste-méritocratique » sur le plan identitaire à un programme de redistribution économique foncièrement néolibéral. Pour Clinton, les inégalités sont causées par la stagnation des salaires⁴¹ malgré l'augmentation du coût de la vie (Chozick, 2015). Sa conception de la nature des inégalités reflète sa volonté d'instaurer une « économie en croissance et équitable » ainsi qu'une « prospérité inclusive ». L'amointrissement des inégalités nécessite donc d'augmenter les salaires de la classe moyenne, élargir les services sociaux existants et augmenter l'impôt des plus riches (Chozick, 2015). En ce sens, sa candidature et son programme sont associés au statu quo. Selon Clinton et l'establishment modéré, le jeu de cartes est ordonné de manière à favoriser les plus riches. La solution est donc de mélanger le jeu de cartes pour faire en sorte que la partie soit plus équitable par la suite. S'inscrivant en continuité avec Obama, la plateforme de Clinton a plutôt comme objectif d'ajuster certaines politiques publiques afin d'amointrir les inégalités.

Du côté progressiste, Sanders se qualifie de social-démocrate et sa plateforme relève davantage d'une approche réformatrice et keynésienne à l'égard du système économique (Gautney, 2018). Sa manière de concevoir les enjeux, à travers une analyse critique de classe, façonne les solutions qu'il propose dans le cadre de son programme électoral. Pour Sanders, les inégalités résultent d'une « économie truquée » en

another issue. (...) 3. They might find that some of the policies advocated by their ideological allies are not practical or implementable as policy. 4. They might be interested in winning office (...) ».

⁴¹ La stagnation des salaires est ce qu'elle qualifie en anglais de « great wage slowdown » (Clinton dans Chozick, 2015).

faveur des plus riches⁴² (Sanders, 2016a). Les solutions qu'il propose pour atténuer les inégalités touchent autant l'éducation, les soins de santé, le milieu financier, les salaires que le commerce international. Pris dans son ensemble, le programme de Sanders se veut une « révolution politique » guidée par un agenda progressiste pour transformer le pays et assurer « la justice économique, raciale, sociale et environnementale pour tous » (Sanders, 2016). Il emprunte des éléments du « New Deal » et de la « seconde Déclaration des droits » de Roosevelt ainsi que de la « guerre contre la pauvreté » et de la création de « Medicare » de Johnson. Son programme représente donc une véritable recombinaison créatrice d'idées antécédentes. Pour Sanders, les règles du jeu et l'ordre des cartes sont fondamentalement truqués de manière à avantager les plus fortunés. Il faut donc réformer les règles du jeu afin de remédier durablement à la disparité des résultats. En bref, Clinton centre son approche sur la promotion de l'égalité des chances et la méritocratie alors que Sanders propose une réforme du système dans son ensemble pour rendre le résultat plus équitable (Cassidy, 2015).

2.2.2 Le salaire minimum fédéral : « from a starving wage to a living wage »

Le salaire minimum réfère à une loi établissant un salaire plancher qu'un employeur doit payer à un employé (Rycroft, 2017). Depuis 1938, le « Fair Labor Standards Act » établit le salaire minimum fédéral aux États-Unis⁴³. En matière de pouvoir d'achat, le salaire minimum atteint son plus haut point en 1968⁴⁴ et est augmenté de manière irrégulière par la suite. Dès les années 90, il devient insuffisant par rapport au coût de la vie pour subvenir au besoin d'une famille et dépasse de peu le seuil de la pauvreté pour un adulte seul (Waltman, 2000). C'est de l'écart entre le seuil de la pauvreté et les limites méthodologiques⁴⁵ de la définition du salaire nécessaire pour répondre aux besoins primaires que la lutte pour un salaire de subsistance (« living wage ») prend naissance.

⁴² Pour Sanders, ce pouvoir économique se transpose en pouvoir politique. Ceux qui possèdent le pouvoir économique sont en mesure d'acheter le pouvoir politique afin que le système fonctionne à leur avantage, ce qui rend la démocratie américaine de plus en plus oligarchique et diminue de facto le pouvoir démocratique et l'importance de la volonté populaire (Sanders, 2016a).

⁴³ Le « Fair Labor Standards Act » ne comprend pas de mécanisme systématique pour augmenter le salaire minimum et repose donc sur la volonté d'action du Congrès (Luce, 2017). La loi permet néanmoins aux gouvernements locaux et étatiques de mettre en place leur propre salaire minimum (Rycroft, 2017).

⁴⁴ Cela explique pourquoi le salaire minimum de 1968 est souvent utilisé comme exemple lorsqu'on parle du salaire minimum (Luce, 2017).

⁴⁵ Le seuil de pauvreté et la définition du salaire nécessaire pour vivre sont inadéquats en raison des variations géographiques des revenus ainsi que des prix — notamment le logement, le transport, la nourriture, des soins de santé et des taxes (Luce, 2017).

Entre 1994 et 2010, plusieurs campagnes locales s'organisent et 125 villes et comtés adoptent une hausse (partielle) du salaire minimum⁴⁶. Malgré ces réussites modestes mais significatives, le véritable objectif demeure une augmentation substantielle à l'échelle fédérale. Ce salaire établi à 5,15 \$ l'heure en 1997, le Congrès conclut une entente bipartisane en 2007 pour l'augmenter en trois étapes et le fixer à 7,25 \$ l'heure en 2009. Obama, alors candidat à l'élection présidentielle de 2008, considère cette augmentation insuffisante et propose d'établir le salaire minimum à 9,50 \$ l'heure en plus de l'indexer à l'inflation. Hélas, la crise financière freine le mouvement (Luce, 2017) et malgré les promesses de campagne, l'administration Obama s'affaire à répondre aux questions économiques les plus urgentes. Toujours est-il qu'au moins sept projets de loi pour augmenter le salaire minimum fédéral (et dans la plupart des cas l'indexer à l'inflation) sont introduits à la Chambre des représentants et au Sénat⁴⁷ durant le premier mandat d'Obama. Toutefois, aucun d'entre eux n'est adopté⁴⁸ et la Maison-Blanche reste silencieuse sur la hausse du salaire minimum. Tandis que les républicains s'opposent à une nouvelle augmentation, plusieurs démocrates y sont aussi réticents puisque la croyance dominante, autant chez les économistes que chez les instituts de recherche, est que cette mesure nuit à l'emploi (Burgess *et al.*, 2007 ; Luce, 2017). Cet argument tire son origine théorique du néolibéralisme qui postule que les salaires reflètent la productivité des travailleurs et est déterminé par le marché. Par conséquent, l'augmentation du salaire minimum ne peut que déséquilibrer l'offre et la demande et mener à des mises à pied (Burgess *et al.*, 2007). Encore selon cette logique, ce déséquilibre risque d'entraîner une hausse du coût des biens de consommation en plus de créer un climat hostile pour les entreprises (Janis 2011 dans Luce 2017). Vu la passivité du Congrès, il devient évident que la hausse du salaire minimum fédéral nécessite des pressions exercées par les forces sociales (Luce, 2017 ; Waltman, 2000).

⁴⁶ La majorité n'augmente que le salaire minimum pour les employés contractuels de la ville. Trois villes — San Francisco, Albuquerque et Sante Fe — adoptent des mesures pour l'augmenter à l'échelle municipale. Contrairement à l'ordonnance municipale sur le salaire de subsistance (« city living wage ordinance »), le salaire minimum à l'échelle de la ville (« citywide minimum wage »), supérieur au salaire minimum de l'État (« state wage »), couvre tous les travailleurs de la ville, publics et privés (Luce, 2017).

⁴⁷ « Catching Up To 1968 Act of 2012 » (H.R.5901), introduit par le Représentant Jesse L. Jackson Jr. [D-IL-2] et comptant vingt-trois parrains. « Living American Wage (LAW) Act of 2009 » (H.R.3041), introduit par le Représentant Al Green [D-TX-9] et comptant quatre parrains. « Fair Minimum Wage Act of 2012 » (S.3453), introduit par le Sénateur Tom Harkin [D-IA] et comptant 16 parrains. « Rebuild America Act » (H.R.5727), introduit par Rosa L. DeLauro [D-CT-3] en 2012 et comprenant une disposition pour hausser le salaire minimum. Trois représentants ont parrainé le projet de loi. « WAGES Act » (H.R.2570), introduit par Donna F. Edwards [D-MD-4] en 2009 et comptant trente-huit parrains. « Living American Wage (LAW) Act of 2011 » (H.R.283), introduit par Al Green [D-TX-9] et comptant douze parrains. « Original Living American Wage (LAW) Act » (H.R.6076), introduit par Al Green [D-TX-9] en 2012 et n'ayant aucun parrain.

⁴⁸ Malgré que les démocrates sont majoritaires au sein du 111^e Congrès. Évidemment, après les élections de mi-mandat de 2010, les républicains reprennent le contrôle de la Chambre des représentants du 112^e Congrès et ces projets de loi ne passent pas l'étape des comités.

Le mouvement OWS donne un nouveau souffle à cette lutte. En novembre 2012, la plus grande grève de l'histoire de la restauration rapide est organisée à New York afin d'obtenir un salaire minimum de 15 \$ l'heure et la reconnaissance syndicale. Au fil des mois, d'autres grèves impliquant toujours plus de travailleurs sont organisées partout au pays. Entre 2013 et 2016, le mouvement « Fight for 15 » prend rapidement de l'ampleur (Luce, 2017). Lors de son discours sur l'état de l'Union en 2013, Obama appelle à la hausse du salaire minimum à 9 \$ l'heure et à l'indexer à l'inflation⁴⁹. Toutefois, puisque les républicains contrôlent la Chambre des représentants en 2013 (et reprennent en plus le contrôle du Sénat après les élections de mi-mandat de 2014), toutes tentatives législatives à cet effet sont certaines d'échouer malgré un fort appui dans l'opinion publique⁵⁰ (Fletcher et Craighill, 2013). Faute de pouvoir hausser le salaire minimum fédéral, Obama incite les gouvernements étatiques à l'augmenter par leur propre initiative. Entre 2013 et 2016, dix-huit États et le District de Columbia haussent leur salaire minimum (Executive Office of the President, 2016).

En 2016, Clinton reconnaît la nécessité d'augmenter le salaire minimum fédéral et appuie les initiatives locales et étatiques ainsi que le mouvement « Fight for 15 » sans toutefois s'engager à une telle hausse (Ehrenfreund, 2016). Elle propose plutôt de l'augmenter à 12 \$ l'heure, ce qu'elle considère comme réaliste compte tenu de l'état des forces aux Congrès (Carroll, 2016) et une mesure mieux adaptée aux différentes réalités régionales des États-Unis (Ehrenfreund, 2016). La position de Clinton sur l'augmentation du salaire minimum s'inscrit directement en continuité avec Obama et plusieurs économistes libéraux qui craignent qu'une hausse supérieure à 12 \$ l'heure à l'échelle du pays provoque des pertes d'emploi (Ehrenfreund, 2016 ; Tankersley et Mui, 2015).

En mars 2015, Sanders tente sans succès d'introduire un amendement budgétaire afin d'augmenter le salaire minimum⁵¹ (Sanders, 2015). Un mois plus tard, lorsqu'il lance sa campagne électorale, Sanders fait de l'augmentation du salaire minimum une pièce maîtresse de son programme en matière de réduction des inégalités économiques. Il souligne l'insuffisance du pouvoir d'achat des travailleurs au salaire minimum qui, même lorsqu'ils détiennent un emploi à temps plein, ne sont pas en mesure de vivre au-dessus du seuil

⁴⁹ Cet appel à hausser le salaire minimum est un recul par rapport à sa proposition de 2008 (atteindre 9,50 \$ l'heure en 2011).

⁵⁰ En 2016, Tom Perez, secrétaire au travail sous Obama, affirme que l'impossibilité de hausser le salaire minimum est attribuable à l'obstruction législative systématique des républicains. Selon lui, les législateurs républicains votent à l'encontre de l'intérêt de leurs partisans — s'appuyant sur le fait que quatre États à tendance républicaine ont approuvé par voie référendaire l'augmentation du salaire minimum (Kasperkevic, 2016).

⁵¹ La portée de cette augmentation n'est pas spécifiée dans le texte de l'amendement et la proposition est rejetée (48 contre 52) (Sanders, 2015).

de la pauvreté. Par conséquent, il qualifie le salaire minimum de salaire de misère (« starving wage ») et affirme clairement son intention de hausser le salaire minimum à 15 \$ l'heure d'ici 2020 et de l'indexer à l'inflation, ce qui représente un salaire décent (« living wage ») à ses yeux (Sanders, 2016a).

En 2016, le débat au sujet de l'augmentation du salaire minimum concerne donc la portée et la faisabilité de cette mesure. En effet, la nécessité de hausser le salaire minimum fait pratiquement consensus chez les élus démocrates,⁵² mais on ne s'entend pas sur le montant auquel fixer ce salaire. Le constat est le même au sein de l'électorat : un sondage d'avril 2016 montre que les trois quarts des démocrates appuient la hausse du salaire minimum. Toutefois, 24 % d'entre eux préfèrent 12 \$ l'heure et 51 % appuient 15 \$ l'heure (Edwards-Levy, 2016). L'investiture démocrate de 2016 met explicitement en lumière ce débat puisque les deux candidats incarnent ces deux approches concurrentes.

2.2.3 La réforme du système d'imposition : « a real tax reform »

L'impôt est une source de revenus administrée par le gouvernement lui permettant de financer les services publics. Pour les particuliers, ce type d'impôt s'applique directement sur le salaire et les autres revenus comme les gains en capitaux (Kagan, 2020). En 1913, le Congrès ratifie le 16^e amendement pour permettre aux législateurs d'instaurer un impôt fédéral sur le revenu⁵³ (Desjardins, 2017). La réforme du système d'imposition relève donc des votes au Congrès et de la signature du président après ces mêmes votes au Congrès. Historiquement, les débats à ce sujet concernent surtout l'imposition des plus riches ou les réductions d'impôt pour la classe moyenne (Ballard-Rosa *et al.*, 2016). En 1950, l'imposition des plus riches atteint son point culminant alors que près de 70 % de leur revenu est imposé (Leonhardt, 2019). Kennedy est le premier président à militer pour une réduction des impôts, politiques qui sont par la suite au cœur des programmes de Reagan, W. Bush et Obama (Desjardins, 2017). Lors de l'investiture démocrate de 2016, Hillary Clinton et Bernie Sanders s'accordent sur la nécessité de réformer le système d'imposition en raison de sa trop grande générosité envers les plus riches. Les deux candidats souhaitent rendre le système fiscal plus progressif. L'idée d'un impôt progressif est basée sur la volonté de proportionnalité et se définit ainsi : « one in which the share of income paid in taxes rises with income (...) a tax system can be defined as

⁵² En avril 2015, le « Raise the Wage Act » (H.R.2150) est introduit à la Chambre des représentants afin d'augmenter le salaire minimum à 12 \$ l'heure sur une période de quatre ans (et de permettre au département du travail de déterminer une manière de l'augmenter annuellement). À la Chambre, 175 représentants démocrates appuient cette loi sur un total de 188. Cette dernière est introduite à la chambre haute du Congrès (S.1150) et trente-trois sénateurs démocrates l'appuient sur un total de 44 (Murray, 2015 ; Scott, 2015).

⁵³ Une première forme d'imposition est mise en place sous Abraham Lincoln, en 1862, afin de financer l'effort de guerre de l'Union (Desjardins, 2017).

progressive if after-tax income is more equally distributed than before-tax income (...) » (Piketty et Saez, 2007). En outre, un impôt progressif cherche à redistribuer plus équitablement la richesse.

Le programme de Clinton vise à accroître des revenus du gouvernement fédéral et de restaurer le principe d'équité du système d'imposition, afin que la classe moyenne ne paie pas plus d'impôt que la classe aisée. Pour ce faire, elle propose d'abolir les failles législatives qui profitent aux plus nantis et d'instaurer la règle Buffett⁵⁴, soit un impôt plancher de 30 % pour les revenus dépassant 1 million de \$ (Pomerleau et Schuyler, 2016). Clinton propose aussi de repenser la manière d'imposer les gains en capitaux afin d'inciter les investissements à long terme en créant des paliers d'imposition selon la période de détention des actifs. Les actifs détenus sur de plus longues périodes seraient moins lourdement imposés que les actifs détenus et revendus à court terme⁵⁵ (Auxier, 2016). Elle propose aussi de créer un nouveau palier pour les revenus dépassant 5 millions de \$ (qui seraient désormais imposés à 43,6 %) ainsi qu'un palier équivalent pour les gains en capitaux dépassant 5 millions de \$ (qui seraient désormais imposés à 24 %) (voir *Annexe C*). Selon la « Tax Foundation », cette réforme fiscale engendrerait près de 1,1 milliard de revenu sur dix ans, et les trois quarts de cette hausse proviendraient du 1 % des plus riches (Samuelson, 2016).

Pour répondre à l'accroissement des inégalités, Sanders propose une réforme substantielle afin de rendre l'impôt beaucoup plus progressif et redistributif. En outre, son plan fiscal se veut un moyen de rendre la charge fiscale plus équitable entre les divers paliers d'imposition, mais aussi de financer les mesures draconiennes qu'il souhaite mettre en place. Sa réforme de l'impôt est donc la pièce maîtresse de son ambitieux programme d'aide économique et sociale pour les moins nantis. Il propose d'augmenter l'impôt des particuliers de 2,2 % pour tous les paliers de revenu, ce qui est présenté comme une prime pour les soins de santé. Cette prime représente la seule hausse d'impôt pour le revenu des particuliers en deçà de 250 000 \$. Pour les revenus au-delà de 250 000 \$, Sanders propose quatre nouveaux paliers d'imposition, tandis que les gains en capitaux seraient imposés au même taux que les revenus ordinaires (voir *Annexe D*). Selon la « Tax Foundation », cette réforme fiscale générerait des revenus de près de 15,3 milliards de revenu sur dix ans (Cole et Greenberg, 2016).

⁵⁴ La règle Buffett, dont le nom vient du milliardaire Warren Buffett, est l'idée que les ménages ayant un revenu de plus de 1 million de \$ ne doivent pas payer moins d'impôt que les ménages de la classe moyenne.

⁵⁵ L'objectif est davantage de modifier le comportement individuel afin d'inciter les investisseurs à garder leurs actifs à plus long terme. Pour ce qui est des entreprises, Clinton souhaite qu'elles utilisent leur capital pour croître et créer de nouveaux emplois. En ce sens, le but n'est pas d'augmenter substantiellement les revenus du gouvernement (Auxier, 2016).

En outre, les deux candidats considèrent que la classe aisée ne paie pas une juste part d'impôt. Cependant, ils diffèrent sur la création de nouveaux paliers de revenus et le taux d'imposition. Bien que la réforme proposée par Clinton soit très progressiste, elle paraît plus conservatrice qu'elle ne l'est en réalité en raison de la radicalité du plan de Sanders (Tankersley, 2016).

2.3 La consolidation de la coalition progressiste

Le 12 juillet 2016, Bernie Sanders concède la victoire à Hillary Clinton et appuie officiellement sa candidature. Il achève sa campagne en rappelant l'importance des thèmes qu'il a martelés tout au long des primaires :

The profound lesson I have learned is that campaign is not about Hillary Clinton, Bernie Sanders or Donald Trump, this campaign is about the needs of the American people and addressing the very serious crises that we face. (Sanders, 2016b).

Clinton remporte l'investiture démocrate avec 55 % du vote populaire et 2842 délégués. De son côté, Sanders recueille 43 % du vote populaire et 1865 délégués. Un an et demi plus tôt, personne ne s'attendait à un duel électoral un tant soit peu compétitif⁵⁶.

2.3.1 Les primaires et les caucus de 2016

En mai 2015, la moyenne des sondages indique que Clinton dispose d'une imposante avance de 60 % d'appuis alors que Sanders ne récolte qu'un maigre 5% d'appuis. Mais les sondages se resserrent tranquillement au fil des semaines. À l'automne 2015, Clinton perd 7 % d'avance et Sanders récolte 21 % d'appuis (Bitecofer, 2018). Malgré un appui grandissant, Sanders tire toujours de l'arrière. Considéré comme inévitable perdant, il est assujéti à une couverture médiatique négative (Patterson, 2016). Cependant, sa performance lors du premier débat de l'investiture démocrate à la mi-octobre 2015 lui permet d'être davantage pris au sérieux par les médias.

Le 2 février 2016, à la veille des caucus de l'Iowa, les sondages donnent 4 % d'avance à Clinton. Elle remporte l'État, mais seulement par 0,2 %, soit la marge la plus serrée de l'histoire (RealClear Politics, 2016). Une semaine plus tard, Sanders remporte la primaire du New Hampshire par une avance de 22 %. Pour Sanders, ces résultats représentent un pied de nez à l'establishment démocrate. Les médias ne tardent

⁵⁶ Pour Nate Silver, les médias exagèrent la compétitivité de l'investiture démocrate de 2016. Avec une marge de 12 %, la victoire de Clinton aurait été considérée comme un raz-de-marée électoral dans le cadre d'une élection présidentielle. Il ajoute que si Sanders s'était retiré de la course plus tôt (comme les candidats en mauvaise position ont l'habitude de le faire), Clinton aurait fort probablement obtenu une marge de victoire plus grande (Silver, 2016).

pas à affirmer que l'investiture est hautement compétitive (Patterson, 2016). Toutefois, les deux États suivants — le Nevada et la Caroline du Sud — représentent un défi de taille pour Sanders en raison de la diversité ethnoculturelle de l'électorat démocrate. Clinton les remporte facilement, se dotant d'une avance de 26 délégués sur les 65 accumulés par Sanders. À l'approche du « Super Tuesday », où douze États et territoires ainsi que 878 délégués sont en jeu, Sanders se doit de faire bonne figure. Clinton gagne huit États ainsi que 519 délégués alors que Sanders arrache quatre États et 359 délégués. À ce moment, il lui est pratiquement impossible de rattraper Clinton en dépit des États qu'il remporte dans les jours suivants. La candidate remporte la majorité des États du Sud. Dès le 15 mars, elle dispose d'une avance de 309 délégués rendant sa victoire inévitable (Bitecofer, 2018). Plusieurs critiquent l'entêtement de Sanders à ne pas concéder la victoire à son opposante. Quelques observateurs comprennent toutefois que l'objectif de Sanders est d'avoir un ascendant sur la plateforme officielle du Parti démocrate (Dickinson, 2016 ; Obeidallah, 2016 ; Prokop, 2016, parmi d'autres).

2.3.2 La coalition progressiste : survol de l'électorat de Bernie Sanders

Les tendances électorales des quatre premiers États à tenir des élections se maintiennent au fil de l'investiture démocrate (Fertik, 2016). Ce faisant, les caucus de l'Iowa et les primaires du New Hampshire démontrent la popularité de Sanders au sein de l'électorat blanc. Les caucus du Nevada et la primaire de la Caroline du Sud confirment la popularité de Clinton chez les électeurs issus de communautés ethnoculturelles (Bitecofer, 2018). Ces tendances se transposent évidemment sur le plan géographique. Clinton fait des gains substantiels en nombre de délégués, même dans les États qu'elle perd, et domine le sud — du sud profond aux États pivots⁵⁷ — dont l'électorat démocrate est majoritairement composé de minorités ethnoculturelles. Elle remporte les trois quarts du vote des Afro-Américains démocrates alors que les électeurs démocrates blancs sont distribués presque également entre les deux candidats (Fertik, 2016). Les électeurs afro-américains démocrates favorisent la candidate selon un ratio de sept pour trois (Bitecofer, 2018). De son côté, Sanders s'illustre dans la région de la ceinture de rouille au Midwest et les États à tendance républicaine des plaines — démographiquement plus blancs que le reste des États-Unis. L'électorat de ces régions est plus conservateur sur les questions sociales. Par conséquent, l'insistance de Sanders sur le message économique peut être un élément qui a séduit cet électorat (Gillies, 2018). De surcroît, il fait bonne figure dans plusieurs États particulièrement libéraux du nord-ouest, où la proximité avec le Vermont et la notoriété du sénateur ont pu être un facteur de succès.

⁵⁷ Pour remporter la nomination démocrate, Sanders aurait dû remporter décisivement plusieurs États peuplés et majoritairement démocrates de la côte est et du nord-est (Fertik, 2016).

Par ailleurs, Clinton remporte le vote des électeurs dont le revenu est en deçà de 30 000 \$ et au deçà de 100 000 \$. Tous deux ont séduit presque également les démocrates ayant un revenu entre 30 000 et 50 000 \$ (Fertik, 2016). On observe également un tel écart lorsqu'on se penche sur le taux de diplomation. Clinton performe mieux chez les électeurs sans diplôme collégial et ceux avec un diplôme d'études supérieures alors que Sanders plaît davantage aux électeurs avec un diplôme collégial et universitaire (Fertik, 2016). Sur le plan générationnel, l'écart électoral entre les deux candidats est significatif. 70 % des électeurs âgés de 65 ans et plus ont voté Clinton alors que 72 % des électeurs de 17 à 29 ans ont voté Sanders (Fertik, 2016). On observe aussi cet écart générationnel chez les électeurs racisés. Sanders est presque aussi populaire que Clinton chez les électeurs de 18 à 44 ans issus des communautés ethnoculturelles. De leur côté, les électeurs racisés de 45 ans et plus votent massivement pour Clinton. Cet écart, bien que significatif, est moins important et constant chez les électeurs blancs de 45 ans et plus (Jordan, 2016). Pour ce qui est du facteur de la partisanerie, Sanders est particulièrement populaire chez les électeurs s'identifiant comme indépendants. Constituant environ le quart des électeurs enregistrés comme démocrates⁵⁸, les deux tiers ont voté pour Sanders (Fertik, 2016). La popularité de Sanders chez les jeunes et les indépendants suggère qu'un sentiment de déconnexion à l'égard des élites du Parti démocrate et, plus largement, de méfiance envers le gouvernement partagé par ces deux groupes, mobilisent ces électeurs (Dyck *et al.*, 2018 ; Fertik, 2016). Cet élément est d'ailleurs plus déterminant pour expliquer l'appui à Sanders que l'idéologie⁵⁹ (Dyck *et al.*, 2018). Au-delà de leur faible attache aux partis politiques, les jeunes et les indépendants sont plus enclins à concevoir le système économique et politique comme étant dysfonctionnel (Fertik, 2016) et à rejeter le Parti démocrate, perçu comme ne défendant plus leurs intérêts (Frank, 2016). Dans le même ordre d'idées, les électeurs démocrates s'étant sentis trahis ou déçus par la présidence d'Obama sont plus enclins à appuyer Sanders (Noel, 2016). Plusieurs d'entre eux soulignent la propension d'Obama à faire des compromis avec les législateurs républicains (Thompson, 2011) ce qui peut expliquer l'attrait pour la candidature plus idéologue de Sanders. En effet, les partisans de Sanders sont plus enclins à prendre position sur la base de leurs principes alors que les partisans de Clinton sont davantage prompts aux compromis. L'argument de Sanders se base sur le besoin d'intégrité alors que Clinton affirme que les compromis sont nécessaires pour réaliser les réformes (Noel, 2016).

⁵⁸ Il existe une différence entre l'inscription partisane sur les listes électorales (« registered by party affiliation ») et l'auto-identification partisane (« self-proclaimed »). Une majorité d'États oblige les électeurs à déclarer leur affiliation partisane (démocrate, républicain, indépendant ou autre). L'auto-identification partisane réfère généralement aux sondages qui demandent aux répondants de déclarer, de manière informelle, leur affiliation partisane.

⁵⁹ Ces électeurs méfiants sont plus enclins à voter pour un candidat de tiers parti (Hetherington, 2005), ce qui peut expliquer leur attrait pour la candidature de Sanders qui siège depuis 1991 comme indépendant au Congrès.

L'issue du processus de nomination présidentielle dépend de l'ampleur des coalitions qui s'opposent au sein des partis (Hortala-Vallve et Mueller, 2015). L'investiture démocrate de 2016 se solde par la nomination de Clinton qui recueille plus de 15,5 millions de suffrages contre 11,9 millions pour Sanders (Zitner *et al.*, 2016). Conséquemment, Clinton remporte l'investiture démocrate en raison de l'ampleur de la coalition électorale qu'elle réussit à assembler.

Conclusion

Les conséquences de la Grande Récession perdurent et ont un impact important au sein de l'opinion publique. À gauche, on considère que l'effet des mesures de reprises économiques est modeste et que la réforme « Dodd-Frank » est insuffisante pour réellement encadrer les institutions financières. Parallèlement, les inégalités sont à leur plus haut point et le niveau de vie d'une multitude d'Américains est en baisse. La colère générée par la perception d'iniquité et la perte de confiance envers le gouvernement motive des mouvements de contestations populaires de part et d'autre du spectre idéologique. À gauche, OWS critique l'économie dysfonctionnelle et injuste du pays et fait prendre conscience de la gravité des inégalités économiques. En outre, ce mouvement met au premier plan l'enjeu des inégalités et définit, sur le plan idéal, la faction progressiste du Parti démocrate. La campagne de Sanders en 2016 devient la continuité électorale logique d'OWS. En ce sens, son programme est éminemment subversif et cherche à rendre le système économique plus équitable. Il propose, entre autres, de hausser le salaire minimum à 15 \$ l'heure partout au pays et une réforme substantielle du système d'imposition afin de le rendre plus progressif et redistributif. Bien qu'il ne remporte pas la nomination démocrate, Sanders fait campagne sur un programme progressiste, soulève des enjeux saillants et démontre efficacement la popularité de plusieurs propositions qui étaient jadis considérées comme trop à gauche par l'establishment du parti. Les facteurs générationnels, ethnoculturels et partisans ont été particulièrement déterminants dans la victoire de Clinton, lui permettant ultimement d'assembler une coalition électorale majoritaire et de remporter la nomination démocrate. Néanmoins, d'autres variables jouent un rôle intermédiaire, mais déterminant, sur l'issue de l'investiture démocrate de 2016 et sont discutés dans le prochain chapitre.

CHAPITRE 3

L'AMPLEUR DE LA COALITION PROGRESSISTE ET LES VARIABLES EXTERNES : QUEL CHANGEMENT POUR LE PARTI DÉMOCRATE?

La Grande Récession, le mouvement OWS et la candidature de Bernie Sanders contribuent à la gauchisation du Parti démocrate. Néanmoins, d'autres facteurs, en l'apparence éloignés de notre sujet d'étude, ont un effet de ralentissement ou d'accélération sur la transformation du parti de 2007 à 2016. Dans ce troisième et dernier chapitre, il est question de l'ampleur de la coalition progressiste ainsi que des variables externes afin de déterminer le degré du changement au sein du Parti démocrate. L'ampleur de la coalition progressiste, au terme de l'investiture démocrate de 2016, a déjà été mise en exergue à la fin du second chapitre. Cela nous a permis de constater que la coalition progressiste n'a pas été en mesure de remporter la nomination démocrate en raison de l'étendue électorale de la coalition modérée de Clinton. Les variables externes définies par Sabatier et Jenkins-Smith (1993) sont mobilisées afin d'introduire les facteurs endogènes dans l'explication de la gauchisation du Parti démocrate et se divisent en deux catégories. Le premier type de variables est beaucoup plus stable dans le temps, tandis que le second type de variables est plus dynamique et changeant (ces dernières sont définies plus en détail ci-bas). Ces variables sont mises en relation avec la campagne de Sanders ainsi que l'augmentation du salaire minimum fédéral et la mise en place d'une réforme progressive du système fiscal. Pour terminer, le degré du changement au sein du Parti démocrate est évalué par l'entremise du niveau de généralité des idées défini par Schmidt (2011). Cette dernière étape permet de répondre à notre question de recherche initiale : quelle est la nature du changement idéologique au sein du Parti démocrate ?

3.1 Les variables de premier type

La première série de variables externes développées par Sabatier et Jenkins-Smith (1993) permet d'introduire « les facteurs — tel que la distribution des ressources naturelles, les valeurs culturelles fondamentales ou les règles constitutionnelles — qui restent relativement stables dans le temps, mais qui peuvent affecter les contraintes et les ressources des acteurs (...) » (Sabatier et Jenkins-Smith, 1993) dans notre explication de la gauchisation du Parti démocrate. Ces variables de premier type sont des « paramètres relativement stables » dans le temps et peuvent contraindre ou faciliter le changement (Sabatier, 1988). L'opérationnalisation de ces variables théoriques nous permet de les redéfinir en fonction de notre objet d'étude. Dans ce contexte précis, la distribution des ressources naturelles est plus justement définie par la

distribution des ressources de campagne lors de l'investiture démocrate de 2016. Les valeurs culturelles fondamentales correspondent aux particularités de la culture politique américaine en matière d'égalité. Finalement, les règles constitutionnelles équivalent aux règles et aux tendances propres au processus de nomination présidentielle.

3.1.1 Distribution des ressources de campagne

Les ressources de campagne sont un élément crucial pour les candidats présidentiels. Les campagnes électorales reposent sur ce processus stratégique qui vise à acquérir des ressources politiques et à les utiliser dans le but de remporter des votes (Bartels, 1985). Afin de mieux évaluer l'issue de l'investiture démocrate de 2016, cette partie est un examen de la distribution des ressources de campagne entre les deux candidats. Les ressources de campagne peuvent être de diverses natures. Nous en avons donc sélectionné trois types qui permettent de couvrir un large éventail de domaines importants dans le cadre d'une campagne électorale : la couverture médiatique, les fonds de campagne ainsi que les appuis officiels.

La couverture médiatique est un élément particulièrement important du paysage politique. Sur le plan électoral, les médias jouent un rôle de premier plan puisqu'ils sont « les canaux indispensables aux candidats pour rejoindre les électeurs ». Ils tendent à renforcer « la personnalisation des campagnes électorales », à simplifier les enjeux et les discours et peuvent avoir « des effets massifs et rapides, positifs ou négatifs, sur les candidats » (Corbo et Gagnon, 2016). En 2016, l'investiture républicaine fait l'objet d'une plus grande couverture médiatique que l'investiture démocrate. Cette disproportion nuit certainement à Sanders qui peine à attirer l'attention des médias et qui doit utiliser d'autres moyens pour attirer l'attention nationale (Patterson, 2016). Bien que les médias traitent sa campagne de manière plus positive que celle de Clinton (Patterson, 2016), elle fait l'objet des trois quarts de la couverture médiatique dédiée à l'investiture démocrate alors que Sanders n'en occupe que le quart (Denton Jr, 2017). Pour remédier à ce manque de visibilité dans les médias traditionnels, la campagne de Sanders développe une stratégie alternative par le biais des réseaux sociaux. Cette stratégie comporte plusieurs avantages. Elle lui permet de communiquer directement avec les électeurs, insister sur les enjeux et contrôler le message (autant la forme que le contenu) sans être filtré par les médias (Penney, 2017).

Le financement politique est une autre pièce maîtresse des campagnes électorales. Puisque le coût des campagnes électorales augmente rapidement depuis la moitié du 20^e siècle, le financement est une ressource indispensable même s'il n'est pas l'unique facteur déterminant l'issue de l'élection. Cependant, « devant l'explosion des dépenses [électorales], le risque d'une trop grande dépendance des candidats à leurs bailleurs de fonds est présent. » (Vallet, 2020) C'est en vertu de cette dépendance aux grands donateurs que Sanders

base sa campagne sur un modèle de financement différent de celui de Clinton. Il mise sur les microdons des électeurs plutôt que sur le financement des super comités d'action politique (« Super PACs »). En 2016, le comité de campagne de Sanders récolte 228 millions de \$ dont 58 % sont issus de dons en deçà de 200 \$. De son côté, le comité de campagne de Clinton amasse 205 millions de \$ dont 17 % sont issus de dons en deçà de 200 \$. Considérant que Clinton a tenu 516 activités de levée de fonds tandis que Sanders en a tenu seulement 5, la stratégie de Sanders a certainement démontré son efficacité puisqu'il a réussi à récolter plus de fonds de campagne que Clinton pendant les primaires. Toutefois, la candidate profite de bien plus d'argent provenant de groupes externes comme les comités d'action politique et les super comités d'action politique (« PACs »). Ces derniers ont dépensé plus de 10 millions de \$ en sa faveur tandis que les groupes externes en faveur de Sanders ont dépensé un peu moins de 5 millions de \$ (Stewart, 2016).

L'appui officiel des élus et des élites des partis joue également un rôle déterminant lors des primaires. Suivant la thèse de Cohen et al. (2008) dans l'ouvrage « The Party Decides », les élites de partis exercent un poids considérable sur la sélection du candidat présidentiel. L'appui d'élus à un candidat donné peut pousser d'autres élus à appuyer ce même candidat et directement influencer le comportement des électeurs en leur offrant des repères électoraux et en simplifiant leurs décisions. L'appui des élites de partis est donc bénéfique pour les candidats (Grossman et Helpman, 1999). Déjà à l'été 2015, une part significative de l'establishment démocrate appuie la candidature de Clinton (Noel, 2016). Les appuis officiels de Clinton proviennent de tous les segments idéologiques du parti alors que les quelques appuis officiels de Sanders proviennent des membres les plus idéologues (Noel, 2016). Au terme des primaires, 81 % des élus démocrates appuient un candidat et 94 % d'entre eux appuient Clinton (Cohen et al., 2016). Autrement dit, elle remporte facilement la « course aux appuis officiels » en profitant de l'appui de 168 représentants, 41 sénateurs et 15 gouverneurs. De son côté, Sanders obtient l'appui de seulement huit représentants et un seul sénateur (Bycoffe, 2015).

En somme, la distribution des ressources de campagne avantage incontestablement Clinton. Elle profite d'une couverture médiatique plus soutenue que Sanders et est largement appuyée par les élites du Parti démocrate. Même si Sanders récolte plus de fonds de campagne, Clinton profite tout de même de plus de dépenses des groupes externes que Sanders.

3.1.2 Culture politique américaine

La culture politique américaine est un système de croyances empiriques, de symboles et de valeurs qui définissent la manière dont devrait être menée la vie politique aux États-Unis (Patterson, 1968 ; Pye et Verba, 2015). Considérée comme moins changeante au fil du temps que les attitudes et les préférences (Steele et

Breznau, 2019), elle permet de mieux comprendre le regard que portent les Américains sur les inégalités de nature économique et les mesures de redistribution.

Deux notions centrales sont au cœur de la culture politique américaine : l'égalitarisme et l'individualisme. L'égalitarisme fait référence à la croyance que tous les hommes sont naturellement égaux. En des termes séculiers, cela signifie que tous les hommes ont des chances égales de prospérer en l'absence de hiérarchie sociale formelle (Kohls, 1984). La question de l'égalité économique est un trait récurrent de l'histoire politique américaine et est considérée par les Pères fondateurs comme une condition nécessaire à la vitalité de la République américaine (Wilentz, 2017). L'individualisme est, quant à lui, un principe et un idéal qui met l'accent sur la centralité de l'individu et de ses libertés (Kohls, 1984). Autrement dit, chaque individu possède une composante morale, politique et économique unique et est fondamentalement libre et souverain au sein de la société civile. Tout comme l'égalité économique, l'individualisme est un idéal sur lequel la vie politique et sociale américaine s'est bâtie (Daniels, 2011).

Ces deux notions évoluent en concomitance — et parfois en tension — selon le contexte historique. Au 20^e siècle, elles sont influencées par les théories économiques dominantes de l'époque, soit les théories keynésiennes ainsi que les théories néolibérales. À droite, on réinterprète l'individualisme de façon à justifier la poursuite inaliénable des intérêts individuels, du laissez-faire et d'une aversion pour l'intervention de l'État (ce qui n'est pas étranger au concept d'« individualisme sauvage ») (Daniels, 2011 ; Wilentz, 2017). Pour sa part, la gauche s'approprie plutôt un individualisme où les droits individuels priment sur tout, même la propriété privée (Wilentz, 2017). Quant à la notion d'égalitarisme, elle acquiert un sens nouveau vers les années 1920. Les inégalités sont comprises comme le résultat des forces du marché et non plus en lien avec les privilèges politiques exclusifs des plus nantis. Parallèlement, l'intervention du gouvernement devient l'instrument favori afin de promouvoir l'égalité économique. Cette conception de l'égalité économique établit les bases du « New Deal » et du rôle joué par le gouvernement après la crise de 1929. Dans les années 1950 et 1960, cet égalitarisme économique est intimement lié au mouvement pour les droits civiques et, plus encore, avec le programme de la « Great Society » (Wilentz, 2002). Toutefois, cette notion d'égalité, imbriquant égalité économique et égalité sociale, est accusée d'entretenir des bénéficiaires indignes de l'aide fédérale au détriment des plus nantis. La résistance des sudistes et la montée du conservatisme de Barry Goldwater — promouvant les politiques de laissez-faire, favorable au secteur privé, et un sentiment de crainte à l'égard du gouvernement — redonnent du lustre à la notion d'« individualisme sauvage ». L'égalité économique est ainsi déclassée en faveur d'une approche plus hiérarchique, soi-disant la véritable assise de la justice démocratique. L'« individualisme sauvage » devient alors un argument pour répudier l'égalité économique et décrire le rôle du gouvernement comme un frein

aux libertés individuelles (Wilentz, 2002). Dans ces conditions, l'égalité sociale supplante rapidement l'égalité économique (Wilentz, 2017), d'autant plus que sa conception, telle que comprise par la droite, prend un sens inverse. L'injustice découle dorénavant du fait que le gouvernement redistribue la richesse des plus riches aux plus pauvres (Wilentz, 2002). Dès lors, l'égalité n'est plus vue selon les résultats et se réoriente vers l'égalité du processus. Comprise comme une condition de départ et assurée par l'égalité des droits politiques, l'égalité orientée vers le processus est conjuguée à l'individualisme et à l'esprit de compétition. En ce sens, les inégalités se développent en aval et sont un résultat naturel d'une compétition des individus pour accéder à la mobilité sociale (Ellis, 1992) où la méritocratie détermine les « gagnants » (Littler, 2013). Ces notions d'égalité et d'individualisme sont véritablement implantées par la présidence Reagan et se traduisent par une stigmatisation de la pauvreté, de la syndicalisation et des groupes pour les droits civils (Wilentz, 2002). Même au sein du Parti démocrate, ces nouveaux sens d'égalité et d'individualisme, largement influencés par l'orthodoxie néolibérale, l'emportent.

Cette notion d'« individualisme sauvage » est bien ancrée dans la société américaine et est très présente au sein du Parti républicain (Wilson, 1997). Au sein du Parti démocrate, la notion d'égalité des chances et d'égalité sociale persiste également. Les tenants de l'égalité des chances sont moins portés à appuyer des mesures de redistribution, comme une réforme progressive de l'imposition ou encore l'augmentation du salaire minimum, que les tenants de l'égalité orientés vers le résultat (Wilson, 1997). Ces derniers considèrent ces mesures comme essentielles pour compenser les structures qui produisent des résultats inégaux. Toutefois, certains événements historiques majeurs modifient les perceptions, valeurs et croyances des Américains (Inglehart, 1990). Wilentz (2017) affirme que la crise de 2008 constitue un tel événement et a largement contribué à remettre de l'avant la notion d'égalitarisme économique. Au sein du Parti démocrate, cela se traduit par un appui grandissant pour l'égalité des résultats puisque la crise est perçue comme un événement ayant perturbé les chances économiques et ayant accru les inégalités. De plus, les jeunes (un électorat à forte tendance démocrate) tendent davantage à condamner les inégalités économiques et à appuyer une meilleure égalité des résultats que leurs pairs plus âgés (Wilson, 1997). Ces tendances permettent d'expliquer cette réémergence de l'égalitarisme économique orienté vers les résultats, qui est largement prôné par la coalition progressiste. Néanmoins, la culture politique américaine tend généralement à rendre les électeurs plus conservateurs lorsqu'il est question de la taille et du rôle du gouvernement, et libéraux lorsqu'il est question d'enjeux individuels (Grossmann et Hopkins, 2015).

3.1.3 Règles et particularités du processus de nomination démocrate

Les particularités et les règles du processus de nomination présidentielle réfèrent à la manière dont les partis politiques sélectionnent le candidat qui les représentera à l'élection générale. Le comité national démocrate

détermine les règles de l'investiture du parti, comme le calendrier des élections et le nombre de super délégués, tandis que les États déterminent le type d'élections tenues. Selon Sanders, certains éléments (antidémocratiques) du processus de nomination démocrate ont joué un rôle déterminant dans la sélection de Clinton. Malgré la démocratisation du processus, Sanders critique le rôle des super délégués (plus de détails ci-dessous) et affirme que l'investiture est truquée à l'avantage de son opposante. Il considère que les super délégués vont à l'encontre de la volonté populaire exprimée par des moyens démocratiques. Il souligne également les limites des primaires fermées qui empêchent les électeurs enregistrés comme indépendants de prendre part à la sélection d'un candidat.

Le processus moderne de nomination démocrate est le résultat d'une réforme visant à rendre la sélection plus démocratique. Avant 1968, ce processus n'accorde pas de rôle crucial aux électeurs et est caractérisé par un système de patronage contrôlé par les hauts placés du parti (Kamarck, 2016). À la suite de la convention démocrate chaotique de 1968, la commission McGovern-Fraser mène à une réforme du processus de nomination démocrate. Cette réforme transforme la nature du processus de la persuasion des élites vers la persuasion massive des électeurs (Polsby, 1983), circonscrit le système de patronage (Shafer, 1983) et permet de mieux représenter les factions intrapartisanes (Hortala-Vallve et Mueller, 2015). Autrement dit, grâce à cette réforme, les électeurs deviennent la force dominante de la sélection des candidats (Kamarck, 2016). Néanmoins, en 1984, une catégorie spéciale de délégués est créée pour permettre aux doyens du parti de délibérer sur la viabilité électorale des candidats. Cette catégorie de délégués non affiliés est appelée « super délégués » :

[They represent] the embodiment of the institutional Democratic Party – everyone from former presidents, congressional leaders and big-money fundraisers to mayors, labor leaders and longtime local party functionaries. (DeSilver, 2016)

Par conséquent, l'appui officiel des élites du parti se traduit la plupart du temps par l'appui des super délégués à la nomination (Bitecofer, 2018). Bien qu'ils ne jouent pas un rôle déterminant dans beaucoup d'investitures (Kamarck, 2016), ils peuvent exercer une influence à toutes les étapes du processus de nomination (Bitecofer, 2018). Alors que les super délégués représentent 15 % du total des délégués en 2016, Sanders et plusieurs observateurs (Kohn, 2016 ; Moore, 2017 ; Plotkin, 2016 ; entre autres) critiquent leur rôle et se plaignent que l'investiture est truquée (Kamarck, 2016) puisque l'écrasante majorité d'entre eux appuie Clinton. Contrairement à Obama en 2008, qui réussit à gagner l'appui de super délégués qui penchait pour Clinton, Sanders ne représente pas un candidat démocrate traditionnel. Il n'est pas considéré comme un « vrai » démocrate et prône des politiques publiques beaucoup plus à gauche qu'Obama. Pour les super délégués, tous ces facteurs minent sa viabilité électorale en vue de l'élection générale, et expliquent pourquoi

si peu d'entre eux sont enclins à l'appuyer (Bitecofer, 2018). En raison de l'attribution proportionnelle des délégués en fonction des résultats obtenus par les candidats aux caucus et primaires, l'investiture démocrate est beaucoup plus longue et semble davantage serrée qu'elle ne l'est en réalité (Silver, 2016). Par ailleurs, même sans l'appui des super délégués, Clinton remporte « la course aux délégués » dès la mi-mars (Bitecofer, 2018 ; Kamarck, 2016) tandis que Sanders aurait dû convaincre 390 super délégués pour espérer être nommé (Bitecofer, 2018). À l'issue de l'investiture, il obtient l'appui de 48 super délégués contre 602 pour Clinton.

Sanders critique également un autre élément du processus de nomination. Il estime que les primaires fermées⁶⁰ nuisent au processus démocratique parce que ce type de scrutin empêche le vote des électeurs enregistrés comme indépendants, un électorat auprès duquel Sanders est particulièrement populaire (Ceaser, 2017). D'un point de vue électoral, il est vrai que Sanders remporte moins de primaires fermées que Clinton. En effet, Clinton remporte quatre fois plus de primaires fermées que Sanders. Cependant, elle remporte aussi deux fois plus de primaires ouvertes. Ce sont plutôt les caucus qui avantagent Sanders, lui qui en remporte presque deux fois plus que Clinton (*voir Annexe E*). L'une des explications avancées pour expliquer les performances de Sanders dans les caucus souligne l'importance de l'enthousiasme de ses partisans. De surcroît, les États tenant des caucus en 2016 ont une population afro-américaine de 10 % ou moins — un électorat auprès duquel Sanders se distingue moins au cours de l'investiture démocrate (Enten, 2016). Au-delà de l'aspect électoral, la critique de Sanders cherche à promouvoir une plus grande participation des électeurs, peu importe leur affiliation partisane en ce qui a trait au processus de nomination présidentielle puisque de son point de vue, ce type de primaires écarte de potentiels électeurs démocrates.

En bref, les particularités et les règles du processus de nomination démocrate ont certainement influencé le résultat de l'investiture de 2016. Sanders critique deux éléments de ce système, soit le rôle des super délégués ainsi que les primaires fermées. Il estime que ces deux composantes affaiblissent la teneur démocratique du processus de nomination au détriment de sa candidature. Bien qu'il est difficile de déterminer si Sanders aurait été plus compétitif s'il y avait eu plus de primaires ouvertes et de caucus, nous

⁶⁰ Il existe deux grands types de primaires dont les particularités peuvent légèrement varier selon les États : ouvertes ou fermées. Les primaires ouvertes permettent aux électeurs de choisir, le jour même du scrutin, à quelles primaires de parti ils souhaitent participer. Les électeurs enregistrés comme indépendants peuvent également participer à la primaire du parti de leur choix. Les primaires fermées permettent seulement aux électeurs enregistrés dans un parti de participer à la primaire de ce même parti. Par conséquent, les électeurs indépendants ne sont pas autorisés à participer à ce type de primaires (Corbo et Gagnon, 2016).

pouvons affirmer qu'en l'absence des super délégués, Clinton était assurée de remporter la nomination dès la mi-mars.

En vertu des variables de premier type, Sanders n'a que très peu de chances de remporter l'investiture ou d'imposer sa vision de l'égalité au sein du Parti démocrate. La distribution des ressources de campagne avantage incontestablement Clinton. En effet, les candidats issus de l'establishment démocrate sont en meilleure position pour remporter les primaires en raison des ressources de campagne dont ils disposent et de leur notoriété (Schulman, 2016). Quant à la culture politique américaine, le sens des notions d'individualisme et l'égalitarisme évoluent en concomitance et en tension. D'un point de vue contemporain, l'« individualisme sauvage » et l'égalité sociale sont bien implantés et relèguent l'égalitarisme économique à l'arrière-plan. Néanmoins, la crise financière de 2008 refait émerger cette composante de l'égalité orientée vers les résultats qui est, par ailleurs, davantage soutenue par les jeunes Américains. Finalement, malgré la démocratisation du processus de nomination présidentielle dès 1972, Sanders ainsi que plusieurs observateurs considèrent que l'investiture de 2016 est truquée en raison de l'appui d'une écrasante majorité de super délégués à Clinton. Cela dit, même sans l'appui d'un seul super délégué, Clinton profite d'une confortable avance en nombre de délégués dès la mi-mars, ce qui lui assure la victoire, et Sanders, la défaite. Quant au type de scrutin, la critique de Sanders à l'égard des primaires fermées n'est pas fautive. En effet, une partie de l'électorat – potentiellement démocrate, mais enregistré comme indépendant – ne peut voter dans ce type de scrutin. Néanmoins, Sanders fait meilleure figure dans les caucus en raison de l'enthousiasme dont ont fait preuve ses partisans.

3.2 Variables de deuxième type

La seconde série de variables permet de se pencher sur « les changements qui se produisent dans les conditions socio-économiques, l'opinion publique [et] les partis politiques dominants » (Sabatier et Jenkins-Smith, 1993). Ces variables de deuxième type sont des « systèmes dynamiques » réactifs aux événements qui peuvent donc varier substantiellement au fil du temps et ainsi devenir des facteurs contraignant ou facilitant le changement (Sabatier, 1988). Comme pour la première série de variables, l'opérationnalisation de ces deuxièmes variables nous permet de les redéfinir en fonction de notre objet d'étude. Dans ce contexte, l'évolution des conditions socio-économiques aux États-Unis de 2009 à 2016 est étayée. Un portrait de l'opinion publique durant cette même période, en ce qui concerne la perception du système économique, des inégalités, de la hausse du salaire minimum ainsi que d'une réforme progressive de l'imposition, est

dressé. Pour terminer cette partie, les limites du bipartisme et la compétition électorale entre le Parti démocrate et le Parti républicain sont mises en exergue.

3.2.1 Évolution des conditions socio-économiques

Les conditions socio-économiques réfèrent à l'état social et économique d'un individu, d'un ménage, d'un groupe ou d'une classe sociale. Ces conditions sont intimement liées aux intérêts matériels et ont un impact sur les préférences politiques. Autrement dit, le statut socio-économique tend à conditionner l'appui pour des politiques redistributives : « those higher in the socioeconomic hierarchy are less likely to support redistributive policy because they have more to lose and less to gain from the policy » (Steele et Breznau, 2019). En théorie, l'accroissement des inégalités atteint un point où les classes sociales les moins privilégiées sont si insatisfaites de la distribution des ressources socio-économiques qu'elles militent activement contre les inégalités et votent en faveur d'un agenda, de partis politiques et de politiciens plus progressistes sur les questions économiques (Steele et Breznau, 2019).

En 2007, le taux de pauvreté aux États-Unis est de 12,5 %. Même après la fin de la Grande Récession, ce taux grimpe de 14,3 % en 2009 à 15 % en 2011. On constate une tendance similaire quant au revenu médian qui décroît de 4,1 % durant la Grande Récession et continue de baisser au même rythme de 2009 à 2011 (Kochhar, 2012). Le revenu médian revient à son taux précrise seulement à partir de 2016 (Statista, 2021). En calculant la différence entre les actifs et les dettes, le constat est similaire. Le ménage américain moyen encaisse une perte de richesse nette de 39 %, passant de 131 016 \$ en 2007 et de 79 431 \$ en 2010 (Kochhar, 2012). Même en 2020, le ménage américain moyen ne retrouve pas son taux de richesse net précrise (Horowitz *et al.*, 2020). Par ailleurs, il est largement admis qu'une « reprise économique sans emploi » a suivi la Grande Récession. Cela signifie que la reprise économique dans le secteur de l'emploi est plus lente que dans les autres secteurs et mène à un taux de chômage plus élevé et persistant (Visser, 2019). En septembre 2015, le taux de chômage atteint presque son niveau précrise, mais le sous-emploi reste encore plus élevé qu'avant la crise.

En outre, la Grande Récession divise la société américaine en deux groupes socio-économiques ayant vécu deux réalités économiques très différentes⁶¹. Pour 55 % d'Américains, la Grande Récession a apporté son lot de difficultés économiques. L'autre 45 % d'Américains est relativement épargné par ces difficultés

⁶¹ Le portrait démographique de ces deux groupes est intéressant. Les Américains plus âgés, les habitants de l'Est, des banlieues ainsi que milieux ruraux ont généralement été moins affectés par la crise. Les Américains plus jeunes, les habitants du Midwest, du Sud et de l'Ouest ainsi que les Américains habitants en ville ont été plus touchés par la crise. Les démocrates et les indépendants ont aussi été généralement plus affectés que les républicains (Morin, 2010).

(Morin, 2010). Malgré une baisse du taux de pauvreté et une augmentation des revenus en 2016, la part des Américains les plus pauvres a tout de même vu sa situation empirer. Le taux de pauvreté officiel est de 12,7 % en 2016 (représentant plus de 40 millions d'Américains) tandis que parmi les Américains les plus pauvres, le taux de pauvreté extrême atteint 45,6% - son plus haut niveau depuis 1996⁶² (Bialik, 2017). Théoriquement, la dépréciation des conditions socio-économiques d'une part significative d'Américains depuis la Grande Récession devrait se traduire par un appui grandissant pour des mesures de redistribution. Toutefois, pour que de telles mesures soient instituées, une condition précurseuse est nécessaire : l'opinion publique doit y être favorable (Steele et Breznau, 2019). Il peut arriver que des individus ou des groupes d'électeurs agissent de manière contraire à leurs propres intérêts matériels (Steele et Breznau, 2019). Néanmoins, il semble peu probable qu'un programme progressiste comme celui proposé par Sanders en 2016 ait récolté un tel appui avant la crise financière de 2008 et la Grande Récession.

3.2.2 Évolution de l'opinion publique

L'opinion publique réfère aux positions, attitudes et préférences d'une population donnée. L'opinion publique et les individus s'influencent l'un et l'autre. De plus, l'opinion publique a une incidence sur la mise en oeuvre de politiques publiques, sur les partis politiques et sur l'émergence de mouvements sociaux (Steele et Breznau, 2019). La thèse de classes — l'idée selon laquelle il existe une différence d'opinions entre les diverses strates socio-économiques — n'est pas solidement corroborée par les données empiriques (McCall et Manza, 2011). Bien qu'une majorité d'Américains est consciente de l'accroissement des inégalités, cela ne se traduit pas nécessairement par une hostilité à l'égard des plus nantis. Cela dit, des mesures de redistribution comme l'augmentation du salaire minimum et une réforme progressiste de l'imposition gagnent en popularité au sein de l'opinion publique à partir de 2013.

En avril 2008, juste avant que la récession ne se fasse véritablement sentir, 68 % des Américains affirment qu'il existait une distribution injuste de la richesse. Au plus fort de la crise financière, cette proportion baisse de 10% et se stabilise jusqu'en 2011 avant de légèrement augmenter jusqu'à 63% en 2015. 86% de l'électorat démocrate estime que la richesse doit être distribuée plus équitablement. La perception des Américains à l'égard de la distribution de la richesse est lourdement influencée par la partisanerie. Les démocrates — et dans une moindre mesure les indépendants — sont plus susceptibles de percevoir des injustices économiques que les républicains (Newport, 2015a). Cela dit, la perception à l'égard de l'accroissement des inégalités aux États-Unis est somme toute assez faible par rapport à la réalité. Par

⁶² Le taux de pauvreté extrême réfère aux individus ou aux ménages dont le revenu est inférieur à la moitié du seuil de pauvreté. Le taux de 2016 signifie que presque la moitié des individus en deçà du seuil de pauvreté se trouve en situation d'extrême pauvreté (Bialik, 2017).

ailleurs, 88 % des Américains admirent « ceux qui devenaient riches par le travail acharné » (Drake, 2013). La préoccupation du public américain à l'égard des inégalités relève donc davantage d'un sentiment d'iniquité et d'injustice (Pew Research Center, 2012) plutôt que d'un antagonisme de classes. Par conséquent, l'hostilité à l'égard des milliardaires explicitement présente dans le discours de Bernie Sanders ne semble pas être une position partagée par de nombreux Américains. Néanmoins, la perception d'un antagonisme de classes est plus importante chez les électeurs à tendance libérale et chez les indépendants (Morin, 2012), des électeurs davantage séduits par la campagne de Sanders en 2016.

Sur le plan de la hausse du salaire minimum et d'une réforme progressive du système d'imposition, on constate un appui majoritaire et en croissance au sein de l'opinion publique américaine. En 2013, les trois quarts des Américains sont en faveur de l'augmentation du salaire minimum fédéral à 9 \$ l'heure. Indexer le salaire minimum à l'inflation est légèrement moins populaire, mais, somme toute, perçu favorablement par 69 % des Américains (Dugan, 2013). Un sondage mené en 2014 démontre que 73% des Américains appuient l'augmentation du salaire minimum fédéral à 10,10 \$ l'heure (Drake, 2013). En 2016, une mince majorité d'Américains (51%) est en faveur de hausser le salaire minimum fédéral à 15\$ l'heure. Cependant, une plus lourde majorité préfère une approche régionale selon le coût de la vie (Suh, 2016). Quant à la fiscalité, de 2008 à 2011, le public est plus réticent à une « lourde imposition des riches ». Cependant, de 2013 à 2016, on constate qu'une étroite majorité d'Américains est en faveur d'une telle mesure (Newport, 2019). En 2013, 57 % des Américains considèrent que « les riches ne paient pas leur juste part d'impôt » (Doherty, 2013) tandis que cette proportion est de 60 % en 2015 (Pew Research Center, 2019). Alors que ces données tendent à démontrer que les Américains sont particulièrement séduits par l'idée de plus lourdement imposer les plus riches, ils sont toutefois hésitants lorsque les questions de sondages sont plus précises et réfèrent explicitement à des taux d'imposition (Barnes, 2015 ; Newport, 2019). Quelles que soient les raisons expliquant qu'une réforme progressive de l'imposition ou l'augmentation fédérale du salaire minimum n'est pas mise en place, ces données démontrent qu'une écrasante majorité d'Américains est en faveur d'une telle mesure. En outre, le Parti démocrate est incontestablement plus en phase avec la volonté du public en ce qui a trait à la redistribution (Newport, 2016), particulièrement aux réformes d'imposition ainsi qu'à l'augmentation du salaire minimum.

Les données de sondage démontrent qu'entre 2001 et 2015, 17 % de l'électorat démocrate s'est gauchisé. En 2015, un démocrate sur cinq s'identifie comme « libéral » sur les questions sociales tandis que le quart se considère libéral autant sur les questions sociales qu'économiques (Newport, 2015b). L'électorat démocrate reste beaucoup plus « libéral » sur les questions sociales et modéré sur les questions économiques. On constate toutefois qu'une part grandissante de démocrates adopte des positions plus « libérales » sur les

questions économiques . Plusieurs sondages démontrent que l'électorat démocrate est en faveur de politiques publiques considérées comme trop à gauche par l'establishment du parti (Tomasky, 2014) et suggèrent donc que l'électorat des primaires de 2016 est plus susceptible d'adhérer à des positions progressistes qu'auparavant (Newport, 2015b). En ce sens, la candidature de Sanders n'aurait pas été aussi populaire en 2012 (ou avant) puisque le terrain politique n'était pas prêt pour une campagne aussi progressiste (Bitecofer, 2018). Néanmoins, l'attrait pour la candidature de Sanders a peut-être été limité parce que l'électorat démocrate de 2016 demeure plus « libéral » sur les questions sociales que sur les questions économiques (Newport, 2015b).

3.2.3 Bipartisme, tiers parti et coalition dominante

Le bipartisme est une donnée fondamentale du système politique américain qui produit un duopole du pouvoir partagé entre le Parti démocrate et le Parti républicain. Autrement dit, seulement ces deux formations politiques peuvent véritablement s'échanger le pouvoir au sein des institutions fédérales⁶³ (Corbo et Gagnon, 2016).

À gauche, certains reprochent à Sanders d'avoir investi le Parti démocrate, plutôt qu'un tiers parti — notamment puisqu'il est indépendant. Or, il est largement admis que le bipartisme représente un obstacle important pour les tiers partis. D'une part, les deux partis dominants sont plus crédibles auprès des électeurs, jouissent d'une large couverture médiatique et disposent d'un système de financement bien établi (Disch, 2002). D'autre part, plusieurs contraintes institutionnelles empêchent les tiers partis de réellement s'illustrer lors d'une élection présidentielle⁶⁴ — par exemple, la difficulté à s'assurer d'être inscrit sur les bulletins de vote dans les cinquante États (Gautney, 2018). Par conséquent, des candidats qui auraient pu faire campagne pour un tiers parti choisissent stratégiquement d'investir un parti majeur afin d'être davantage pris au sérieux (Dyck *et al.*, 2018) et pour éviter de diviser le vote (Gautney, 2018). De surcroît, Sanders n'aurait pas eu autant d'impact sur la politique américaine s'il avait décidé de faire campagne pour un tiers parti (Fertik, 2016). Le « phénomène Sanders » aurait peut-être été davantage ignoré par les médias (Rehmann, 2016). Cela dit, ceux-ci auraient sans doute abordé le risque d'une division du vote démocrate entre Clinton et Sanders à l'élection générale, un peu comme cela a été le cas entre Al Gore et Ralph Nader en 2000. Pour

⁶³ Disch (2002) définit le bipartisme comme un système de croyance et de règles ainsi qu'une idéologie façonnant un sens commun qui accorde aux deux partis politiques une domination incontestée et aux tiers partis un statut d'échec inévitable en raison de la nature des choses.

⁶⁴ Les tiers partis sont généralement considérés comme des éléments perturbateurs de l'ordre établi qui n'ont aucune chance de l'emporter. Par exemple, les candidats de tiers parti plus à gauche sont souvent perçus comme divisant le vote et ayant un impact négatif sur le Parti démocrate (Gallagher, 2016).

Sanders, faire campagne en tant que démocrate est donc une nécessité pour être pris au sérieux et disséminer ses idées le plus possible.

Par ailleurs, après avoir remporté la présidence et les deux chambres du Congrès en 2008, le Parti démocrate n'est pas en mesure de dominer les institutions fédérales dans les élections subséquentes. Lors des élections de mi-mandat de 2010, les républicains reprennent le contrôle de la Chambre des représentants et le conservent jusqu'en 2018. Ils prennent aussi le contrôle du Sénat lors des élections de 2016, en plus de faire élire leur candidat à la présidence. En ce sens, les gains républicains au Congrès expliquent, en partie, pourquoi les démocrates ne réussissent pas à augmenter le salaire minimum ou de réformer le système d'imposition après 2010. De plus, suivant la conclusion de notre analyse de la coalition électorale de Sanders (chapitre 2), la coalition progressiste n'est pas en mesure de devenir majoritaire et de remporter l'investiture du Parti démocrate de 2016. Elle atteint tout de même une ampleur non négligeable, permettant de mettre en lumière une lutte intrapartisane révélatrice de la gauchisation du parti.

En bref, les variables de deuxième type permettent de mieux comprendre pourquoi la candidature de Sanders génère un tel engouement en 2016, sans toutefois lui permettre de remporter l'investiture démocrate. Les conditions socio-économiques, qui se dégradent depuis la crise financière de 2008, auraient théoriquement dû mener à un large appui pour des mesures de redistribution. Les données de sondage démontrent effectivement qu'une partie croissante de l'opinion publique se préoccupe par l'augmentation des inégalités. La majorité de l'électorat démocrate estime que cet enjeu est très problématique. Quant aux mesures de redistribution, une majorité d'Américains appuie l'augmentation du salaire minimum et une réforme progressive de l'impôt. Ces données démontrent que les positions du Parti démocrate reflètent mieux la volonté de l'opinion publique que les positions du Parti républicain. Par ailleurs, 17 % de l'électorat démocrate se gauchise depuis 2001 et une part grandissante de cet électorat adopte des positions plus à gauche sur les questions économiques. Ces tendances peuvent expliquer pourquoi la candidature de Sanders a galvanisé un segment de l'électorat démocrate en 2016, sans toutefois être en mesure de lui assurer la victoire. Cela dit, Clinton propose une plateforme assez représentative des positions de l'électorat démocrate moyen qui se positionne plus à gauche sur les questions sociales que sur les questions économiques. Finalement, le bipartisme et les contraintes qu'il impose sur les tiers partis expliquent pourquoi Sanders fait campagne pour le Parti démocrate en dépit de son statut d'indépendant. En faisant campagne pour un tiers parti, il n'y aurait pas eu de « phénomène Sanders ». Par ailleurs, les gains électoraux du Parti républicain à

partir de 2010 expliquent en partie pourquoi le Parti démocrate n'a pas haussé le salaire minimum ou réformé le système fiscal.

3.3 De la grande transformation?

Précipitée par la Grande Récession et le mouvement OWS, la campagne de Bernie Sanders en 2016 et ses positions progressistes ont eu une ascendance sur le Parti démocrate, et ce, malgré la défaite du sénateur vermontois. Cette partie permet de faire un bilan sur la nature de ce changement. Le niveau de généralité des idées défini par Schmidt (2011) se révèle utile afin de déterminer si ce changement est de l'ordre des politiques publiques, programmatiques ou encore philosophiques. Tel que mentionné ci-haut, un changement d'idées de politique publique est plus rapide et ciblé. Il concerne généralement un élément précis, par exemple la création d'un nouvel impôt sur la fortune. Un changement programmatique réfère à l'abandon d'un ensemble d'idées cohérentes pour un nouvel ensemble dans un secteur de politique publique donné, comme une réforme substantielle du système fiscal. Un changement philosophique est plus lent et fondamental et relève d'un changement de valeurs et de principes moraux, de croyances ou encore d'idéologies, soit un ensemble profond d'idées structurantes. Un tel changement prend la forme d'un changement de paradigme, dont la création de nouveaux programmes sociaux par exemple (Schmidt 2011).

3.3.1 Les idées de politiques publiques : impact sur la plateforme démocrate de 2016

La plateforme démocrate de 2016 reflète un parti beaucoup plus à gauche qu'en 2012 et représente la plateforme la plus à gauche depuis plusieurs décennies⁶⁵ (Downie, 2016a ; Vanden Heuvel, 2016 ; Wagner, 2016). Considérant l'écart entre les positions de Clinton au début de l'investiture et la plateforme finale du parti, il est évident que Sanders y est pour quelque chose. Il a efficacement diffusé ses idées sur le plan électoral (Gillies, 2018), cadré les débats durant l'investiture et démontré un appétit pour des politiques publiques campées à gauche (Downie, 2016b). Il force également Clinton à aborder des enjeux qu'elle aurait autrement ignorés et à gauchiser certaines positions (Noel, 2016) notamment sur la réforme du système de justice, l'immigration, le droit de vote, le droit des minorités sexuelles et de genre (Lenchner, 2015), les accords de commerce (Bendle *et al.*, 2018 ; Fertik, 2016) et l'augmentation du salaire minimum

⁶⁵ Bien que la plateforme du parti ne représente pas un document coercitif obligeant le candidat à mettre en place les politiques publiques qui y sont décrites, elle représente les idéaux, les principes et les objectifs du parti (Sargent, 2016). Par ailleurs, la plateforme démocrate de 2020 est encore plus à gauche que celle de 2016 (et le rôle de Sanders dans sa rédaction encore plus évident) ce qui renforce davantage l'argumentaire selon lequel le Parti démocrate se gauchise (et que Sanders a joué un rôle dans ce changement idéologique).

fédéral⁶⁶ (Fertik, 2016). En fin de compte, la plateforme du parti inclut de nombreuses propositions progressistes dont la hausse du salaire minimum à 15 \$ l'heure et l'augmentation de l'imposition sur les plus hauts revenus (Democratic Platform Committee, 2016). Néanmoins, cette plateforme ne représente pas un changement programmatique en soi puisque seulement certains éléments progressistes y sont incorporés plutôt que l'ensemble des idées progressistes.

Bien que la plateforme du parti n'engage en rien un candidat présidentiel, elle représente l'ébauche des objectifs du parti. Par ailleurs, la plateforme démocrate de 2016 est le produit de compromis entre le camp Clinton et le camp Sanders. Durant l'élection générale, Sanders affirme que le statut et le pouvoir de négociation qu'il a acquis lui serviraient à « exiger que le Parti démocrate mette en œuvre cette plateforme » (Wagner, 2016). Lui et d'autres élus progressistes se préparaient à faire pression sur Clinton par la gauche si elle devenait présidente. Ils se préparaient notamment à proposer une loi pour augmenter le salaire minimum fédéral à 15 \$ l'heure (Wagner, 2016). Par conséquent, si Clinton avait remporté la présidence, Sanders aurait probablement eu un levier de négociation plus fort pour gauchiser le parti⁶⁷. De surcroît, si les démocrates avaient fait des gains substantiels au Sénat et à la Chambre des représentants, tout porte à croire que le parti serait encore plus à gauche aujourd'hui. Cependant, le contexte électoral et institutionnel freine la mise en place de telles politiques. Autrement dit, la victoire de Donald Trump et les gains du Parti républicain au Congrès relèguent le Parti démocrate au statut d'opposition. En dépit de pouvoir entreprendre des réformes majeures, le Parti démocrate résiste à l'agenda politique des républicains. Néanmoins, le message de Sanders a réussi à devenir un élément central que le Parti démocrate ne peut plus ignorer (Gillies, 2018).

3.3.2 Les idées programmatiques : candidats et programmes progressistes

Sur le plan des idées programmatiques, le changement se fait davantage sentir dans les années ultérieures. Après l'investiture de 2016, l'engouement pour la plateforme de Sanders laisse présager l'éclosion d'organisations progressistes ainsi que de nouveaux candidats qui cherchent à se faire élire sur des plateformes progressistes en dépit de plateformes modérées (Fertik, 2016). La campagne de Sanders mène effectivement à la création de plusieurs organisations progressistes comme « Our Revolution » et « Justice Democrats » dont l'objectif est d'appuyer et de soutenir des candidats progressistes (Outridge, 2020). En

⁶⁶ Toutefois, Clinton reste campée sur plusieurs positions. Elle refuse notamment d'appuyer un moratoire sur la fracturation hydraulique, la création d'un système universel de santé à payeur unique ou encore une approche différente en matière de politique étrangère (Editorial Board, 2016).

⁶⁷ Certains auteurs considèrent que la victoire de Trump représente une meilleure opportunité pour l'aile progressiste d'affecter le Parti démocrate en raison du déficit de leadership que cette défaite représente (Uetrict, 2017).

2018, «Our Revolution» appuie 106 candidats à tous les paliers de gouvernement. 58 d'entre eux remportent leur élection — dont huit représentants au Congrès (Cohen et Talpin, 2017). En 2020, ces groupes progressistes appuient 100 candidats — 95 candidats pour le Congrès et 5 candidats pour la présidence (Outridge, 2020). Ces candidats progressistes font campagne en proposant des plateformes très similaires à celle de Sanders — prônant l'adoption de Medicare-For-All, l'annulation des dettes étudiantes ou encore l'augmentation du salaire minimum à 15 \$ l'heure. La candidature de Sanders a directement inspiré plusieurs de ces candidats démocrates (Stewart, 2019), considérés comme « super progressistes »⁶⁸ (Bacon Jr, 2019).

Ce changement programmatique ne touche toutefois qu'une frange du Parti démocrate encore minoritaire et marginale. L'aile modérée reste majoritaire au sein du Parti démocrate, même après les victoires progressistes de 2018. En effet, 27 % des candidats se déclarant progressistes remportent leur primaire contre 35 % pour les candidats modérés (Podkul, 2018). De plus, les candidats progressistes dans des districts à tendance républicaine n'obtiennent pas de résultats électoraux convaincants (Fertik, 2019 ; Podkul, 2018). Dès lors, la majorité de ces candidats progressistes remplacent des élus modérés, mais assez libéraux⁶⁹. En ce sens, le comportement du Parti démocrate à la Chambre des représentants ne risque pas de changer drastiquement à court terme (Podkul, 2018). À plus long terme, la mobilisation d'électeurs et le recrutement de nouveaux candidats progressistes vont certainement contribuer à la gauchisation du parti. En ce sens, tout porte à croire que la gauchisation du Parti démocrate au sein du Congrès — si elle se poursuit — se fera principalement par le remplacement plutôt que par la conversion idéologique (Herrera, 1995). Toutefois, cette gauchisation idéologique risque d'être moins rapide en l'absence d'un candidat présidentiel qui représente à la fois un leader idéologique et le chef du parti (Podkul, 2018).

Quant à l'investiture du parti en 2020, il semble qu'un certain processus de conversion idéologique peut expliquer que plusieurs candidats adoptent des positions similaires à celles de Sanders. Le premier débat de l'investiture démocrate de 2020 démontre que plusieurs positions (autrefois considérées comme trop à gauche) sont dorénavant partagées par plusieurs candidats (Bergengruen et Elliott, 2019). Sur le plan du salaire minimum, vingt et un candidats (sur un total de vingt-huit) appuient une augmentation fédérale à 15 \$ l'heure ainsi que son indexation à l'inflation. Même des candidats plus modérés comme Joe Biden et

⁶⁸ Bacon Jr (2019) considère que l'aile super progressiste se démarque des progressistes comme Sanders puisque les représentants de cette frange adoptent des positions très à gauche sur les questions économiques, mais aussi sur les questions sociales, identitaires et culturelles.

⁶⁹ Par ailleurs, dans les districts à tendance républicaine, davantage de démocrates modérés ont remporté leur élection grâce à leur centrisme idéologique. À court terme, le remplacement de sièges républicains par des démocrates modérés ne risque pas de gauchiser le Parti démocrate (Podkul, 2018).

Amy Klobuchar appuie cette mesure et se positionnent plus à gauche que Clinton en 2016 (Rainey, 2020). Cependant, il faut nuancer l'appui pour la hausse du salaire minimum à 15 \$ l'heure puisqu'en quatre ans, le pouvoir d'achat des Américains a décliné, rendant une telle hausse d'autant plus nécessaire et pressante. Cela dit, un seul candidat propose de l'augmenter à 12 \$ l'heure tandis que d'autres n'ont pas déclaré de position précise⁷⁰. Quant à une réforme de l'imposition, tous les candidats s'accordent sur la nécessité d'augmenter les revenus du gouvernement en imposant plus lourdement les riches. Malgré des désaccords sur les paliers et les taux d'imposition, treize candidats proposent d'augmenter l'impôt sur les gains en capitaux et les cinq candidats les plus sérieux souhaitent imposer les gains en capitaux au même taux que les revenus issus du travail (BallotPedia, s.d. ; Faler *et al.*, 2020 ; Pressman, 2020) — ce que Clinton n'a pas proposé en 2016. De plus, neuf d'entre eux (sur un total de vingt-huit) suggèrent de créer un impôt spécial sur la richesse (Faler *et al.*, 2020). En outre, la majorité des candidats à l'investiture démocrate de 2020 s'accorde sur la nécessité de mettre un terme à la faible imposition des gains en capitaux qui est trop souvent exploitée comme échappatoire fiscale et qui représente un vecteur d'inégalités. Autrefois considérée comme une manière de stimuler les investissements dans le secteur privé, cette position largement partagée par les candidats représente une rupture vis-à-vis de « l'orthodoxie du libre marché » (Tankersley, 2020). Néanmoins, il n'existe pas de consensus en ce qui concerne la définition fiscale des « riches » et à quelle hauteur ils doivent contribuer à l'impôt. Même si les candidats diffèrent sur ces questions, tous partagent ce même constat : les inégalités atteignent des proportions encore plus graves qu'en 2016 et les plus nantis doivent impérativement payer leur juste part afin de mettre en place des programmes sociaux plus élaborés pour les Américains dans le besoin.

3.3.3 Les idées philosophiques : changement de paradigme?

Sur le plan du changement philosophique, plus profond et lent que les deux autres ordres d'idées, le bilan est moins perceptible. Douze ans après la crise financière et quatre ans après la campagne de Sanders, le Parti démocrate ne semble pas avoir complètement abandonné le paradigme néolibéral pour adopter un nouvel ensemble de valeurs, de principes moraux et de croyances. Par conséquent, un changement idéologique profond et restructurant n'est pas manifeste. La force avec laquelle le paradigme néolibéral s'est implanté aux États-Unis, autant dans les instances de pouvoir que dans le monde économique, rend évidemment un tel changement plus difficile. Néanmoins, un segment du parti tend à adopter des idées philosophiques à tendance keynésienne qui offrent un pilier idéologique à leurs idées de politiques publiques et programmatiques. À cet effet, les élections de mi-mandat de 2018 et l'investiture démocrate de 2020

⁷⁰ À cet effet, Andrew Yang se démarque des autres candidats des primaires démocrates de 2020. Il préfère laisser les États augmenter leur salaire minimum plutôt que de l'augmenter à l'échelle nationale. En contrepartie, il propose de créer un revenu de base universel de 1000\$ par mois pour les citoyens américains de 18 ans et plus.

démontrent que le Parti démocrate est en effervescence, que de nouvelles idées tendent à émerger et que les candidats modérés se gauchisent devant la force croissante de l'aile progressiste. Ceci étant dit, cet ordre de changement est beaucoup plus lent. Un tel changement peut donc être en train de se produire même si les observateurs en parlent peu, et pourrait se révéler lors d'une élection présidentielle future par exemple. Un tel changement peut prendre la forme d'un abandon de principes néolibéraux au profit d'un retour au keynésianisme, guidant les normes idéologiques sur lesquelles le parti base son programme.

Historiquement, le Parti démocrate a adhéré au paradigme keynésien et cette période dominée par la coalition du New Deal représente l'âge d'or du parti. Le président Franklin Delano Roosevelt a largement été crédité pour le ralliement autour des principes keynésien et leurs mises en application. Néanmoins, un tel changement de paradigme n'aurait pas été possible sans le contexte de la crise économique de 1929 ainsi que le lègue politique de ses prédécesseurs de l'ère progressiste. Ce contexte et le lègue de ces politiciens ont permis de constituer la coalition dominante du New Deal. Ayant longtemps adhéré au paradigme keynésien, un tel changement philosophique serait un retour à cet ensemble de valeurs, de principes moraux et de croyances tandis que l'adhésion des démocrates au paradigme néolibéral représenterait un interlude dans l'évolution idéologique du parti. Autrement dit, cela représenterait un retour du balancier idéologique qui oscille entre le paradigme keynésien et le paradigme néolibéral.

Dans cette optique, en tant qu'entrepreneur politique, Bernie Sanders a permis de recadrer les débats au sein du Parti démocrate et de paver la voie à un futur candidat progressiste en mesure de reprendre le flambeau et mettre en œuvre un changement philosophique au sein du parti à l'image de celui effectué par Roosevelt. De surcroît, l'importance du contexte dans un tel changement idéologique laisse croire qu'en vertu de l'augmentation des inégalités économiques et des nombreux problèmes socio-économiques affligeant les États-Unis, un retour au paradigme keynésien pourrait être inévitable. Si la crise financière de 2008 a permis de remettre en question le paradigme néolibéral, une autre crise – comme celle de la pandémie de COVID-19 – pourrait engendrer un réel retour au paradigme keynésien, à condition qu'il y ait un porte-étendard capable mettre en œuvre un tel changement.

Conclusion

Alors que la Grande Récession, le mouvement OWS et la campagne de Bernie Sanders contribuent à gauchiser le Parti démocrate, les variables externes (Sabatier et Jenkins-Smith, 1993) permettent de mieux comprendre l'ampleur et la nature du changement idéologique au sein du parti. La première série de variables étudiées nous permet de comprendre les limites de la candidature de Sanders et de son programme

progressiste. En tant que favorite, Clinton profite de ressources de campagne beaucoup plus importantes que Sanders. Quant à la culture politique américaine, même si l'« individualisme sauvage » acquiert une place prépondérante aux États-Unis au fil du temps, l'égalité économique est remise de l'avant par la crise de 2008 et trouve écho chez un segment du Parti démocrate en faveur de la candidature de Sanders. En ce qui concerne les règles du processus de nomination présidentielle, il est clair que même en l'absence de super délégués, Clinton était presque assurée de remporter la nomination dès la mi-mars.

La seconde série de variables nous permet de comprendre en quoi les conditions socio-économiques et l'opinion publique créent un contexte favorable pour la campagne et le programme de Sanders. En effet, la baisse des revenus, la perte de richesse, l'augmentation du taux de pauvreté et la reprise économique sans emploi façonnent la perception des Américains à l'égard du système économique. La majorité de l'opinion publique estime que le système économique est injuste, est consciente de l'exacerbation des inégalités et est favorable à des mesures de redistribution. Finalement, le bipartisme et la compétition électorale démontrent pourquoi Sanders a impérativement dû faire campagne pour le Parti démocrate pour avoir un réel impact et pourquoi la hausse du salaire minimum et une réforme progressiste de l'impôt ne sont pas mises en oeuvre entre 2007 et 2016.

En outre, on constate que Sanders exerce un ascendant sur la plateforme officielle du Parti démocrate en 2016. Il pousse Clinton et le parti à adopter des positions plus à gauche et conformes aux désirs de l'aile progressiste. Toutefois, il n'est pas possible de les instituer puisqu'après 2016, le Parti démocrate se retrouve en position de faiblesse au sein des institutions fédérales, au Congrès notamment. Sur le plan programmatique, dès 2018, plusieurs candidats se présentent aux élections de mi-mandat en proposant un programme similaire à celui de Sanders. Bien que ces candidats « super progressistes » restent minoritaires, cela démontre que la campagne de Sanders en 2016 ouvre la voie à de nouvelles candidatures de gauche qui permettent d'élargir l'aile progressiste au Congrès. Finalement, sur le plan des idées philosophiques, il est difficile d'affirmer qu'un changement est survenu entre 2007 et 2016 puisque ces idées évoluent sur de longues périodes.

Bien qu'il semble y avoir un désengagement de plus en plus évident et profond vis-à-vis du paradigme néolibéral au sein d'un segment du Parti démocrate, il ne semble pas y avoir un abandon complet de ce paradigme. Toutefois, un tel changement pourrait devenir perceptible dans une élection présidentielle prochaine, d'autant plus que le contexte de la pandémie exacerbe les inégalités. Nous pouvons cependant conclure que le Parti démocrate fait l'objet d'un changement d'idées de politiques publiques et qu'un segment minoritaire du parti adhère à un changement programmatique soutenu par des idées philosophiques keynésiennes.

CONCLUSION

Depuis 2016, la campagne de Bernie Sanders est largement considérée comme la principale force motrice de la « gauchisation » du Parti démocrate. Les données du projet « Voteview » confirment cette évolution idéologique. Elles démontrent que le parti s'est gauchisé de 0,05 point du 111^e Congrès (2009-2011) au 114^e Congrès (2015-2017). Néanmoins, la réorientation idéologique des démocrates précède la campagne de Sanders. Cela suggère que si le sénateur du Vermont contribue en partie à la gauchisation du Parti démocrate, d'autres facteurs ont également influencé cette réorientation idéologique. Ce mémoire cherche à expliquer la « gauchisation » du Parti démocrate de 2007 à 2016 en prenant en compte les événements et les facteurs propres au contexte américain. À l'aide d'une approche qualitative inspirée du traçage de processus (« process tracing »), ce mémoire propose d'étendre la réflexion sur la transformation du parti démocrate à des variables qualitatives peu traitées dans la littérature scientifique et dans la couverture médiatique de la politique américaine, qui tendent à attribuer à Sanders la majeure responsabilité du phénomène.

Comme nous l'avons vu dans ce mémoire, la crise financière de 2008 ainsi que la Grande Récession représentent un moment critique qui introduit un débat concernant le paradigme néolibéral. Ce moment critique a des conséquences socio-économiques significatives pour la population américaine et exacerbe les inégalités économiques. Les mesures du gouvernement en réponse à la crise – notamment le TARP, l'ARRA et la réforme « Dodd-Frank » - sont jugées injustes, modestes et lacunaires. À gauche, cela contribue à une remise en question du paradigme néolibéral et au regain de popularité du paradigme keynésien. Cependant, l'administration Obama préfère une approche pragmatique à un changement paradigmatique. La persistance du marasme économique entraîne un sentiment de colère au sein de la population américaine qui prend la forme de mouvements sociaux déterminés à changer les choses. À gauche, le mouvement OWS fait prendre conscience de la gravité des inégalités économiques et définit, sur le plan idéal, la faction progressiste du Parti démocrate. Bernie Sanders devient un entrepreneur politique et entame sa course pour l'investiture démocrate de 2016 comme campagne de persuasion afin de consolider une coalition dominante et remporter la nomination du parti. Devenant la continuité électorale logique d'OWS, Sanders propose un programme progressiste – comprenant notamment la hausse du salaire minimum fédéral à 15\$ l'heure et une réforme fiscale progressive. Bien qu'il ne remporte pas la nomination démocrate, sa campagne démontre la popularité de ses positions très à gauche et a un impact sur l'idéologie du parti. L'ampleur de la coalition progressiste de Sanders et les variables externes susmentionnées déterminent la nature du changement, soit de politiques publiques, programmatiques ou philosophiques. L'ampleur de la coalition progressiste n'a pas permis à Sanders de remporter l'investiture du parti. Les variables de premier type ont un effet de ralentissement tandis que les variables de deuxième type ont un effet facilitant la « gauchisation » du parti.

Sur le plan des idées de politiques publiques, la plateforme démocrate de 2016 démontre que Sanders force Clinton à gauchiser plusieurs de ses positions, notamment sur la hausse du salaire minimum. Sur le plan des idées programmatiques, on constate que la campagne de Sanders ouvre la voie, lors des élections de mi-mandat de 2018, à plusieurs candidats progressistes qui font campagne en adoptant un programme très similaire à celui du sénateur vermontois. Ce changement programmatique ne touche donc qu'un segment du Parti démocrate, mais démontre toutefois un engouement pour de telles positions et un possible processus de remplacement qui pourrait gauchiser le parti au Congrès à plus long terme. Finalement, sur le plan philosophique, on ne peut conclure à l'adoption d'un nouvel ensemble de valeurs, principes moraux et croyances largement partagé par les membres du parti. Néanmoins, un tel changement pourrait se produire à plus long terme et se révéler au grand jour lors d'une élection présidentielle à venir. De plus, le contexte de la pandémie et la crise économique qui l'accompagne exacerbent les inégalités et pourraient justifier un retour au paradigme keynésien.

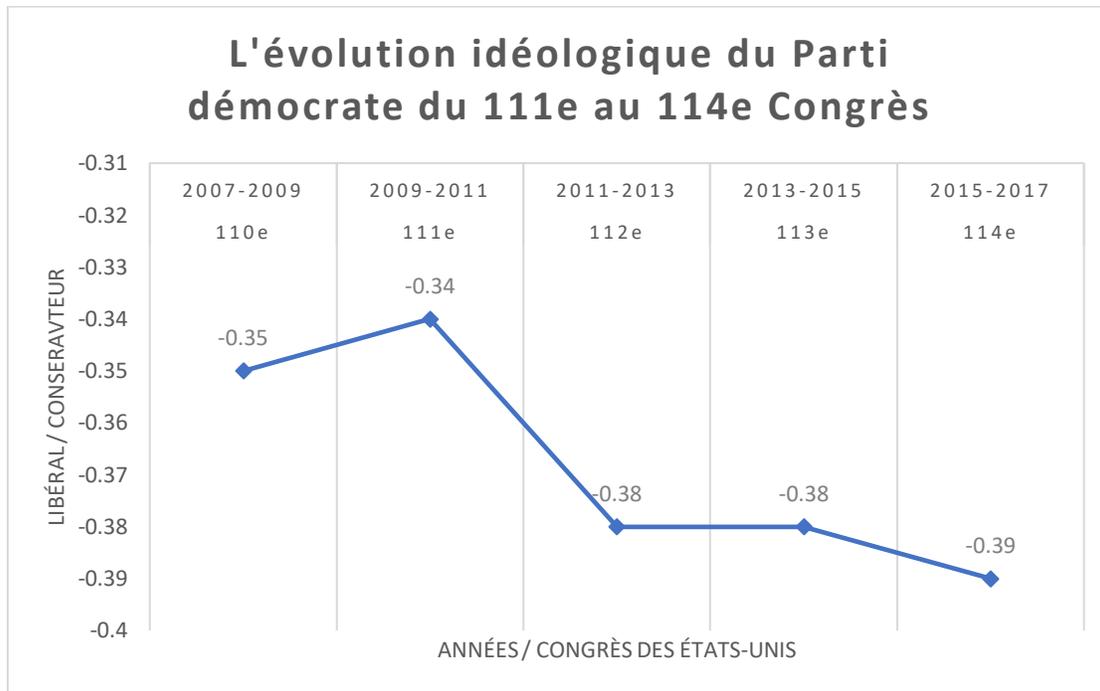
Contrairement à sa campagne de 2016, Bernie Sanders débute sa campagne de 2020 dans le peloton de tête. Toutefois, il se démarque moins qu'en 2016 puisque plusieurs candidats adoptent des positions similaires aux siennes, démontrant explicitement la diffusion de ses idées progressistes au sein du parti (Nwanevu, 2019). Sanders suspend sa campagne le 8 avril 2020 et annonce, quelques jours plus tard, appuyer officiellement Joe Biden (Gambino, 2020). Possédant beaucoup d'expérience et de notoriété, Joe Biden remporte la nomination démocrate. Bien qu'idéologiquement modéré, Biden est plus réceptif aux demandes de l'aile progressiste que l'a été Clinton en 2016. En mai 2020, il annonce la formation de six groupes de travail conjoints appelés « Biden-Sanders Unity Task Force » qui se penchent sur l'économie, l'éducation, les changements climatiques, la justice pénale, l'immigration ainsi que les soins de santé. Pour Sanders, cet acte représente « un mouvement significatif de la part de l'équipe de Biden » tandis que pour Biden ce travail conjoint aide à « construire une plateforme audacieuse et transformatrice pour [le Parti démocrate et les États-Unis] » (Detrow, 2020). Le document de plus de cent pages publié en juin 2020 recommande notamment l'augmentation à 15\$ l'heure du salaire minimum à l'échelle du pays et une réforme « du système d'imposition pour le rendre plus progressif et équitable » (Biden-Sanders Unity Task Force Recommendations, 2020).

Après la victoire de Biden à l'élection générale, le président élu envisage de nommer Sanders comme secrétaire au travail. Toutefois, il préfère ne pas risquer la fragile majorité démocrate au Sénat en nommant Sanders, ce qui aurait pour effet de forcer la tenue d'une élection spéciale au Vermont. En effet, puisque les deux partis contrôlent chacun cinquante sièges au Sénat, en cas d'égalité, la vice-présidente Kamala Harris devient le vote clef (Durkee, 2021). Perdre un seul siège démocrate signifie perdre la majorité au Sénat.

Néanmoins, Sanders devient président du comité budgétaire du Sénat, un rôle particulièrement important puisque ce comité rédige les plans budgétaires du Congrès en plus de contrôler la mise en application des règles relativement aux dépenses, aux revenus et au budget fédéral (U.S. Senate Committee On The Budget, s.d.). En outre, ce rôle donne à Sanders le pouvoir de forcer la main du président sur l'étendue des impôts et des dépenses du gouvernement fédéral (Rappeport et Tankersley, 2021) et d'utiliser la « réconciliation budgétaire », une procédure permettant d'outrepasser les menaces d'obstruction législative (comme le « filibuster ») en adoptant un projet de loi à la majorité simple. À la tête du comité sur le budget, Sanders joue un rôle de premier plan dans l'élaboration du plan d'aide économique relatif à la COVID-19. Si ce dernier tente d'y inclure l'augmentation du salaire minimum à 15\$ l'heure (sur une période de cinq ans), cette mesure est écartée, car non conforme aux règlements de la « réconciliation budgétaire » (Cochrane, 2021). Il estime néanmoins ceci : « [this] is the most significant piece of legislation for working families that Congress has passed in many, many decades. » (Woodruff, 2021)

En six ans, Bernie Sanders passe d'un sénateur méconnu et dont la campagne pour l'investiture démocrate est considérée comme perdue d'avance au statut d'un des principaux leader au sein du Parti démocrate. Ce dernier a acquis un pouvoir d'influence significatif qu'il n'hésite pas à utiliser pour mettre en oeuvre son agenda progressiste. Même s'il n'a pas réalisé la révolution politique qu'il promettait lors des présidentielles de 2016 et de 2020, Sanders a certainement catalysé un mouvement et des forces progressistes qui auront un ascendant sur le Parti démocrate bien au-delà de sa carrière politique.

ANNEXE A
L'ÉVOLUTION IDÉOLOGIQUE DU PARTI DÉMOCRATE DU 111E AU 114E
CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS ⁷¹



Données importées de : Voteview Blog. « Voteview », 2020. <https://voteview.com/parties/all>.

⁷¹ Le projet Vote View quantifie le score idéologique du Parti démocrate en agréant le score idéologique médian de ses membres au Congrès et l'échelle idéologique libéral/conservateur. Un score de +1 représente un conservatisme « parfait » tandis qu'un score de -1 représente un libéralisme « parfait » (Voteview, 2020).

ANNEXE B

LA NÉBULEUSE DU CHANGEMENT DE POLITIQUES PUBLIQUES

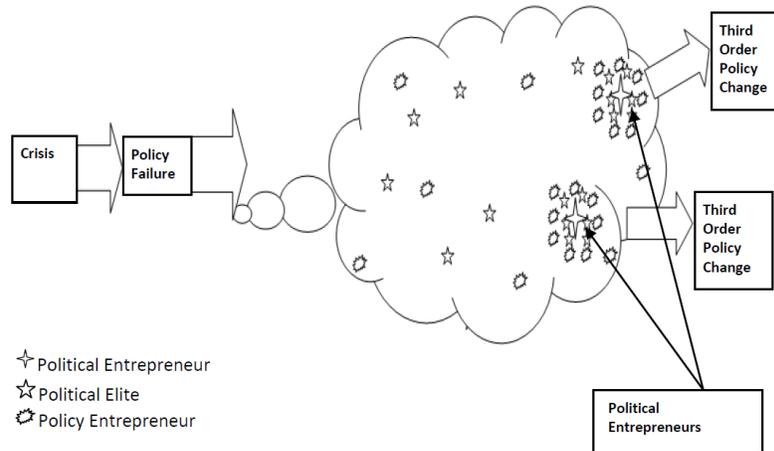


Figure 1. The Policy Change Nebula

Source: Hogan, John, et Sharon Feeney. « Crisis and Policy Change: The Role of the Political Entrepreneur ». Risk, Hazards & Crisis in Public Policy 3, no 2 (21 janvier 2012): p.4.

ANNEXE C
TAUX ET PALIERS D'IMPOSITION DU PLAN FISCAL PROPOSÉ PAR HILLARY
CLINTON EN 2016

Table 1.

Table 1. Tax Brackets under Hillary Clinton's Tax Plan

Ordinary Income	Capital Gains and Dividends	Single Filers	Married Filers	Head of Household
10%	0%	\$0 to \$9,275	\$0 to \$18,550	\$0 to \$13,250
15%	0%	\$9,275 to \$37,650	\$18,550 to \$75,300	\$13,250 to \$50,400
25%	15%	\$37,650 to \$91,150	\$75,300 to \$151,900	\$50,400 to \$130,150
28%	15%	\$91,150 to \$190,150	\$151,900 to \$231,450	\$130,150 to \$210,800
33%	15%	\$190,150 to \$413,350	\$231,450 to \$413,350	\$210,800 to \$413,350
35%	15%	\$413,350 to \$415,050	\$413,350 to \$466,950	\$413,350 to \$441,000
39.6%	20%	\$415,050 to \$5 million	\$466,950 to \$5 million	\$441,000 to \$5 million
43.6%	24%	\$5 million and above	\$5 million and above	\$5 million and above

Source : Pomerleau, Kyle, et Michael Schuyler. « Details and Analysis of Hillary Clinton's Tax Proposals ». *Tax Foundation*, n° 496 (janvier 2016): p.7.

ANNEXE D
TAUX ET PALIERS D'IMPOSITION DU PLAN FISCAL PROPOSÉ PAR BERNIE SANDERS EN 2016

Table 1.

Individual Income Tax Brackets under Senator Bernie Sanders's Tax Plan

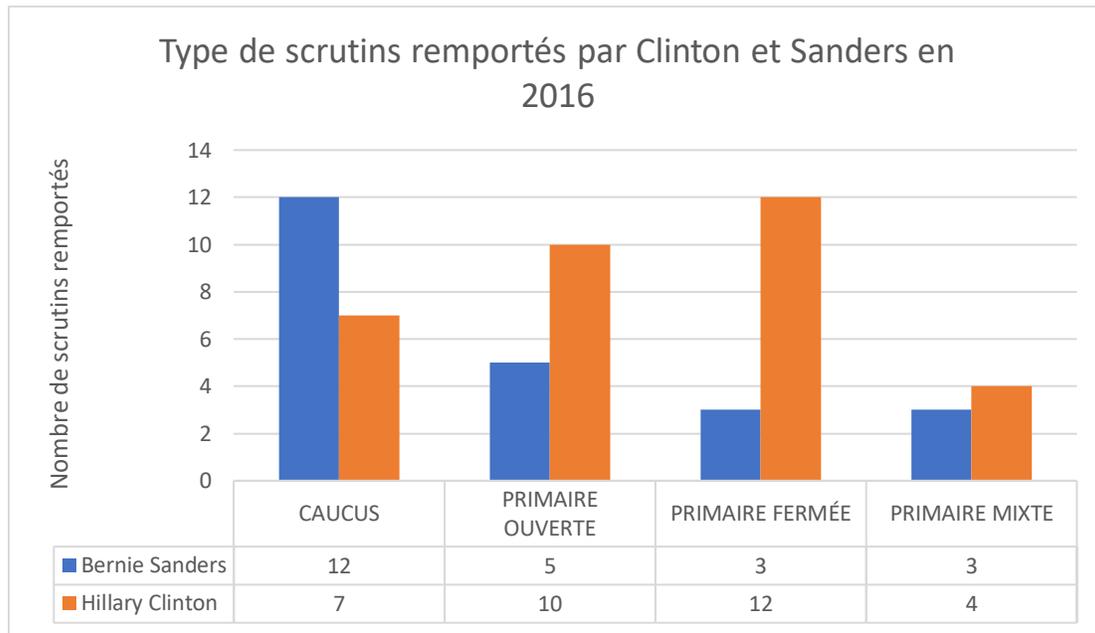
Ordinary Income	Capital Gains and Dividends	Single Filers	Married Filers	Heads of Household
12.2%	2.2%	\$0 to \$9,275	\$0 to \$18,550	\$0 to \$13,250
17.2%	2.2%	\$9,275 to \$37,650	\$18,550 to \$75,300	\$13,250 to \$50,400
27.2%	17.2%	\$37,650 to \$91,150	\$75,300 to \$151,900	\$50,400 to \$130,150
30.2%	17.2%	\$91,150 to \$190,150	\$151,900 to \$231,450	\$130,150 to \$210,800
35.2%	17.2%	\$190,150 to \$250,000	\$231,450 to \$250,000	\$210,800 to \$250,000
39.2%	39.2%	\$250,000 to \$500,000	\$250,000 to \$500,000	\$250,000 to \$500,000
45.2%	45.2%	\$500,000 to \$2,000,000	\$500,000 to \$2,000,000	\$500,000 to \$2,000,000
50.2%	50.2%	\$2,000,000 to \$10,000,000	\$2,000,000 to \$10,000,000	\$2,000,000 to \$10,000,000
54.2%	54.2%	\$10,000,000 and up	\$10,000,000 and up	\$10,000,000 and up

Note: The bracket thresholds above are based on 2016 parameters.

Source: Cole, Alan, et Scott Greenberg. « Details and Analysis of Senator Bernie Sanders's Tax Plan ». *Tax Foundation*, n° 498 (janvier 2016): p.8.

ANNEXE E

TYPE DE SCRUTINS REMPORTÉS PAR SANDERS ET CLINTON DURANT L'INVESTITURE DÉMOCRATE DE 2016



Données importées de : Andrews, Wilson, Kitty Bennett, et Alicia Parlapiano. « 2016 Delegate Count and Primary Results ». The New York Times, 5 juillet 2016.
<https://www.nytimes.com/interactive/2016/us/elections/primary-calendar-and-results.html>.

BIBLIOGRAPHIE

- Adams, K. D. (2009). Homeownership: American Dream or Illusion of Empowerment? *South Carolina Law Review*, 60(3), 573-616.
- Albo, G., Gindin, S. et Panitch, L. (2010). *In and Out of Crisis: the Global Financial Meltdown and Left Alternatives*. Oakland : PM Press. Récupéré de <http://qut.eplib.com.au/patron/FullRecord.aspx?p=487617>
- Auxier, R. C. (2016, 26 juillet). Clinton wants to change capital gains taxes. Dans *Tax Policy Center*. Récupéré de <https://www.taxpolicycenter.org/taxvox/clinton-wants-change-capital-gains-taxes>
- Bacon Jr, P. (2019, 11 mars). The Six Wings Of The Democratic Party. *FiveThirtyEight*. Récupéré de <https://fivethirtyeight.com/features/the-six-wings-of-the-democratic-party/>
- Ballard-Rosa, C., Martin, L. et Scheve, K. (2016). The Structure of American Income Tax Policy Preferences. *The Journal of Politics*, 79(1), 1-16. doi: 10.1086/687324
- BallotPedia. (s.d.). 2020 presidential candidates on taxes [Encyclopédie]. Dans *Ballotpedia*. Récupéré de https://ballotpedia.org/2020_presidential_candidates_on_taxes
- Baumann, N. (2008, 26 septembre). Five Alternative Bailout Plans. Dans *Mother Jones*. Récupéré de <https://www.motherjones.com/politics/2008/09/five-alternative-bailout-plans/>
- Béland, D. (2006). What Ownership Society? Debating Housing and Social Security Reform in the United States. *Social and Economic Dimensions of an Aging Population (SEDAP)*, (150), 39.
- Bendle, N., Ryoo, J. et Nastasoïu, A. (2018). The 2016 US Primaries: Parties and Candidates in a World of Big Data. Dans J. Gillies (dir.), *Political Marketing in the 2016 U.S. Presidential Election* (p. 65-80). Cham : Springer International Publishing. doi: 10.1007/978-3-319-59345-6_5
- Bergengruen, V. et Elliott, P. (2019, 27 juin). 2020 Democratic Debate Shows Party Becoming More Progressive. *Time Magazine*. Récupéré de <https://time.com/5615488/2020-democratic-debate-progressives/>
- Bernanke: Markets are « working well ». (2007, 28 février). Dans *CNN Money*. Récupéré de https://money.cnn.com/2007/02/28/news/economy/bernanke/index.htm?section=money_latest
- Bernstein, J. (2019, 18 février). Lessons from the Recovery Act on its 10-year anniversary - The Washington Post. Dans *The Washington Post*. Récupéré de <https://www.washingtonpost.com/outlook/2019/02/18/lessons-recovery-act-its-year-anniversary/>
- Bialik, K. (2017, 6 octobre). Poorest Americans lost more ground in 2016. *Pew Research Center*. Récupéré de <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/10/06/americans-deepest-in-poverty-lost-more-ground-in-2016/>
- Biden-Sanders Unity Task Force Recommendations*. (2020, 8 juin). Récupéré de <https://joebiden.com/wp-content/uploads/2020/08/UNITY-TASK-FORCE-RECOMMENDATIONS.pdf>
- Bihl, A. (2011). L'idéologie néolibérale. *Semen*, (30), 43-56. doi: 10.4000/semen.8960

- Bitecofer, R. (2018). The 2016 Presidential Nominations. Dans R. Bitecofer, *The Unprecedented 2016 Presidential Election* (p. 31-38). Cham : Springer International Publishing. doi: 10.1007/978-3-319-61976-7_3
- Brooks, C. et Manza, J. (2013). A Broken Public? Americans' Responses to the Great Recession. *American Sociological Review*, 78(5), 727-748. doi: 10.1177/0003122413498255
- Bujon, A.-L. (2016). « Fous de rage »: La politique américaine à bout de nerfs. *Esprit*, (423 (3/4)), 84-93.
- Burgess, J., De Ruyter, A., Waring, P. et Warnecke, T. (2007, 13 décembre). *The minimum wage in three neo-liberal settings: understanding the rationale and the processes* [Conférence]. Conférence communication présentée au 100 Years of the Minimum Wage'conference, London School of Economics, Londres.
- Carroll, L. (2016, 15 avril). PolitiFact | Does Hillary Clinton want a \$15 or \$12 minimum wage? Dans *Politifact - The Poynter Institute*. Récupéré de <https://www.politifact.com/factchecks/2016/apr/15/bernie-sanders/does-hillary-clinton-want-15-or-12-minimum-wage/>
- Cassidy, J. (2015, 13 avril). Hillary Clinton and the Democrats' Inequality Agenda | The New Yorker. Dans *The New Yorker*. Récupéré de <https://www.newyorker.com/news/john-cassidy/hillary-clinton-and-the-democrats-inequality-agenda>
- Chozick, A. (2015, 13 juillet). Hillary Clinton Offers Her Vision of a 'Fairness Economy' to Close the Income Gap - The New York Times. Dans *The New York Times*. Récupéré de <https://www.nytimes.com/2015/07/14/us/politics/hillary-clinton-offers-her-vision-of-a-fairness-economy-to-close-the-income-gap.html>
- Cochrane, E. (2021, 27 février). Top Senate Official Disqualifies Minimum Wage From Stimulus Plan - The New York Times. Dans *The New York Times*. Récupéré de <https://www.nytimes.com/2021/02/25/us/politics/federal-minimum-wage.html>
- Cohen, J. et Talpin, J. (2017). Face à Trump, quel avenir pour la gauche aux États-Unis ? *Mouvements*, n° 89(1), 131-141.
- Cole, A. et Greenberg, S. (2016). Details and Analysis of Senator Bernie Sanders's Tax Plan. *Tax Foundation*, (498), 8.
- Congressional Oversight Panel 111th Congress. (2009, 14 janvier). *Modernizing America's Financial Regulatory Structure* [Audiences Publiques](S. HRG. 111-8). Washington D.C.
- Corbo, C., Gagnon, F. et Desbiens, A. (2016). *Les États-Unis d'Amérique: les institutions politiques* (Quatrième édition mise à jour et augmentée). Québec (Québec) : Septentrion.
- Danziger, S. (2013). Evaluating the Effects of the Great Recession. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 650(1), 6-24. doi: 10.1177/0002716213500454
- Democratic Platform Committee. (2016, 8 juillet). *2016 Democratic Party Platform*. Récupéré de https://democrats.org/wp-content/uploads/2018/10/2016_DNC_Platform.pdf
- Desjardins, L. (2017, 12 septembre). America's long, complicated history with tax reform. Dans *PBS NewsHour*. Récupéré de <https://www.pbs.org/newshour/politics/americas-long-complicated-history-tax-reform>

- Detrow, S. (2019, 18 décembre). « The Speech »: How Sanders' 2010 Filibuster Elevated His Progressive Profile. Dans *NPR.org*. Récupéré de <https://www.npr.org/2019/12/18/788896525/the-speech-how-sanders-2010-filibuster-elevated-his-progressive-profile>
- Detrow, S. (2020, 8 juillet). Democratic Task Forces Deliver Biden A Blueprint For A Progressive Presidency. Dans *NPR*. Récupéré de <https://www.npr.org/2020/07/08/889189235/democratic-task-forces-deliver-biden-a-blueprint-for-a-progressive-presidency>
- Dickinson, M. (2016, 12 mai). What Does Bernie Want? *Presidential Power*. Récupéré de <https://sites.middlebury.edu/presidentialpower/2016/05/12/what-does-bernie-want/>
- Dimaggio, A. R. et Street, P. (2011). Occupy Wall Street, Mass Media and Progressive Change in the Tea Party Era. *Economic and Political Weekly*, 46(47), 10-5.
- DiSalvo, D. (2012). *Engines of change: party factions in American politics, 1868-2010*. New York : Oxford University Press.
- Disch, L. J. (2002). *The tyranny of the two-party system*. New York : Columbia University Press.
- Dostaler, G. (2009). Les chemins sinueux de la pensée économique libérale. *L'Economie politique*, n° 44(4), 42-64.
- Dovere, E.-I. (2016, 12 mars). Sanders had big ideas but little impact on Capitol Hill - POLITICO Back Button Search Icon Filter Icon Arrow. Dans *POLITICO*. Récupéré de <https://www.politico.com/story/2016/03/bernies-record-220508>
- Downie, J. (2016a, 7 juillet). The Democratic platform is far more liberal than four years ago. Here's why that matters. Dans *Washington Post*.
- Downie, J. (2016b, 26 octobre). Of course Bernie Sanders should pressure Clinton from the left. Here's why. ; Using his newfound influence simply makes sense for Sanders -- and actually could help Clinton in the long run. Dans *Washington Post*. Récupéré de <https://global-factiva-com.proxy3.library.mcgill.ca/redirect/default.aspx?P=sa&NS=16&AID=9MCG000500&an=WPCOM00020161026ecaq006bu&cat=a&ep=ASI>
- Dudzić, M. et Reed Jr, A. (2015). THE CRISIS OF LABOUR AND THE LEFT IN THE UNITED STATES. *Socialist Register*, 25.
- Dufour, M. et Orhangazi, Ö. (2014). Capitalism, Crisis, and Class: The United States Economy after the 2008 Financial Crisis. *Review of Radical Political Economics*, 46(4), 461-472. doi: 10.1177/0486613414537981
- Durkee, A. (2021, 8 janvier). Biden Didn't Give Bernie Sanders Cabinet Spot Because Of Fear Democrats Could Lose Senate. Dans *Forbes*. Récupéré de <https://www.forbes.com/sites/alisondurkee/2021/01/08/biden-didnt-give-bernie-sanders-cabinet-spot-because-of-fear-democrats-could-lose-senate/>
- Dyck, J. J., Pearson-Merkowitz, S. et Coates, M. (2018). Primary Distrust: Political Distrust and Support for the Insurgent Candidacies of Donald Trump and Bernie Sanders in the 2016 Primary. *PS: Political Science & Politics*, 51(02), 351-357. doi: 10.1017/S1049096517002505
- E. Patterson, T. (2016, 13 juin). Pre-Primary News Coverage of the 2016 Presidential Race: Trump's Rise, Sanders' Emergence, Clinton's Struggle. *Shorenstein Center*. Récupéré de <https://shorensteincenter.org/pre-primary-news-coverage-2016-trump-clinton-sanders/>

- Earle, T. C. (2009). Trust, Confidence, and the 2008 Global Financial Crisis. *Risk Analysis*, 29(6), 785-792. doi: 10.1111/j.1539-6924.2009.01230.x
- Editorial Board. (2016, 16 juillet). The Democratic platform is really a win for Ms. Clinton, not Mr. Sanders. Dans *Washington Post*. Récupéré de <https://global-factiva-com.proxy3.library.mcgill.ca/redirect/default.aspx?P=sa&NS=16&AID=9MCG000500&an=WPCOM00020160716ec7g004h6&cat=a&ep=ASI>
- Edwards-Levy, A. (2016, 13 avril). Raising The Minimum Wage Is A Really, Really Popular Idea | HuffPost Canada. Dans *HuffPost*. Récupéré de https://www.huffingtonpost.ca/entry/minimum-wage-poll_n_570ead92e4b08a2d32b8e671?ri18n=true&guccounter=1
- Ehrenfreund, M. (2016, 16 avril). What Hillary Clinton actually thinks about the minimum wage. *The Washington Post*.
- Esposito, M.-C. (2013). La véritable histoire de la crise financière 2008 -. *Outre-Terre*, N° 37(3), 127-158.
- Executive Office of the President. (2016, octobre). *Raising the Minimum Wage: A Progress Update*. Washington, D.C.
- Faler, B., Lorenzo, A. et Becker, B. (2020, 26 février). A voter's guide to Capital Gains Taxes: Compare where all the 2020 candidates stand. Dans *POLITICO*. Récupéré de <https://politico.com/2020-election/candidates-views-on-the-issues/tax-reform/capital-gains-taxes/>
- Fertik, T. (2016). The New Political Arithmetic: Who Voted for Bernie, Who Voted for Hillary, and Why. *New Labor Forum*, 25(3), 42-47. doi: 10.1177/1095796016661299
- Fertik, T. (2019). What the Midterms Tell Us About the Future of the Electoral Left. *New Labor Forum*, 28(1), 40-46. doi: 10.1177/1095796018820025
- Fisher, M. (2010, 12 mai). Why Did the Senate Vote to Audit the Fed? Dans *The Atlantic*. Récupéré de <https://www.theatlantic.com/business/archive/2010/05/why-did-the-senate-vote-to-audit-the-fed/345617/>
- Fletcher, M. A. et Craighill, P. M. (2013, 18 décembre). Majority of Americans want minimum wage to be increased, poll finds - The Washington Post. Dans *Washington Post*. Récupéré de https://www.washingtonpost.com/business/economy/majority-of-americans-want-minimum-wage-to-be-increased-poll-finds/2013/12/17/b6724bb0-6743-11e3-ae56-22de072140a2_story.html
- Fortin, M. (2012). Les politiques d'accès à la propriété résidentielle ont-elles contribué à la crise du crédit aux États-Unis? *Politique et Sociétés*, 31(1), 99-125. doi: 10.7202/1013133ar
- Frank, T. (2012). *Pity the billionaire: the hard-times swindle and the unlikely comeback of the Right* (Fully updated and expanded edition, first Picador edition). New York : Picador/Henry Holt and Company.
- Frank, T. (2016). *Listen, liberal, or, What ever happened to the party of the people?* (First edition). New York : Metropolitan Books.
- Fraser, N. et Chalier, J. (2018). De Clinton à Trump, et au-delà. *Esprit*, Septembre(9), 81-93.
- Gallagher, T. (2016). Feeling the Bern: An Analysis of the Sanders Phenomenon. *New Labor Forum*, 25(2), 18-26. doi: 10.1177/1095796016640758

- Gambino, L. (2020, 8 avril). Bernie Sanders, who reshaped US politics, ends 2020 presidential run. Dans *the Guardian*. Récupéré de <http://www.theguardian.com/us-news/2020/apr/08/bernie-sanders-ends-2020-presidential-race>
- Gautney, H. (2018). *Crashing the party: from the Bernie Sanders campaign to a progressive movement*. London ; New York : Verso.
- Gillies, J. (2018). “Feel the Bern”: Marketing Bernie Sanders and Democratic Socialism to Primary Voters. Dans J. Gillies (dir.), *Political Marketing in the 2016 U.S. Presidential Election* (p. 97-112). Cham : Springer International Publishing. doi: 10.1007/978-3-319-59345-6_7
- Goodman, L. S. et Mayer, C. (2018). Homeownership and the American Dream. *Journal of Economic Perspectives*, 32(1), 31-58. doi: 10.1257/jep.32.1.31
- Gupta, A. K. (2016). Ce qui est arrivé à « Occupy Wall Street ». *La Pensée*, 388(4), 11-23.
- Hacker, J. S. et Pierson, P. (2010). *Winner-take-all politics: how Washington made the rich richer-and turned its back on the middle class* (1st Simon & Schuster hardcover ed). New York : Simon & Schuster.
- Harvey, D. (2011). *A brief history of neoliberalism* (Reprinted). Oxford : Oxford Univ. Press.
- Herrera, R. (1995). The Crosswinds of Change: Sources of Change in the Democratic and Republican Parties. *Political Research Quarterly*, 48(2), 291-312. doi: 10.1177/106591299504800204
- Hetherington, M. J. (2005). *Why Trust Matters: Declining Political Trust and the Demise of American Liberalism* (Princeton University Press). Princeton : (s. é.).
- Hook, J. (2019, 26 juin). This is not your father’s Democratic Party: Debate shows how leftward it has moved. *Los Angeles Times*. Récupéré de <https://www.latimes.com/politics/la-na-pol-2020-democratic-debate-miami-analysis-20190626-story.html>
- Horowitz, J. M., Igielnik, R. et Kohhar, R. (2020, 9 janvier). Trends in U.S. income and wealth inequality | Pew Research Center. Dans *Pew Research Center*. Récupéré de <https://www.pewsocialtrends.org/2020/01/09/trends-in-income-and-wealth-inequality/>
- Hortala-Vallve, R. et Mueller, H. (2015). Primaries: the unifying force. *Public Choice*, 163(3-4), 289-305. doi: 10.1007/s11127-015-0249-8
- Horton, E. (2017, 23 octobre). The Legacy of the 2001 and 2003 “Bush” Tax Cuts. Dans *Center on Budget and Policy Priorities*. Récupéré de <https://www.cbpp.org/research/federal-tax/the-legacy-of-the-2001-and-2003-bush-tax-cuts>
- Isidore, C. (2008, 29 septembre). Bailout plan rejected - Supporters scramble. Dans *CNN Money*. Récupéré de <https://money.cnn.com/2008/09/29/news/economy/bailout/>
- Jacobs, D. et Myers, L. (2014). Union Strength, Neoliberalism, and Inequality: Contingent Political Analyses of U.S. Income Differences since 1950. *American Sociological Review*, 79(4), 752-774. doi: 10.1177/0003122414536392
- Jeffers, E. et Plihon, D. (2013). Le shadow banking system et la crise financière. *Cahiers Français*, 375, 8.

- Jensen, T. (2011, 2 août). *Sanders headed for another romp* [Sondage]. Raleigh, N.C. : Public Policy Polling. Récupéré de Zotero :
- Jordan, W. (2016, 7 juin). Age and race in the 2016 Democratic primary | YouGov. Dans *YouGov*. Récupéré de <https://today.yougov.com/topics/politics/articles-reports/2016/06/07/age-and-race-democratic-primary>
- Judis, J. B. (2016). *The populist explosion: how the great recession transformed American and European politics*. New York : Columbia Global Reports.
- Kagan, J. (2020, 17 juillet). Income Tax. Dans *Investopedia*. Récupéré de <https://www.investopedia.com/terms/i/incometax.asp>
- Kasperkevic, J. (2016, 5 septembre). Republicans at fault if Obama can't raise minimum wage, US labor secretary says | US economy | The Guardian. Dans *the Guardian*. Récupéré de <https://www.theguardian.com/business/2016/sep/05/barack-obama-us-minimum-wage-republicans-tom-perez>
- Kaspi, A. (2012). *Barack Obama, la grande désillusion*. Paris : Plon.
- Keeley, B. et Love, P. (2011). *De la crise à la reprise: Causes, déroulement et conséquences de la Grande Récession*. (OCDE). Paris : OECD Publishing.
- Kenworthy, L. et Owens, L. A. (2012, octobre). *Political Attitudes, Public Opinion, and the Great Recession*. The Russell Sage Foundation and The Stanford Center on Poverty and Inequality. Récupéré de https://inequality.stanford.edu/sites/default/files/PublicOpinion_fact_sheet.pdf
- Klein, E. (2015, 26 mai). Read Bernie Sanders's populist, policy-heavy speech kicking off his campaign. Dans *Vox*. Récupéré de <https://www.vox.com/2015/5/26/8662903/bernie-sanders-full-text-speech-presidential-campaign>
- Kochhar, R. (2012, 12 septembre). A Recovery No Better than the Recession. *Pew Research Center's Social & Demographic Trends Project*. Récupéré de <https://www.pewsocialtrends.org/2012/09/12/a-recovery-no-better-than-the-recession/>
- Krieg, G. (2016, 13 avril). Occupy Wall Street rises up for Bernie Sanders. Dans *CNN Politics*. Récupéré de <https://www.cnn.com/2016/04/13/politics/occupy-wall-street-bernie-sanders-new-york-primary/index.html>
- Krugman, P. (2009a, 10 août). Saved by big government. Dans *the Guardian*. Récupéré de <http://www.theguardian.com/commentisfree/2009/aug/10/us-economy-tarp-great-depression>
- Krugman, P. (2009b, 2 septembre). How Did Economists Get It So Wrong? (Published 2009). *The New York Times*, section Magazine. Récupéré de <https://www.nytimes.com/2009/09/06/magazine/06Economic-t.html>
- Kuhn, M., Schularick, M. et Steins, U. (2018, 13 septembre). Research: How the Financial Crisis Drastically Increased Wealth Inequality in the U.S. *Harvard Business Review*. Récupéré de <https://hbr.org/2018/09/research-how-the-financial-crisis-drastically-increased-wealth-inequality-in-the-u-s>
- Lenchner, C. (2015). Bernie versus Hillary: Building an Outsider Left Inside the Democratic Party. *New Labor Forum*, 24(3), 62-67. doi: 10.1177/1095796015597246

- Leonhardt, D. (2019, 6 octobre). The Rich Really Do Pay Lower Taxes Than You. *The New York Times*, section Opinion. Récupéré de <https://www.nytimes.com/interactive/2019/10/06/opinion/income-tax-rate-wealthy.html>
- Levitin, M. (2015, 10 juin). The Triumph of Occupy Wall Street. Dans *The Atlantic*. Récupéré de <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2015/06/the-triumph-of-occupy-wall-street/395408/>
- Love, N. S. et Mattern, M. (2011). The Great Recession: Causes, Consequences, and Responses. *New Political Science*, 33(4), 401-411. doi: 10.1080/07393148.2011.619815
- Luce, S. (2017). Living wages: a US perspective. *Employee Relations*, 39(6), 863-874. doi: 10.1108/ER-07-2017-0153
- Milkis, S. M. (2014). Ideas, Institutions, and the New Deal Constitutional Order. *American Political Thought*, 3(1), 167-176. doi: 10.1086/675653
- Moeninghoff, C. S. et Wieandt, A. (2011). Too big to fail ? ! Leçons de la crise financière. *Revue d'économie financière*, 101(1), 231-260.
- Morales, L. (2008, 9 décembre). Initial Bailout Falling Out of Favor With Americans. Dans *Gallup.com*. Récupéré de <https://news.gallup.com/poll/113047/Americans-Falling-Favor-Initial-Bailout.aspx>
- Morin, R. (2010, 25 septembre). One Recession, Two Americas. *Pew Research Center's Social & Demographic Trends Project*. Récupéré de <https://www.pewsocialtrends.org/2010/09/24/one-recession-two-americas/>
- Mukunda, G. (2018, 25 septembre). The Social and Political Costs of the Financial Crisis, 10 Years Later. *Harvard Business Review*. Récupéré de <https://hbr.org/2018/09/the-social-and-political-costs-of-the-financial-crisis-10-years-later>
- Murray, P. (2015, 30 avril). *Raise the Wage Act* c. 2.1150 Sénat. Récupéré de <https://www.congress.gov/bill/114th-congress/senate-bill/1150?q=%7B%22search%22%3A%5B%22S.1150%22%5D%7D&s=6&r=1>
- Noel, H. (2016). Ideological Factions in the Republican and Democratic Parties. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 667(1), 166-188. doi: 10.1177/0002716216662433
- Nwanevu, O. (2019, 19 février). *How Will Bernie Sanders Distinguish Himself from the 2020 Field?* | *The New Yorker*. Récupéré de <https://www.newyorker.com/news/current/how-will-bernie-sanders-distinguish-himself-from-the-2020-field>
- NYT/CBS Poll. (2008, 13 octobre). *The New York Times/CBS Poll (octobre 2008)*. Récupéré de https://graphics8.nytimes.com/packages/pdf/politics/20081015_POLL.pdf
- Obama, B. (2020). *Une Terre Promise*. New York : Fayard.
- Obeidallah, B. D. (2016, 27 avril). Bernie Sanders is not dropping out. Dans *CNN Digital*. Récupéré de <https://www.cnn.com/2016/04/26/opinions/sanders-is-not-dropping-out-opinion-obeidallah/index.html>
- Outridge, C. (2020). *The effects of Bernie Sander's Presidential Campaigns on the platform of the democratic Party* (Honor Thesis). Johnson & Wales University. Récupéré de https://dl1wqtxts1xzle7.cloudfront.net/65135957/Honors_Thesis.pdf?1607460074=&response-content-disposition=inline%3B+filename%3DThe_Effects_of_Bernie_Sanders_Presidenti.pdf&Expires=1611861

782&Signature=X-
xex1C6MLqEh2ph0riRbnOE3N4cAYIbtswY9AoB8HDDVjvDoYEwIJZbCAQQzXzPBtuTVkMD8hw8
mSdNpIinZHMpj2~e3lh7Nv~tU0tcukLnn3b4fR-
dqn1L6L4GXILSJGayFjgYbYaGkDjWuzR3alWYomUOj20-
x7OPE024ribm95ajR14iclPxcUTB5mCQS4IfzJD8-
9fWVhZJQZaOQDgiviTyrgjC1CFoaW1VMBlkEXz9ryNx4xbjdPoOITaZdlFdVtyFSRIPJvoGDsGXGJ~
F0SiRiwj6xDvQhUleggLea-FUtSb7h7BT05BY6v9RkEGZF89mkKQzC4gwBHQFw__&Key-Pair-
Id=APKAJLOHF5GGSLRBV4ZA

Palley, T. L. (2005). From Keynesianism to neoliberalism: shifting paradigms in economics. Dans *Neoliberalism: A critical reader* (p. 20-29). (s. l.) : Pluto Press.

Pew Research Center. (2008, 23 septembre). 57% of Public Favors Wall Street Bailout. *Pew Research Center - U.S. Politics & Policy*. Récupéré de <https://www.pewresearch.org/politics/2008/09/23/57-of-public-favors-wall-street-bailout/>

Pew Research Center. (2010, 30 juin). How the Great Recession Has Changed Life in America. *Pew Research Center's Social & Demographic Trends Project*. Récupéré de <https://www.pewsocialtrends.org/2010/06/30/how-the-great-recession-has-changed-life-in-america/>

Piketty, T. et Saez, E. (2007). How Progressive is the U.S. Federal Tax System? A Historical and International Perspective. *Journal of Economic Perspectives*, 21(1), 3-24.

Podkul, E. K. and A. R. (2018, 14 septembre). What's happening to the Democratic Party? *Brookings*. Récupéré de <https://www.brookings.edu/blog/fixgov/2018/09/14/whats-happening-to-the-democratic-party/>

Pomerleau, K. et Schuyler, M. (2016). Details and Analysis of Hillary Clinton's Tax Proposals. *Tax Foundation*, (496), 7.

Pressman, S. (2020, 7 février). How 2020 candidates plan to tax wealthy Americans more. Dans *PBS NewsHour*. Récupéré de <https://www.pbs.org/newshour/politics/how-2020-candidates-plan-to-tax-wealthy-americans-more>

Prokop, A. (2016, 16 juin). Why Bernie Sanders still isn't dropping out of the presidential race - Vox. Dans *Vox.com*. Récupéré de <https://www.vox.com/2016/6/16/11959808/bernie-sanders-speech-dropping-out>

Pump, B. (2012). A New Normal? American Economic Policymaking After The Great Recession: Pump: A New Normal? American Economic Policymaking After The Great Recession. *Policy Studies Journal*, 40(1), 27-40. doi: 10.1111/j.1541-0072.2012.00444.x

Rainey, R. (2020, 8 janvier). A voter's guide to Minimum Wage: Compare where all the 2020 candidates stand. Dans *POLITICO*. Récupéré de <https://politico.com/2020-election/candidates-views-on-the-issues/economy/minimum-wage/>

Rappeport, A. et Tankersley, J. (2021, 12 janvier). Atop the Powerful Budget Committee at Last, Bernie Sanders Wants to Go Big. *The New York Times*, section U.S. Récupéré de <https://www.nytimes.com/2021/01/12/us/politics/bernie-sanders-budget-committee.html>

Real Clear Politics. (2016, 1^{er} février). RealClearPolitics - Election 2016 - Iowa Democratic Presidential Caucus. Dans *Real Clear Politics*. Récupéré de [/epolls/2016/president/ia/iowa_democratic_presidential_caucus-3195.html](http://www.realclearpolitics.com/epolls/2016/president/ia/iowa_democratic_presidential_caucus-3195.html)

- Rehmann, J. (2016). Bernie Sanders and the Hegemonic Crisis of Neoliberal Capitalism: What Next? ¹. *Socialism and Democracy*, 30(3), 1-11. doi: 10.1080/08854300.2016.1228874
- Reid, L. J. (2012). Why Did the American Recovery and Reinvestment Act (ARRA) Fail or Did it? *SSRN Electronic Journal*. doi: 10.2139/ssrn.2655957
- Rudden, J. (2020, 2 mars). U.S. homeownership rate 1990-2019. Dans *Statista*. Récupéré de <https://www.statista.com/statistics/184902/homeownership-rate-in-the-us-since-2003/>
- Rycroft, R. S. (dir.). (2017). *The American middle class: an economic encyclopedia of progress and poverty*. Santa Barbara, California : Greenwood, an imprint of ABC-CLIO, LLC.
- Sabatier, P. A. (1988). An Advocacy Coalition Framework of Policy Change and the Role of Policy-Oriented Learning Therein. *Policy Sciences*, 21(2/3), 129-168.
- Sabatier, P. A. et Jenkins-Smith, H. C. (dir.). (1993). *Policy change and learning: an advocacy coalition approach*. Boulder, Colo : Westview Press.
- Samuelson, R. J. (2016, 14 mars). Both Sander's and Clinton's tax plans will soak the rich. *The Washington Post*.
- Sanders, B. (2008, septembre). Financial Reform. Dans *Sen. Bernie Sanders*. Récupéré de <https://www.sanders.senate.gov/legislation/issue/financial-reform>
- Sanders, B. (2009, 11 juin). *S.2746 - 111th Congress (2009-2010): Too Big to Fail, Too Big to Exist Act*. Récupéré de <https://www.congress.gov/bill/111th-congress/senate-bill/2746>
- Sanders, B. (2009b, 6 novembre). Release: Sanders Bill Would Break Up Banks 'Too Big to Fail'. *Sen. Bernie Sanders*. Récupéré de <https://www.sanders.senate.gov/newsroom/press-releases/release-sanders-bill-would-break-up-banks-too-big-to-fail>
- Sanders, B. (2010, 10 décembre). Full Congressional Record Transcript of Sanders Filibuster. Dans *Sen. Bernie Sanders*. Récupéré de <https://www.sanders.senate.gov/newsroom/press-releases/full-congressional-record-transcript-of-sanders-filibuster>
- Sanders, B. (2015, 26 mars). Republicans Oppose Minimum Wage Hike as Senate Debates Budget. Dans *Sen. Bernie Sanders*. Récupéré de <https://www.sanders.senate.gov/newsroom/press-releases/republicans-oppose-minimum-wage-hike-as-senate-debates-budget>
- Sanders, B. (2016a). *Our revolution: a future to believe in* (First edition). New York : Thomas Dunne Books, St. Martin's Press.
- Sanders, B. (2016b, 16 juin). Full transcript of Bernie Sanders' speech. Dans *Burlington Free Press*. Récupéré de <https://www.burlingtonfreepress.com/story/news/2016/06/16/full-transcript-bernie-sanders-speech/86013392/>
- Sanders, B. (s.d.). Bernard Sanders [legislation]. Dans *Congress.gov*. Récupéré de <https://www.congress.gov/member/bernard-sanders/S000033>
- Sanders, B., Gutman, H. et Nichols, J. (2015). *Outsider in the White House* (Updated edition). London : Verso.
- Sanders, S. (2020, 23 janvier). The Surprising Legacy Of Occupy Wall Street In 2020. Dans *NPR.org*. Récupéré de <https://www.npr.org/2020/01/23/799004281/the-surprising-legacy-of-occupy-wall-street-in-2020>

- Sargent, G. (2016, 12 juillet). Bernie Sanders just endorsed Clinton. Here's how he'll keep his movement alive. ; Sanders said all the right things in his speech. Here's what's next. Dans *Washington Post*.
- Schmidt, V. A. (2011). Speaking of change: why discourse is key to the dynamics of policy transformation. *Critical Policy Studies*, 5(2), 106-126. doi: 10.1080/19460171.2011.576520
- Scott, R. C. (2015, 30 avril). *Raise the Wage Act* c. H.R.2150 Chambre des Représentants. Récupéré de <https://www.congress.gov/bill/114th-congress/house-bill/2150/all-info?r=1&s=4>
- Sell, K., Zlotnik, S., Noonan, K. et Rubin, D. (2010). The Recession and Housing Stability. *The Effects of the Recession on Child Well-Being*, (novembre), 15.
- Shiller, R. J. (2008). *The subprime solution: how today's global financial crisis happened and what to do about it*. Princeton, N. J : Princeton University Press.
- Silver, N. (2016, 27 juillet). Was The Democratic Primary A Close Call Or A Landslide? *FiveThirtyEight*. Récupéré de <https://abcnews.go.com/fivethirtyeight/video/fivethirtyeight-sanders-protesters-launch-sit-convention-55953279>
- Skeel, D. (2018, 20 septembre). History credits Lehman Brothers' collapse for the 2008 financial crisis. Here's why that narrative is wrong. *Brookings*. Récupéré de <https://www.brookings.edu/research/history-credits-lehman-brothers-collapse-for-the-2008-financial-crisis-heres-why-that-narrative-is-wrong/>
- Sowels, N. (2016). La crise financière et les mutations du capitalisme américain. *Outre-Terre*, N° 46(1), 86-105.
- Statista, R. D. (2021, 20 janvier). Average (median) household income 1990-2018. Dans *Statista*. Récupéré de <https://www.statista.com/statistics/200838/median-household-income-in-the-united-states/>
- Steele, L. G. et Breznau, N. (2019). Attitudes toward Redistributive Policy: An Introduction. *Societies*, 9(3), 50. doi: 10.3390/soc9030050
- Steinhauer, J. (2016, 14 mars). Via Legislative Side Doors, Bernie Sanders Won Modest Victories. *The New York Times*, section U.S. Récupéré de <https://www.nytimes.com/2016/03/15/us/politics/bernie-sanders-amendments.html>
- Stewart, E. (2019, 30 avril). How Occupy Wall Street animated Bernie Sanders, AOC, and the left - Vox. Dans *Vox*. Récupéré de <https://www.vox.com/the-highlight/2019/4/23/18284303/occupy-wall-street-bernie-sanders-dsa-socialism>
- Stiglitz, J. (2009a, 26 janvier). Commentary: How to rescue the bank bailout - CNN.com. Dans *CNN Politics*. Récupéré de <https://www.cnn.com/2009/POLITICS/01/26/stiglitz.finance.crisis/index.html>
- Stiglitz, J. (2009b, 13 décembre). Too big to succeed | Joseph Stiglitz. Dans *the Guardian*. Récupéré de <http://www.theguardian.com/commentisfree/2009/dec/13/mervyn-king-banks-curbed>
- Tankersley, J. (2016, 4 mars). On taxes, Bernie Sanders makes Hillary Clinton look more like Donald Trump. *The Washington Post*.
- Tankersley, J. (2020, 5 mars). How Democrats Would Raise Taxes on the Rich - The New York Times. Dans *The New York Times*. Récupéré de <https://www.nytimes.com/2020/03/04/business/2020-democrats-tax.html>

- Tankersley, J. et Mui, Q. Y. (2015, 17 août). It's Hillary Clinton and Barack Obama versus liberals on the minimum wage - The Washington Post. Dans *The Washington Post*. Récupéré de <https://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2015/08/17/its-hillary-clinton-and-barack-obama-versus-liberals-on-the-minimum-wage/>
- Thompson, J. P. (2011). Is There Life After the Shellacking? *New Labor Forum (Sage Publications Inc.)*, 20(2), 22-31. doi: 10.4179/NLF.202.0000005
- Toeplitz, S. (2010, 12 décembre). Sanders's last stand. Dans *POLITICO*. Récupéré de <https://www.politico.com/news/stories/1210/46246.html>
- Tomasky, M. (2010, 10 décembre). The significance of Bernie Sanders' filibuster | Michael Tomasky. *The Guardian*, section Opinion. Récupéré de <https://www.theguardian.com/commentisfree/michaeltomasky/2010/dec/10/bernie-sanders-filibuster-tax-cuts>
- Truffaut, S. (2017). *Anatomie d'un désastre: la crise financière de 2008, de Reagan à Trump*. Montréal, Québec : Éditions Somme toute.
- Uetricht, M. (2017). The World Turned Upside Down: "Our Revolution," Trump Triumphant, and the Remaking of the Democratic Party. *New Labor Forum*, 26(2), 20-27. doi: 10.1177/1095796017700856
- United States Department of Housing and Urban Development. (1995). *The National Homeownership Strategy: Partners in the American Dream*. Récupéré de https://www.globalurban.org/National_Homeownership_Strategy.pdf
- U.S. Senate Committee On The Budget. (s.d.). Dans *United States Senate Committee on the Budget*. Récupéré de <https://www.budget.senate.gov/about/committee-history>
- US Presidential Debates. (2015, 13 octobre). *First Democratic Primary Debate - October 13 2015 on CNN*. Récupéré de <https://www.youtube.com/watch?v=10M8P24AGcY>
- Van der Meer, T. W. G. (2017). Political Trust and the "Crisis of Democracy". Dans T. W. G. van der Meer, *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. Oxford University Press. doi: 10.1093/acrefore/9780190228637.013.77
- Vanden Heuvel, K. (2016, 12 juillet). The most progressive Democratic platform ever. Dans *Washington Post*.
- Visser, M. A. (2019). Restructuring opportunity: employment change and job quality in the United States during the Great Recession. *Socio-Economic Review*, 17(3), 545-572. doi: 10.1093/ser/mwy002
- Volden, C. et Wiseman, A. E. (2018). Legislative Effectiveness in the United States Senate. *The Journal of Politics*, 80(2), 731-735. doi: 10.1086/697121
- Voteview. (2020). Dans *Voteview Blog*. Récupéré de <https://voteview.com/parties/all>
- Wagner, J. (2016, 25 octobre). Sanders is prepared to be a liberal thorn in Clinton's side. Dans *Washington Post*. Récupéré de <https://global-factiva-com.proxy3.library.mcgill.ca/redirect/default.aspx?P=sa&NS=16&AID=9MCG000500&an=WPCOM00020161024ecao0048v&cat=a&ep=ASI>

- Wallison, P. J. (2009). CAUSE AND EFFECT: GOVERNMENT POLICIES AND THE FINANCIAL CRISIS. *Critical Review*, 21(2-3), 365-376. doi: 10.1080/08913810902934158
- Waltman, J. L. (2000). *The politics of the minimum wage*. Urbana : University of Illinois Press.
- Wilentz, S. (2017). *The Politicians & the Egalitarians: the Hidden History of American Politics*. New York : Norton.
- Williamson, V., Skocpol, T. et Coggin, J. (2011). The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism. *Perspectives on Politics*, 9(1), 25-43.
- Wolfson, M. H., Epstein, G. A. et Moseley, F. (dir.). (2013). The Bailout of the « Too-Big-to-Fail » Banks: Never Again. Dans *The handbook of the political economy of financial crises* (p. p.644). New York, NY : Oxford University Press.
- Woodruff, J. (2021, 4 mars). Sen. Bernie Sanders: COVID relief bill « addresses the crises facing working families ». Dans *PBS NewsHour*. Récupéré de <https://www.pbs.org/newshour/show/sen-bernie-sanders-covid-relief-bill-addresses-the-crises-facing-working-families>
- Ydstie, J. et Montagne, R. (2008, 17 septembre). Another Bailout: Government Lends AIG \$85 Billion. Dans *NPR.org*. Récupéré de <https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=94699063>
- Zaller, J. (1992). *The Nature and Origins of Mass Opinion*. Cambridge: Cambridge University Press. 382 pages.
- Zitner, A., Chinni, D. et McGill, B. (2016, 7 juin). « How Hillary Clinton Won the Democratic Nomination Over Bernie Sanders ». *Wall Street Journal*. Récupéré de <http://graphics.wsj.com/elections/2016/how-clinton-won/>
- Zitner, A. et Gianordoli, G. (2018, 1 mai). « Divisions Among the Democrats ». *Wall Street Journal*. Récupéré de <https://www.wsj.com/graphics/divisions-among-the-democrats/>
- Zurnic, M. (2014). Discursive institutionalism and institutional change. *Filozofija i drustvo*, 25(2), 217-234. doi: 10.2298/FID1402217Z